

# L'ECONOMIE POLITIQUE DU DEVELOPPEMENT DU XXe AU XXIe SIECLE

## Introduction

Les réflexions que je proposerai dans cette étude concernent les "problèmes du développement" tels qu'ils me paraissent devoir être posés à l'aube du XXIe siècle. La lecture des théories et des pratiques qui ont commandé leur traitement au cours de la seconde moitié du XXe siècle n'a d'autre objet que d'aider à identifier, au delà des impasses qui à mon avis caractérisent la conjoncture de cette fin de siècle, la nature des défis auxquels nous sommes confrontés, en choisissant de mettre en relief ce qu'ils comportent de nouveau et ce que l'on peut tirer des leçons de l'expérience du XXe siècle.

Mes analyses sont fondées sur une théorie du capitalisme, de sa dimension mondiale et plus généralement de la dynamique de la transformation des sociétés dont je crois nécessaire de rappeler les trois thèses centrales nécessaires à la compréhension de ce qui suivra. Ces thèses concernent :

(i) La centralité de l'aliénation économiciste qui caractérise le capitalisme, faisant contraste avec à la fois ce que furent les sociétés antérieures et ce que pourrait être une société post capitaliste. J'entends par cette aliénation le fait que le moyen (l'économie en général, l'accumulation capitaliste en particulier) soit devenue une fin en soi, dominant l'ensemble des processus de la vie sociale et s'imposant comme une force objective extérieure à celle-ci.

(ii) La centralité de la polarisation produite par la mondialisation du capitalisme. J'entends par là l'approfondissement continu de l'écart - en termes de niveaux de développement matériel - entre les centres du système mondial capitaliste et ses périphéries. Il s'agit là encore d'un phénomène nouveau dans l'histoire de l'humanité, l'ampleur de cet écart étant devenu en deux siècles sans commune mesure avec ce que l'humanité avait pu connaître au cours des millénaires de son histoire antérieure. Il s'agit également d'un phénomène qu'on ne peut que vouloir faire disparaître par la construction graduelle d'une société post capitaliste réellement meilleure pour tous les peuples.

(iii) La centralité de ce que j'ai appelé la "sous-détermination" dans l'histoire. J'entends par là que tout système social (y compris donc le capitalisme) est historique, au sens qu'il a un commencement et une fin ; mais que la nature du système successeur dépassant les contradictions de celui qui le précède n'est pas déterminée par des lois objectives qui s'imposeraient comme des forces extérieures aux choix des sociétés. Les contradictions propres au système en déclin (ici celles du capitalisme mondialisé et singulièrement celles qui sont associées à la polarisation qui le caractérise) peuvent être dépassées de manières différentes du fait de l'autonomie des logiques qui commandent les différentes instances de la vie sociale (la politique et le pouvoir, le culturel, l'idéologie et le système des valeurs sociales par lequel s'exprime la légitimité,

l'économique). Ces logiques peuvent s'ajuster les unes aux autres pour donner une certaine cohérence au système dans son ensemble de manières différentes, en sorte que le meilleur et le pire sont toujours possibles, laissant à l'humanité la responsabilité de son devenir.

Prises ensemble ces trois thèses conduisent naturellement à la conclusion que la "question du développement" occupe une position centrale dans la société contemporaine (depuis deux siècles), qu'elle n'a jamais été résolue, et ne peut l'être dans le cadre du capitalisme, et que par conséquent le concept même de développement est un concept critique.

Le capitalisme a développé les forces productives à un rythme et avec une ampleur sans pareils dans toute l'histoire antérieure. Mais il a simultanément creusé l'écart entre ce que ce développement permettrait potentiellement et l'usage qui en a été fait, comme aucun système antérieur n'en avait connu. Potentiellement le niveau des connaissances scientifiques et techniques atteint aujourd'hui permettrait de résoudre tous les problèmes matériels de l'humanité entière. Mais la logique transformant le moyen (la loi du profit, l'accumulation) en fin pour elle même a produit à la fois un gaspillage gigantesque de ce potentiel et une inégalité dans l'accès aux bienfaits qu'il a permis sans pareils dans l'histoire. Jusqu'au XIXe siècle l'écart entre le potentiel de développement que les connaissances permettaient et le niveau de développement produit était négligeable. Non que cette réflexion nourrisse en nous une quelconque nostalgie passéiste : le capitalisme était un préalable nécessaire pour réaliser le potentiel de développement atteint aujourd'hui. Mais il a désormais fait son temps dans ce sens que la poursuite de sa logique ne produit plus que gaspillage et inégalité. Dans ce sens la "loi de la paupérisation" que l'accumulation capitaliste produit, formulée par Marx, est vérifiée - à l'échelle mondiale - chaque jour d'une manière plus éclatante depuis deux siècles. On ne devrait donc pas s'étonner qu'au moment même où le capitalisme paraît victorieux sur toute la ligne, la "lutte contre la pauvreté" soit devenue une obligation incontournable dans la rhétorique des appareils dominants.

Ce gaspillage et cette inégalité constituent l'envers de la médaille, définissant le contenu du "livre noir du capitalisme". Ils sont là pour nous rappeler que le capitalisme n'est qu'une parenthèse dans l'histoire et non pas sa fin. Que s'il n'est pas dépassé par la construction d'un système qui mette un terme à la polarisation mondiale et à l'aliénation économiste il ne peut conduire qu'à l'auto destruction de l'humanité.

Comment ce dépassement a été compris au XXe siècle et quelles leçons on peut en tirer pour définir la nature du défi telle qu'il se dessine pour le XXIe siècle est l'objet même de cette étude.

L'opinion dominante dans le moment actuel ("l'air du temps") est que le XXe siècle depuis 1917 (pour l'ex URSS) et 1945 (pour une bonne partie du tiers monde et même jusqu'à un certain point pour les centres développés) a été un siècle catastrophique parce que les pouvoirs politiques auraient contrarié par leur interventionnisme systématique, la logique unilatérale et bienfaitrice du capitalisme conçu comme expression transhistorique des exigences de la nature humaine. Qu'en mettant un terme à ces illusions par le retour à la soumission intégrale à la "loi du marché" (expression vulgaire et inexacte pour désigner le capitalisme), supposée avoir commandé l'histoire du XIXe siècle (ce qui n'est en réalité qu'une simplification outrancière), l'histoire

aurait fait un pas en avant. Le "retour à la belle époque" par lequel s'ouvrent les réflexions qui suivent exprime cette vision de l'histoire que l'air du temps inspire.

La thèse que je développerai va exactement à l'opposé de l'air du temps. La lecture du XXe siècle qu'elle propose est celle d'une première tentative de répondre au défi du développement, plus exactement du sous-développement, expression vulgaire désignant une réalité : le contraste grandissant centres/périphéries immanent à l'expansion mondiale du capitalisme. Les réponses qui ont été apportées à ce défi se situent dans un éventail large allant du timide au radical. Sans outrageusement simplifier la variété de ces réponses j'oserai dire qu'elles s'inscrivaient toutes dans une perspective définie en termes de "rattrapage" c'est à dire de reproduction à la périphérie de ce qui avait été réalisé au centre. Dans ce sens les objectifs poursuivis et les stratégies mises en œuvre au XXe siècle ne remettraient pas en cause le capitalisme dans son essence même - l'aliénation économiste.

Il y avait certes eu l'intention de remettre en cause les rapports sociaux capitalistes dans les expériences radicales issues des révolutions socialistes de Russie et de Chine qu'on ne saurait ignorer. Cette intention s'est néanmoins progressivement diluée dans les exigences prioritaires du rattrapage, imposé ici par l'héritage du capitalisme périphérique.

La page de ces tentatives plus ou moins radicales de résoudre le problème du développement est aujourd'hui tournée. Les limites historiques de ce qu'elles pouvaient produire atteintes, elles n'ont pas su se dépasser elles-mêmes pour aller plus loin. Elles se sont donc effondrées en permettant une restauration provisoire mais dévastatrice des illusions capitalistes. De ce fait l'humanité est confrontée aujourd'hui à des problèmes de développement encore plus gigantesques qu'ils ne l'étaient il y a cinquante ou cent ans. Il lui faudra donc être, au cours du XXIe siècle, plus radicale encore qu'elle ne l'a été au XXe siècle dans ses réponses au défi. C'est à dire qu'il lui faudra associer les objectifs d'un certain développement des forces productives dans les périphéries du système à ceux du dépassement des logiques d'ensemble de la gestion capitaliste de la société avec encore plus de vigueur et de rigueur. Elle devra de surcroît le faire dans un monde qui est nouveau par certains de ses aspects dont nous tenterons de préciser la nature et la portée. Le XXIe siècle ne peut pas être un XIXe restauré, il doit aller au delà du XXe siècle. Dans ce sens la question du développement occupera au XXIe siècle une place encore plus centrale que celle qui fut la sienne au XXe siècle.

Le lecteur aura certainement saisi que le concept de développement qui est le nôtre n'est pas synonyme de "rattrapage". Le développement ai-je dit est un concept critique du capitalisme. Il suppose donc en amont un projet sociétaire qui n'est pas celui du capitalisme, et que définit son double objectif : libérer l'humanité de l'aliénation économiciste et faire disparaître l'héritage de la polarisation à l'échelle mondiale. Ce projet sociétaire ne peut donc être qu'universel, devenir - fut ce progressivement bien entendu - celui de toute l'humanité, des peuples des centres comme de ceux des périphéries du système mis en cause. Si le "rattrapage" pouvait à la rigueur être conçu comme une stratégie que les peuples concernés - ceux de la périphérie - pouvaient mettre en œuvre par leurs seuls propres moyens, de leur seule volonté, par contre avancer dans la direction de la réalisation du double objectif du développement tel que je l'ai défini ici implique nécessairement la participation active et combinée des peuples de toutes les régions de la planète. De surcroît l'approfondissement des dimensions

mondiales de beaucoup de problèmes sinon tous l'impose avec plus de force que jamais.

Pour avancer dans l'analyse du défi en question il nous faudra donc nécessairement considérer toutes les dimensions dans lesquelles se déploie un projet sociétair ; c'est à dire refuser de nous laisser enfermer dans sa seule dimension dite "économique" qu'on appelle "l'économie du développement". L'outil que représente cette dernière reste certainement indispensable : définir des choix concrets et précis de production, de la manière de produire et d'en répartir les résultats, mesurer et calculer, comparer les options possibles, utiliser à cet effet les boîtes à outils que constituent l'analyse et la gestion micro et macro, cela n'est rien d'autre que faire l'usage le plus intelligent possible de la raison qui doit commander les actions sociales comme celles des individus. Je refuse ici de jeter le bébé avec l'eau du bain qui est l'attitude de ceux qui substituent à l'action stratégique raisonnée le hasard de l'anarchisme spontanéiste.

Mais l'économie du développement ne peut être efficace que si elle vient en aval d'une économie politique du développement. Entendant par économie politique la mise en œuvre de l'équipement intellectuel que le matérialisme historique nous permet d'espérer acquérir (si, d'évidence, on accepte une conception ouverte et non dogmatique de cet équipement) en vue d'une part d'analyser le passé (l'histoire), le présent (définir les défis) et d'envisager une stratégie pour l'avenir (la définition du projet sociétair et des stratégies d'étape nécessaires et possibles pour avancer dans sa direction). Le champ de l'étude devient alors gigantesque et implique la prise en considération du legs de l'histoire parvenue à son stade actuel, qu'y a-t-il de nouveau qui se dessine, quel est le statut des éléments de nouveauté qui constituent le temps présent, les dimensions politiques de la réalité actuelle et du projet considéré (entre autre les questions concernant la démocratie et les géostratégies, tant des projets hégémonistes que des contre projets de leur refus), les instruments théoriques et leurs expressions idéologiques, voire culturelles, qui sont à notre disposition (ou qu'il faut inventer) permettant d'avancer dans l'analyse et la formulation d'alternatives.

J'ai choisi, pour faire avancer le débat à partir de ces réflexions, d'en faire une présentation de ceux de leurs éléments qui me paraissent être les pièces principales d'une sorte de puzzle, constituée de lectures de l'histoire pertinente pour notre objet, d'analyses des stratégies qui occupent la scène contemporaine, de présentations des thèses théoriques et idéologiques mises en œuvre. La combinaison de ces éléments du puzzle permettra alors de recomposer les différents tableaux possibles de l'avenir qui se construit, et d'apprécier leur capacité relative à répondre ou non au défi du développement en question.

Un dernier mot dans ces propos liminaires : ayant consacré l'essentiel de mes efforts au cours des dernières années à examiner quelques uns de ces problèmes, je réduirai les redites au strict nécessaire pour maintenir la cohérence de ce texte, en faisant, en complément, des renvois précis aux cinq ouvrages suivants (par ordre chronologique de publication) : *L'ethnie à l'assaut des nations* (1994), *La gestion capitaliste de la crise* (1995), *Les défis de la mondialisation* (1996), *Critique de l'air du temps* (1997), *L'hégémonisme des Etats Unis et l'effacement du projet européen* (2000).

## **I. Le Retour de la Belle Epoque**

Le XXe siècle se clôt dans une atmosphère qui rappelle d'une manière étonnante celle qui présidait à son ouverture – « la belle époque » (qui fut effectivement belle pour le capital). Les bourgeoisies de la triade déjà constituée (les puissances européennes, les Etats Unis, le Japon) entonnaient un hymne à la gloire de leur triomphe définitif. Les classes ouvrières des centres cessaient d'être les « classes dangereuses » qu'elles avaient été au XIXe siècle et les peuples du reste du monde étaient appelés à accepter la « mission civilisatrice » des Occidentaux.

La « belle époque » couronnait un siècle de transformations radicales du monde au cours duquel la première révolution industrielle et la constitution concomitante de l'Etat national bourgeois moderne sortaient du quart nord ouest de l'Europe où elles étaient nées pour conquérir tout le continent, les Etats Unis et le Japon. Les anciennes périphéries de l'époque mercantiliste – l'Amérique latine, les Indes anglaises et néerlandaises – étaient exclues de cette double révolution tandis que les vieux Etats d'Asie (Chine, Empire ottoman, Perse) étaient à leur tour intégrés dans la nouvelle globalisation en qualité de périphéries et le reste du monde intégré par la conquête coloniale. Le triomphe des centres du capitalisme mondialisé se manifestait par une explosion démographique qui devait porter la proportion de la population d'origine européenne de 23 % de celle du globe en 1800 à 36 % en 1900. La concentration de la révolution industrielle dans la triade avait simultanément généré une polarisation de la richesse à une échelle que n'avait jamais connue l'humanité au cours de toute son histoire antérieure. A la veille de la révolution industrielle les écarts de la productivité sociale du travail pour 80 % de la population de la planète ne dépassaient jamais le rapport de 2 pour 1. Ce rapport était devenu vers 1900 égal à 20 pour 1.

La globalisation célébrée en 1900 comme déjà la « fin de l'histoire » était néanmoins un fait récent, qui n'a été effectivement réalisé que progressivement au cours de la seconde moitié du XIXe siècle, après l'ouverture de la Chine et de l'Empire ottoman (1840), la répression des Cipayes en Inde (1857) et finalement le partage de l'Afrique (à partir de 1885).

Cette première globalisation, loin d'entraîner une accélération de l'accumulation du capital, allait au contraire s'ouvrir sur une crise structurelle de 1873 à 1896 comme presque exactement un siècle plus tard. La crise s'accompagnait pourtant par une nouvelle révolution industrielle (l'électricité, le pétrole, l'automobile, l'avion) dont on attendait qu'elle parvienne jusqu'à transformer l'espèce humaine, comme on le dit aujourd'hui de l'électronique. Parallèlement se constituaient les premiers oligopoles industriels et financiers – les transnationales de l'époque. La globalisation financière paraissait s'installer définitivement sous la forme de l'étalon or-sterling et on parlait de l'internationalisation des transactions que les nouvelles bourses de valeur permettaient avec autant d'enthousiasme qu'on parle aujourd'hui de la globalisation financière. Jules Verne faisait faire le tour du monde en 80 jours à son héros (anglais bien entendu) : le « village mondial » était déjà là, pour lui.

L'économie politique du XIXe siècle avait été dominée par les figures des grands classiques (Adam Smith, Ricardo) puis par la critique décapante de Marx. Le triomphe de la globalisation libérale fin de siècle plaçait au devant de la scène une génération nouvelle mue par la préoccupation d'établir que le capitalisme était « indépassable » parce qu'il exprimait les exigences d'une rationalité éternelle, transhistorique. Walras – figure centrale de cette nouvelle génération, retrouvé – pas par hasard – par les

économistes contemporains – s’acharnait à prouver que les marchés étaient autorégulateurs. Il n’y parvint jamais, pas plus que les néoclassiques de notre époque.

L’idéologie libérale triomphante réduisait la société à une collection d’individus et, par cette réduction, affirmait que l’équilibre produit par le marché constitue simultanément l’optimum social et garantit par là même la stabilité et la démocratie. Tout était en place pour substituer une théorie d’un capitalisme imaginaire à l’analyse des contradictions du capitalisme réellement existant. La version vulgaire de cette pensée sociale économiciste allait trouver son expression dans les manuels du britannique Alfred Marshall, bible des études économiques de l’époque.

Les promesses du libéralisme globalisé, vanté à l’époque, allaient paraître se réaliser un moment, celui de la "belle époque". A partir de 1896 la croissance reprenait, sur les bases nouvelles de la seconde révolution industrielle, des oligopoles, de la globalisation financière. Cette "sortie de la crise" allait emporter les convictions non seulement des idéologues du capitalisme – les nouveaux économistes – mais ébranler le mouvement ouvrier, désespéré. Les partis socialistes glissaient de positions réformistes à celles d’une ambition plus modeste d’être simplement associés à la gestion du système. Dérive semblable à celle que le discours de Tony Blair et de Gerhard Schröder constitue aujourd’hui, un siècle plus tard. Les élites modernistes de la périphérie admettaient aussi que rien ne pouvait être conçu en dehors de cette logique dominante du capitalisme, comme aujourd’hui.

Le triomphe de la "belle époque" ne dura pas deux décennies. Quelques dinosaures (jeunes à l’époque : Lénine !) en prévoyaient l’effondrement sans qu’on les entende. Le libéralisme – c’est à dire la domination unilatérale du capital – ne devait pas réduire l’intensité des contradictions de toute nature que le système porte en lui, mais au contraire en aggraver l’acuité. Derrière le silence des partis ouvriers et des syndicats ralliés aux billevesées de l’utopie capitaliste, se cachaient les grondements sourds d’un mouvement social émietté, désespéré, mais toujours prêts à exploser et à se cristalliser autour de l’invention de nouvelles alternatives. Quelques intellectuels bolcheviks ironisaient avec talent à propos du discours lénifiant de "l’économie politique du rentier (émerveillé que son "argent fasse des petits)" comme ils qualifiaient la pensée unique de l’époque. La globalisation libérale ne pouvait qu’engendrer la militarisation du système et, dans les rapports entre les puissances impérialistes de l’époque, entraîner la guerre qui, sous ses formes chaudes et froides, s’est poursuivie pendant trente ans – de 1914 à 1945. Derrière le calme apparent de la « belle époque » se profilait la montée des luttes sociales et des conflits violents internes et internationaux. En Chine la première génération des critiques du projet de modernisation bourgeoise se frayait la voie ; cette critique qui balbutiait encore en Inde, dans le monde ottoman et arabe, en Amérique latine mais allait finalement conquérir les trois continents et dominer les trois quarts du XXe siècle.

Les trois quarts du XXe siècle seront donc marqués par la gestion de projets de rattrapage et de transformations plus ou moins radicales des périphéries, rendus possibles par la dislocation de la globalisation libérale utopique de la "belle époque". Notre siècle, qui s’achève, a été donc celui d’une suite de conflits gigantesques entre les forces dominantes du capitalisme mondialisé des oligopoles et les Etats qui les soutiennent d’une part, et celles des peuples et des classes dominées qui en refusaient la dictature d’autre part. Le combat pour le développement est largement le synonyme de

ces conflits entre les tendances spontanées de l'expansion capitaliste et la volonté des peuples. L'histoire du XXe siècle dont je rappellerai les grandes lignes dans la section qui suit permettra de situer le moment privilégié au cours duquel se sont déployées les tentatives les plus sérieuses du développement tel qu'on le concevait à l'époque.

## **II. L'économie politique du XXe siècle**

### **1. La guerre de trente ans 1914-1945**

De 1914 à 1945 la scène est occupée simultanément par la « guerre de trente ans » entre les Etats Unis et l'Allemagne pour la succession de l'hégémonie britannique défunte et par la tentative de « rattraper » par une autre méthode, celle dite de la construction du socialisme en URSS.

Dans les centres capitalistes vainqueurs et vaincus de la guerre de 1914-1918 s'entêtent à restaurer, contre vents et marées, l'utopie du libéralisme globalisé. On revient donc à l'étalon or, on maintient par la violence l'ordre colonial, on relibéralise la gestion de l'économie. Les résultats paraissent positifs pour un bref moment et les années 1920 sont celles d'une reprise de la croissance, tirée par le dynamisme des Etats Unis et la mise en place des formes nouvelles d'organisation du travail à la chaîne (celles sous lesquelles Charlie Chaplin ironisera avec talent dans "les temps modernes") qui ne trouveront un terrain propice à leur généralisation qu'après la seconde guerre. Mais la restauration est fragile et dès 1929 le pan financier – le segment le plus globalisé du système – s'effondre. La décennie qui suit jusqu'à la guerre sera épouvantable. Face à la récession les pouvoirs réagissent comme ils le feront dans les années 1980-1990, par des politiques déflationnistes systématiques qui ne font qu'aggraver la crise, enferment dans une spirale descendante, caractérisée par un chômage massif d'autant plus tragique pour ses victimes que les filets de sécurité inventés par le Welfare State n'existent pas encore. La globalisation libérale ne résiste pas à la crise. Le système monétaire fondé sur l'or est abandonné, les puissances impérialistes se réorganisent dans le cadre des Empires coloniaux et zones d'influence protégées, source des conflits qui conduiront à la seconde guerre mondiale.

Les sociétés occidentales réagissent différemment à la catastrophe. Les unes s'enfoncent dans le fascisme, optant pour la guerre comme moyen de redistribuer les cartes à l'échelle mondiale (Allemagne, Japon, Italie). Les Etats Unis, la France et la Suède font exception et, à travers le New Deal Rooseveltien, le Front Populaire français et le gouvernement social démocrate suédois amorcent une autre option, celle de la régulation des marchés à travers une intervention active de l'Etat soutenu par les classes travailleuses. Des formules timides qui ne trouveront leur expression pleine qu'après 1945.

Dans les périphéries l'effondrement des mythes de la belle époque amorce la radicalisation anti-impérialiste. Quelques pays d'Amérique latine, qui bénéficient de l'avantage d'être indépendants, inventent le nationalisme populiste dans des formules diverses comme celle du Mexique rénové par la révolution paysanne des années 1910-1920 et celle du péronisme argentin des années 1940. En Orient le kémalisme turc leur fait pendant, tandis que la Chine s'installe dans la guerre civile entre modernistes bourgeois issus de la révolution de 1911 – le Kuo Min Tang – et communistes. Ailleurs le joug colonial maintenu retarde de plusieurs décennies la cristallisation de projets

nationaux populistes analogues. Ici il n'est pas question de développement mais simplement de poursuite de la mise en valeur coloniale.

L'URSS isolée cherche à inventer un parcours nouveau. Pendant les années 1920 elle avait espéré en vain que la révolution se mondialise. Contrainte de ne plus pouvoir compter que sur ses propres forces elle s'engage avec Staline dans la série des Plans quinquennaux qui devaient lui permettre de rattraper son retard. Lénine avait déjà qualifié ce parcours en le définissant comme "le pouvoir des Soviets plus l'électrification". Notons que la référence est faite ici à la nouvelle révolution industrielle – il est question d'électricité et non de charbon et acier. Mais l'électricité (en fait largement le charbon et l'acier) allait l'emporter sur le pouvoir des Soviets, vidé de sens. L'accumulation planifiée centralement a certes été gérée par un Etat despotique, en dépit du populisme social qui en a caractérisé les politiques. Mais ni l'unité allemande, ni la modernisation japonaise n'avaient été non plus l'œuvre de démocrates. Le système soviétique s'est révélé efficace tant que les objectifs à atteindre demeuraient simples : accélérer une accumulation extensive (l'industrialisation du pays) et constituer une force militaire qui sera la première à pouvoir faire face au défi de l'adversaire capitaliste, d'abord en battant l'Allemagne nazie puis en mettant un terme au monopole américain des armes atomiques et des missiles balistiques dans le courant des années 1960-1970.

## **2. L'après guerre : de l'essor (1945-1970) à la crise (1970...)**

La seconde guerre mondiale inaugure une nouvelle étape du système mondial. L'essor de l'après guerre (1945-1975) a été fondé sur la complémentarité des trois projets sociétaux de l'époque, à savoir (i) en Occident le projet de l'Etat de bien être de la social-démocratie nationale, assoyant son action sur l'efficacité de systèmes productifs nationaux interdépendants ; (ii) le « projet de Bandung » de la construction nationale bourgeoise à la périphérie du système (l'idéologie du développement) » ; (iii) enfin le projet soviétiste d'un « capitalisme sans capitalistes », relativement autonomisé par rapport au système mondial dominant. Il s'agissait, pour chacun d'eux à sa manière, d'un projet sociétal de développement. La double défaite du fascisme et du vieux colonialisme avait en effet créé une conjoncture qui permettait aux classes populaires et aux peuples victimes de l'expansion capitaliste d'imposer des formes de régulation de l'accumulation du capital – auxquelles le capital lui même a été contraint de s'ajuster – qui ont été à la base de cet essor.

La crise qui a suivi (à partir de 1968-1975) est celle de l'érosion puis de l'effondrement des systèmes sur lesquels reposait l'essor antérieur. La période, qui n'est pas close, n'est donc pas celle de la mise en place d'un nouvel ordre mondial, comme on se plaît à le dire trop souvent, mais celle d'un chaos qui est loin d'être surmonté. Les politiques mises en œuvre dans ces conditions ne répondent pas à une stratégie positive d'expansion du capital, mais cherchent seulement à en gérer la crise. Elles n'y parviendront pas, parce que le projet "spontané" produit par la domination immédiate du capital, en l'absence de cadres que lui imposeraient les forces de la société par des réactions cohérentes et efficaces, reste une utopie, celle de la gestion du monde par ce qu'on appelle "le marché", c'est à dire les intérêts immédiats, à court terme, des forces dominantes du capital. En attendant la préoccupation de développement est, elle , passée à la trappe.

L'histoire moderne est ainsi faite qu'aux phases de reproduction sur la base de systèmes d'accumulation stables succèdent des moments de chaos. Dans les premières de ces phases, comme le fut celle de l'essor de l'après guerre, le déroulement des événements donne l'impression d'une certaine monotonie, parce que les rapports sociaux et internationaux qui en constituent l'architecture sont stabilisés. Ces rapports sont donc reproduits par le fonctionnement de dynamiques dans le système. Dans ces phases se dessinent clairement des sujets historiques actifs, définis et précis (des classes sociales actives, des Etats, des partis politiques et des organisations sociales dominantes) dont les pratiques paraissent solides et donc les réactions prévisibles en presque toute circonstance, tout comme les idéologies qui les meuvent bénéficient d'une légitimité qui paraît incontestée. Dans ces moments si les conjonctures peuvent changer, les structures demeurent stables. La prévision est alors possible et même facile. Le danger apparaît lorsqu'on prolonge trop loin ces prévisions, comme si les structures en question étaient éternelles, marquaient "la fin de l'histoire". A l'analyse des contradictions qui minent ces structures on substitue alors ce que les post modernistes ont qualifié à juste titre de "grandes narrations", qui proposent une vision linéaire d'un mouvement mu par "la force des choses", les "lois de l'histoire". Les sujets de l'histoire disparaissent pour laisser la place aux logiques structurelles dites objectives.

Mais les contradictions en question, font leur travail de taupe et un jour ou l'autre ces structures dites stables s'effondrent. L'histoire entre alors dans une phase qu'on qualifiera peut être plus tard de "transition", mais la phase en question est vécue comme une transition vers l'inconnu. Car il s'agit d'une phase au cours de laquelle se cristallisent lentement de nouveaux sujets historiques, qui inaugurent en tâtonnant de nouvelles pratiques et en fournissent des légitimations par de nouveaux discours idéologiques souvent confus au départ. C'est seulement lorsque ces processus de changements qualitatifs auront suffisamment mûri qu'apparaîtront de nouveaux rapports sociaux définissant les systèmes "post transition". J'ai employé très tôt le terme de "chaos" pour décrire ces situations, bien que j'ai cru utile de ne pas réduire la nature de ce type de chaos spécifique à la vie sociale aux théories mathématiques de la non linéarité et du chaos, valables sans doute dans d'autres domaines (la météorologie évidemment) mais dont il est dangereux d'extrapoler les caractéristiques à la vie sociale, parce qu'ici l'intervention des sujets de l'histoire est décisive. Il n'y a pas d'histoire sans sujet, ai-je dit, et l'histoire n'est pas le produit de forces métahistoriques antérieures à elle même.

La période d'essor et les visions sociétales de développement de l'après guerre ont permis des transformations économiques, politiques et sociales gigantesques dans toutes les régions du monde. Ces transformations ont été le produit des régulations sociales imposées au capital par les classes travailleuses et les peuples et non pas, comme l'idéologie libérale le prétend, celui de la logique de l'expansion des marchés. Mais ces transformations ont été d'une ampleur telle qu'elles définissent un cadre nouveau aux défis auxquels les peuples sont désormais confrontés au tournant du XXIe siècle.

Pendant longtemps – de la révolution industrielle au début du XIXe siècle jusqu'aux années 1930 de ce siècle (pour ce qui est de l'Union soviétique) puis 1950 (en ce qui concerne le tiers monde) le contraste centres/périphéries du système mondial moderne était pratiquement synonyme de l'opposition pays industrialisés/non industrialisés. Les

révoltes des périphéries – prenant la forme de révolutions socialistes (Russie, Chine) ou de libération nationale – ont remis en cause cette forme ancienne de la polarisation en engageant leurs sociétés dans le processus de modernisation industrialisation. Graduellement l'axe autour duquel se réorganise le système capitaliste mondial, celui qui définira les formes d'avenir de la polarisation, s'est constitué autour de ce que j'appelle les "cinq nouveaux monopoles" dont bénéficient les pays de la triade dominante, et qui concernent le domaine de la technologie, le contrôle des flux financiers d'envergure mondiale (opéré par les grandes banques, assurances et fonds de pension des pays du centre), l'accès aux ressources naturelles de la planète, le domaine de la communication et des médias, celui des armements de destruction massive. On reviendra plus précisément sur cette question fondamentale qui commande les possibilités d'un développement éventuel et en définit les contraintes.

Pendant la "période de Bandung" (1955-1975) les Etats du tiers monde avaient mis en œuvre des politiques de développement à vocation autocentrée en vue de réduire la polarisation mondiale (de "rattraper"). Cela impliquait à la fois des systèmes de régulation nationale et la négociation permanente, y compris collective (Nord-Sud), de systèmes de régulations internationales (rôle de la CNUCED important dans ce cadre, etc. ...). Cela visait également à réduire les "réserves de travail à faible productivité" par leur transfert aux activités modernes à plus haute productivité (fussent-elles "non compétitives" sur des marchés mondiaux ouverts). Le résultat du succès inégal (et non de l'échec comme on se plaît à le dire) de ces politiques a été de produire un tiers monde contemporain désormais entré dans la révolution industrielle.

Les résultats inégaux de l'industrialisation imposée au capital dominant par les forces sociales issues des victoires de la libération nationale permettent aujourd'hui de distinguer des périphéries de premier rang, parvenues à construire des systèmes productifs nationaux dont les industries sont potentiellement compétitives dans le cadre du capitalisme globalisé, et des périphéries marginalisées qui n'y sont pas parvenues. Je reviendrai également plus précisément sur la nature et la portée de ce legs des expériences de développement du XXe siècle et sur ce qu'il implique pour le XXIe siècle.

On complétera ce tableau rapide de l'économie politique des transformations du système capitaliste global du XXe siècle par le rappel de la prodigieuse révolution démographique dans les périphéries du système, qui les ont accompagnées, portant la proportion de la population de l'Asie (Japon et ex URSS exclus), d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes de 68 % de la population du globe en 1900 à 81 % aujourd'hui.

Le troisième partenaire du système mondial de l'après guerre, constitué par les pays dits du socialisme réellement existant, a quitté la scène de l'histoire. L'existence même du système soviétique, ses succès dans l'industrialisation extensive et au plan militaire, avaient été l'un des moteurs principaux de toutes les transformations grandioses du XXe siècle. Sans le "danger" que le contre modèle communiste constituait, la social-démocratie de l'Occident n'aurait jamais pu imposer le Welfare State. L'existence du système soviétique et la coexistence qu'il imposait aux Etats Unis a par ailleurs largement renforcé la marge d'autonomie des bourgeoisies du Sud. Mais le système soviétique n'est pas parvenu à passer à un stade nouveau d'accumulation intensive et de ce fait a raté la nouvelle révolution industrielle – celle de l'informatique – sur laquelle

se conclut le XXe siècle. Les raisons de cet échec sont complexes. Je place néanmoins au centre de son analyse la dérive antidémocratique du pouvoir soviétique qui n'est pas parvenu à intérioriser cette exigence fondamentale du progrès en direction du socialisme que représente l'approfondissement d'une démocratisation capable d'aller au delà de celle définie et limitée par le cadre du capitalisme historique. Le socialisme sera démocratique ou ne sera pas, telle est la leçon de cette première expérience de rupture avec le capitalisme.

La pensée sociale et les théories économiques, sociologiques et politiques dominantes qui ont légitimé les pratiques des développements nationaux autocentrés du Welfare State à l'Ouest, du soviétisme à l'Est et du populisme au Sud comme de la globalisation négociée et régulée qui les ont accompagnées ont été largement inspirées par Marx et Keynes. Ce dernier avait produit sa critique du libéralisme des marchés dans les années 1930, mais n'avait pas été lu à l'époque. Le rapport des forces sociales, alors en faveur du capital, alimentait nécessairement – comme aujourd'hui à nouveau – les préjugés de l'utopie libérale. Le nouveau rapport social de l'après guerre, plus favorable au travail, allait en faire l'inspirateur des pratiques du Welfare State, reléguant les libéraux à l'insignifiance. La figure de Marx dominera bien entendu le discours des socialismes réellement existants. Mais ces deux figures dominantes du XXe siècle perdront graduellement leur qualité d'origine de critiques fondamentales décapantes pour devenir les mentors de la légitimation des pratiques des pouvoirs d'Etats. De ce fait dans les deux cas on observera une dérive simplifiante et dogmatique.

De cette histoire du XXe siècle, retracée ici dans ses grandes lignes, je tirerai quelques enseignements fondamentaux, indispensables pour la réflexion concernant les défis auxquels les peuples seront confrontés dans le siècle nouveau qui s'ouvre. Le premier est que le concept de développement est par nature un concept critique du capitalisme, qui ne peut être en aucune manière réduit à celui de croissance économique dans le capitalisme, et que, de ce fait, le contenu du développement en question dépend en premier lieu des forces sociales qui le mettent en œuvre, de celui de leur projet sociétaire. Le second est que si le rapport social des forces est défavorable au développement, c'est à dire si le capital est en position d'imposer unilatéralement son propre projet (la soumission intégrale à la priorité de la maximisation du profit), le renversement de cette dictature implique des luttes gigantesques. Il n'aura pas fallu moins de trois décennies terribles (de 1914 à 1945) occupées par deux guerres mondiales, deux grandes révolutions (la russe et la chinoise), une crise comme celle des années 1930, la montée du fascisme puis sa défaite, une longue série de massacres coloniaux et de guerres de libération pour qu'un rapport moins défavorable aux classes dominées et aux peuples soit établi. La remise en cause du rétablissement de la dictature du capital qui accompagne le retour en force des illusions néo-libérales reproduira-t-elle pour les premières décennies du XXI e siècle une tragédie d'une ampleur équivalente ?

### **III. La crise "fin de siècle"**

La page de la période d'essor des projets de développement du XXe siècle est tournée. L'effondrement des trois modèles d'accumulation régulée de l'après guerre a ouvert, à partir de 1968-1971, une crise structurelle du système qui rappelle fort celle de la fin du XIXe siècle. Les taux d'investissement et de croissance tombent brutalement à la moitié de ce qu'ils avaient été, le chômage s'envole, la paupérisation s'accroît. Le

rapport qui mesure les inégalités du monde capitaliste passé de 1 à 20 vers 1900 à 1 à 30 en 1945-1948 puis 1 à 60 au terme de la croissance de l'après guerre, s'envole et la part des 20 % des individus les plus riches de la Planète passe de 60 % à 80 % du produit mondial au cours des deux décennies qui clôturent le siècle. C'est la mondialisation heureuse pour quelques uns. Pour la grande majorité – notamment les peuples du Sud soumis aux politiques d'ajustement structurel unilatéral et ceux de l'Est enfermés dans des involutions dramatiques – c'est le désastre. Le développement est passé à la trappe.

Mais cette crise structurelle, comme la précédente, est également le moment d'une troisième révolution technologique qui transforme profondément les modes d'organisation du travail et, de ce fait, fait perdre leur efficacité et par delà leur légitimité aux formes antérieures de lutte et d'organisation des travailleurs et des peuples. Le mouvement social émietté n'a pas encore trouvé les formules de cristallisations fortes à la hauteur des défis. Mais il a fait des percées remarquables dans des directions qui en enrichiront la portée. Je place au centre de celles l'irruption des femmes dans la vie sociale, la prise de conscience des destructions de l'environnement portées à un niveau qui, pour la première fois dans l'histoire, menacent la planète entière.

La gestion de la crise, fondée sur un renversement brutal des rapports de force en faveur du capital, place à nouveau les recettes du libéralisme en position de s'imposer. Marx et Keynes gommés de la pensée sociale, les "théoriciens" de "l'économie pure" substituent à l'analyse du monde réel la théorie d'un capitalisme imaginaire. Mais le succès provisoire de cette pensée utopique archi-réactionnaire n'est que le symptôme d'une décadence – la sorcellerie substituée à la pensée critique – qui témoigne que le capitalisme est objectivement mûr pour être dépassé.

La crise s'exprime par le fait que les profits tirés de l'exploitation ne trouvent pas de débouchés suffisants dans des investissements rentables susceptibles de développer les capacités de production. La gestion de la crise consiste alors à trouver "d'autres débouchés" à cet excédent de capitaux flottants, de manière à éviter leur dévalorisation massive et brutale. La solution à la crise impliquerait par contre la modification des règles sociales commandant la répartition du revenu, la consommation, les décisions d'investissement, c'est à dire un autre projet social - cohérent - que celui fondé sur la règle exclusive de la rentabilité.

La gestion économique de la crise vise systématiquement à "déréguler", affaiblir les « rigidités » syndicales, les démanteler si possible, libéraliser les prix et les salaires, réduire les dépenses publiques (notamment les subventions et les services sociaux), privatiser, libéraliser les rapports avec l'extérieur etc. ... "Déréguler" est d'ailleurs un terme trompeur. Car il n'y a pas de marchés dérégulés, sauf dans l'économie imaginaire des économistes « purs ». Tous les marchés sont régulés, et ne fonctionnent qu'à cette condition. La seule question est de savoir par qui et comment ils sont régulés. Derrière l'expression de dérégulation se cache une réalité inavouable : la régulation unilatérale des marchés par le capital dominant. Bien entendu le fait que la libéralisation en question enferme l'économie dans une spirale involutive de stagnation et s'avère ingérable au plan mondial, multipliant les conflits qu'elle ne peut pas régler, est gommée au bénéfice de la répétition incantatoire que le libéralisme préparerait un développement (à venir) dit "sain".

La mondialisation capitaliste exige que la gestion de la crise opère à ce niveau. Cette gestion doit faire face à l'excédent gigantesque de capitaux flottants qui génère la soumission de la machine économique au critère exclusif du profit. La libéralisation des transferts internationaux de capitaux, l'adoption de changes flottants, les taux d'intérêts élevés, le déficit de la balance des paiements américaine, la dette extérieure du tiers monde, les privatisations constituent ensemble une politique parfaitement rationnelle qui offre à ces capitaux flottants le débouché d'une fuite en avant dans le placement financier spéculatif, écartant par là même le danger majeur, celui d'une dévalorisation massive de l'excédent de capitaux. On se fera une idée de l'énormité de la grandeur de cet excédent en rapprochant deux chiffres : celui du commerce mondial, qui est de l'ordre de 3.000 milliards de dollars par an et celui des mouvements internationaux de capitaux flottants, qui est de l'ordre de 80 à 100.000 milliards, soit trente fois plus important.

Si la gestion de la crise a été catastrophique pour les classes travailleuses et les peuples des périphéries elle ne l'a pas été pour tous. Cette gestion a été fort juteuse pour le capital dominant. L'inégalité dans la répartition sociale du revenu, dont l'accélération a été phénoménale presque partout dans le monde, si elle a créé beaucoup de pauvreté, de précarité et de marginalisation pour les uns, a fabriqué aussi beaucoup de nouveaux milliardaires, ceux qui, sans gêne aucune, proclament "vivre la mondialisation heureuse".

On nous avait présenté pendant des années le retour à un "capitalisme pur et dur" comme constituant la "fin de l'histoire". Or voilà que la gestion de ce système - frappé d'une crise permanente - dans le cadre néo-libéral mondialisé prétendu "sans alternative" est entrée dans la phase de son effondrement.

La crise des pays de l'Asie du Sud-est et de la Corée était prévisible et elle avait été prévue par les analystes critiques originaires des pays en question. Dans un premier temps à partir des années 1980, ces pays, mais aussi la Chine, ont su tirer profit de la crise en s'insérant davantage dans la mondialisation et en inscrivant leurs projets de développement dans une stratégie maîtrisée nationalement (pour ce qui est de la Chine et de la Corée, pas les pays du Sud-est asiatique). A partir des années 1990, la Corée et le Sud-est asiatique se sont progressivement ouverts à la mondialisation financière, tandis que la Chine et l'Inde amorçaient une évolution dans ce sens. Attirés par les taux de croissance élevés de la région, les surplus de capitaux étrangers flottants ont alors afflué, produisant non pas l'accélération de la croissance mais une inflation des valeurs mobilières et des investissements immobiliers. Comme cela avait été prévu, la bulle financière a explosé quelques années plus tard seulement. Les réactions politiques qui se dessinent face à cette grande crise sont à plus d'un titre nouvelles, différentes de celles occasionnées par les crises du Mexique par exemple. Les Etats Unis et, dans leur sillage le Japon, tentent de mettre à profit la crise coréenne pour démanteler son système productif (sous le prétexte fallacieux qu'il est contrôlé par des oligopoles !) et de le subordonner aux stratégies des oligopoles américains et japonais. Les pouvoirs dans la région tentent de résister par la remise en question de leur insertion dans la mondialisation financière (rétablissement du contrôle des changes en Malaisie), ou, en ce qui concerne la Chine et l'Inde - en rayant de l'ordre du jour leur participation à celle-ci. C'est cet effondrement prévisible du pan financier de la mondialisation qui a

contraint le G7 à envisager une nouvelle stratégie, ouvrant une crise dans la pensée libérale.

La crise russe d'Août 1998 était elle également prévisible (et prévue), parce qu'elle est le produit des politiques mises en œuvre depuis 1990. Celles-ci ont donné au capital dominant à l'échelle globale, directement et à travers son alliance avec les "intermédiaires" commerciaux et financiers russes, l'occasion de développer une stratégie de pillage des industries du pays (par le transfert massif du surplus généré par celles-ci aux intermédiaires et au capital étranger). La destruction de pans entiers des capacités productives du pays - et la perspective de sa réduction au statut d'exportateur des produits pétroliers et miniers - vise également des objectifs géostratégiques. Au delà du délabrement social qu'elle provoque, celle-ci prépare un terrain favorable à un éventuel démantèlement politique du pays, faisant suite à celui de l'ex URSS. Car pour les Etats Unis, la Russie, comme l'Inde et la Chine, sont des pays "trop grands" (seuls les Etats Unis sont autorisés à être un grand pays), une menace (fut-elle à terme) à leur hégémonisme. La marche de ce système vers la crise a été accélérée lorsque, à partir des années 1994-1996, la Russie est entrée dans la mondialisation financière. Mais il est intéressant ici également d'observer que la réaction politique à cette crise amorcera peut être un revirement dans la stratégie de la transition au capitalisme et le rétablissement d'un minimum de contrôle national sur celle-ci.

Les crises politiques du Moyen Orient, dans l'ex Yougoslavie, en Afrique centrale démontrent également que la gestion politique de la mondialisation, associée à l'hégémonisme des Etats Unis, est confrontée à des difficultés croissantes. Au Moyen Orient, le projet américano-israélien de création d'une zone économiquement et financièrement intégrée sous la houlette de Washington et de Tel Aviv, est en panne, en dépit du soutien inconditionnel que les régimes autocratiques et les protectorats US du Golfe (eux mêmes désormais sous l'occupation militaire des Etats Unis), lui apportent. Face à cet échec, Washington a opté pour un soutien résolu au projet expansionniste d'Israël, quitte à violer ouvertement les accords d'Oslo. Dans l'ex Yougoslavie, comme en Afrique centrale, le chaos créé par les options néo-libérales, encourageant sans fin les sécessionnismes ethniques, ne trouvera sans doute aucune solution - pas même militaire - dans le cadre du système néo-libéral.

C'est à la lumière de cette crise qu'il faut examiner le plan ce contre-feu ouvert par le G7. Voici donc que, du jour au lendemain, le G7 change de langage. Le terme de régulation, jusqu'alors interdit, retrouve une place dans les résolutions de cette instance : il faut "réguler les flux financiers internationaux !". L'économiste en chef de la Banque mondiale. Stiglitz, propose d'ouvrir un débat en vue de définir un nouveau "*post Washington consensus*". Le spéculateur Georges Soros publie un ouvrage au titre éloquent : "*La crise du capitalisme mondial - L'intégrisme des marchés*", qui équivaut à un plaidoyer pour "sauver le capitalisme du néo-libéralisme". Nous ne sommes pas dupes : il s'agit là d'une stratégie qui poursuit les mêmes objectifs, c'est à dire permettre au capital dominant des transnationales de rester maître du jeu. Mais ne sous-estimons pas le danger que ce contre-feu peut représenter. Beaucoup d'âmes bien intentionnées en sont et en seront les dupes. La Banque mondiale s'emploie déjà depuis plusieurs années à instrumentaliser les ONG pour les mettre au service de son discours de "lutte contre la pauvreté".

C'est dans cette conjoncture chaotique que les Etats Unis ont repris l'offensive pour tout à la fois rétablir leur hégémonie globale et organiser en fonction de celle-ci le système mondial dans toutes ses dimensions économiques, politiques et militaires. Je reviendrai plus loin sur la signification de ce projet pour ce qui concerne le développement des sociétés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, sur ses points d'appuis et ses faiblesses, comme sur l'examen des contre projets possibles (ceux qui concernent l'Europe, la Chine, le Sud en général). Mais avant de le faire il est nécessaire de préciser davantage la nature des défis nouveaux auxquels l'humanité est confrontée, tant par les contraintes léguées par l'histoire du XXe siècle (l'éclatement du Tiers monde) que par celles que représentent les transformations qualitatives à travers lesquelles ce capitalisme se redéploie (la révolution informatique, la mondialisation financière, l'émergence de nouvelles forces de polarisation à l'échelle mondiale, la transformation des structures du travail et l'émergence de nouvelles formes du mouvement social).

#### **IV. Le legs du XXe siècle : le Sud face à la nouvelle mondialisation**

J'ai rappelé que pendant la "période de Bandung" (1955-1975) les Etats du tiers monde avaient mis en œuvre des politiques de développement à vocation autocentrée (réelle ou potentielle), à l'échelle nationale presque exclusivement, précisément en vue de réduire la polarisation mondiale (de "rattraper"). Le résultat du succès inégal de ces politiques a été de produire un tiers monde contemporain fortement différencié. On doit distinguer aujourd'hui :

(i) Les pays capitalistes de l'Asie orientale (Corée du Sud , Taiwan, Hong Kong et Singapour) mais également derrière eux d'autres pays du Sud est asiatique (en premier lieu la Malaisie et la Thaïlande), comme la Chine, qui ont enregistré des taux de croissance qui se sont accélérées alors qu'ils s'affaissaient dans presque tout le reste du monde. Au delà de la crise qui les frappe depuis 1997 ces pays comptent désormais parmi les compétiteurs actifs sur les marchés mondiaux de produits industriels. Ce dynamisme économique s'est généralement accompagné d'une moins grande aggravation des distorsions sociales (point à nuancer et à discuter au cas par cas), d'une moins grande vulnérabilité (du fait de l'intensification des rapports intra-régionaux propres à l'Asie de l'Est, qui est du même ordre que celle qui caractérise l'Union Européenne) et d'une intervention efficace de l'Etat qui conserve un rôle déterminant dans la mise en œuvre de stratégies nationales de développement, fussent-elles ouvertes sur l'extérieur.

(ii) Les pays d'Amérique latine et l'Inde disposent de capacités industrielles tout aussi importantes. Mais l'intégration régionale y est moins marquée (20 % pour l'Amérique latine). Les interventions de l'Etat sont moins cohérentes. L'aggravation des inégalités, déjà gigantesques dans ces régions, est d'autant plus dramatique que les taux de croissance demeurent modestes.

(iii) Les pays d'Afrique et des mondes arabe et islamique sont dans l'ensemble demeurés enfermés dans une division internationale du travail dépassée. Ils restent des exportateurs de produits primaires, soit qu'ils ne soient pas entrés dans l'ère industrielle, soit que leurs industries soient fragiles, vulnérables, non compétitives. Ici les distorsions sociales prennent la forme principale de gonflement des masses paupérisées et exclues. Pas le moindre signe de progrès de l'intégration régionale (intra-africaine ou intra-arabe). Croissance quasi nulle. Bien que le groupe compte des pays "riches" (les

exportateurs de pétrole peu peuplés) et des pays pauvres ou très pauvres, il ne compte aucun pays qui se comporte en agent actif participant au façonnement du système mondial. Dans ce sens ils sont bel et bien marginalisés. Pour ces pays on pourrait proposer une analyse dans les termes de trois modèles de développement (agro-exportateur, minier, rentier pétrolier) et la renforcer par celle de la nature des différentes hégémonies sociales issues de la libération nationale. On verrait alors bien que "le développement" en question ici n'était guère qu'une tentative de s'inscrire dans l'expansion mondiale du capitalisme de l'époque et que, dans ces conditions, la qualification reste pour le moins qu'on puisse dire douteuse.

Le critère de la différence qui sépare les périphéries actives de celles qui sont marginalisées n'est pas seulement celui de la compétitivité de leurs productions industrielles ; il est aussi un critère politique. Les pouvoirs politiques dans les périphéries actives et derrière eux la société dans son ensemble (sans que cela n'exclut les contradictions sociales à l'intérieur de celle-ci) - ont un projet et une stratégie pour la mettre en œuvre. C'est le cas d'évidence pour la Chine, la Corée et à un degré moindre pour certains pays d'Asie du Sud-est, l'Inde, quelques pays d'Amérique latine. Ces projets nationaux se confrontent avec ceux de l'impérialisme dominant mondialement et le résultat de cette confrontation façonnera le monde de demain. Par contre les périphéries marginalisées n'ont ni projet (même lorsqu'une rhétorique comme celle de l'Islam politique le prétend) ni stratégie propres. Ce sont alors les cercles impérialistes qui "pensent pour elles" et ont l'initiative exclusive des "projets" concernant ces régions (comme l'association CEE-ACP, le projet "Moyen Orient" des Etats Unis et d'Israël, les vagues projets méditerranéens de l'Europe), auxquels ne s'oppose en fait aucun projet d'origine locale. Ces pays sont donc des sujets passifs de la mondialisation. La différenciation croissante entre ces groupes de pays a fait éclater le concept de "Tiers Monde" et mis un terme aux stratégies de front commun de l'ère de Bandung (1955-1975).

Néanmoins, les appréciations concernant la nature et les perspectives de l'expansion capitaliste dans les pays de l'ex tiers monde sont loin de faire l'unanimité. Pour certains les pays émergents les plus dynamiques sont sur la voie du "rattrapage" et ne sont plus des "périphéries" même si dans la hiérarchie mondiale ils se situent encore à des niveaux intermédiaires. Pour d'autres (dont moi même) ces pays constituent la périphérie véritable de demain. Le contraste centres/périphéries qui avait été de 1800 à 1950 synonyme de l'opposition économies industrialisées/économies non industrialisées, est aujourd'hui fondé sur des critères nouveaux et différents qu'on peut préciser à partir de l'analyse du contrôle des cinq monopoles exercés par la triade sur lesquels on reviendra.

Quid des régions marginalisées ? S'agit-il d'un phénomène sans antécédent historique ? Ou au contraire de l'expression d'une tendance permanente de l'expansion capitaliste, un moment contrariée, dans l'après seconde guerre, par un rapport de force moins défavorable aux périphéries dans leur ensemble ? Cela aurait été cette situation exceptionnelle qui avait fondé la "solidarité" du tiers monde (dans ses luttes anti-coloniales, ses revendications concernant les produits primaires, sa volonté politique d'imposer sa modernisation - industrialisation que les puissances occidentales tentaient de contrarier), en dépit de la variété des pays qui le composaient. C'est précisément parce que les succès remportés sur ces fronts ont été inégaux que la cohérence du tiers monde et sa solidarité ont été érodées.

En tout état de cause, même là où les progrès de l'industrialisation ont été les plus marqués, les périphéries contiennent toujours de gigantesques "réserves", entendant par là que des proportions variables mais toujours très importantes de leur force de travail sont employées (quand elles le sont) dans des activités à faible productivité. La raison en est que les politiques de modernisation - c'est à dire les tentatives de "rattrapage" - imposent des choix technologiques eux mêmes modernes (pour être efficaces, voire compétitifs), lesquels sont extrêmement coûteux en termes d'utilisation des ressources rares (capitales et main d'œuvre qualifiée). Cette distorsion systématique est encore aggravée chaque fois que la modernisation en question est assortie d'une inégalité grandissante dans la répartition du revenu. Dans ces conditions le contraste entre les centres et les périphéries demeure violent. Dans les premiers cette réserve passive, qui existe, demeure minoritaire (variable selon les moments conjoncturels, mais sans doute presque toujours inférieure à 20 %) ; dans les seconds elle est toujours majoritaire. Les seules exceptions étant ici la Corée et Taiwan qui, pour des raisons diverses, sans oublier le facteur géostratégique qui leur a été favorable à l'extrême (il fallait les aider à faire face au danger de la "contamination" du communisme chinois), ont bénéficié d'une croissance sans pareille ailleurs.

Dans l'hypothèse où les tendances dominantes en cours demeurent la force active principale commandant l'évolution du système à la fois dans son ensemble et dans ses différentes parties composantes, comment pourrait alors évoluer les rapports entre ce que je définirai comme l'armée active du travail (l'ensemble des travailleurs engagés dans des activités compétitives sur le marché mondial, au moins potentiellement) et la réserve passive (les autres, c'est à dire non seulement les marginalisés et les chômeurs mais également ceux employés dans des activités à faible productivité, condamnés à la paupérisation) ?

Selon certains les pays de la triade poursuivraient l'évolution amorcée par leur option néo-libérale et de ce fait une forte armée de réserve du travail serait reconstituée sur leur territoire même. J'ajoute que si, pour maintenir leur position dominante à l'échelle mondiale, ces pays se réorganisaient principalement autour de leurs cinq monopoles, abandonnant par là même des segments entiers des productions industrielles "traditionnelles" banalisées, reléguées aux périphéries dynamiques mais soumises par l'exercice de ces monopoles, la reconstitution de cette armée de réserve en serait d'autant plus importante. Dans les périphéries en question nous aurions également affaire à une structure duale caractérisée par la coexistence d'une armée active (ici employée dans les productions "industrielles banalisées") et d'une armée de réserve. D'une certaine manière donc l'évolution rapprocherait les deux ensembles centre-périphéries, quand bien même la hiérarchie serait maintenue par les cinq monopoles.

On a beaucoup écrit sur ce sujet et sur ce qu'il implique de révisions profondes concernant tant le concept même de travail que celui d'homogénéité relative produite par un système productif national et même de contraste centres/périphéries. La "fin du travail" annoncée dans cet esprit, et la "nouvelle société (dite) de réseaux" comme le projet sociétal d'une recomposition de la vie sociale par et autour de l'interaction de "projets" (ce que certains appellent la "société de projets" par opposition à la société industrielle fordiste) constituent quelques uns des problèmes mis à l'ordre du jour par la futurologie et sur lesquels nous reviendrons. Dans toutes les formes de leur expression ces thèses n'envisagent plus la possibilité que les sociétés demeurent

homogénéisées, fut-ce relativement, par la généralisation d'une forme dominante de rapports sociaux. Economies et sociétés à plusieurs vitesses s'imposeraient partout, tant dans les centres que dans les périphéries. On retrouverait ici et là un "premier monde" de riches et d'aisés, bénéficiant du confort de la nouvelle société de projets, un "second" monde de travailleurs durement exploités et un "tiers" (ou "quart") monde d'exclus.

Les plus optimistes sur le plan de leurs espoirs politiques diront peut être que la juxtaposition d'une armée active et d'une armée de réserve sur les territoires des centres et des périphéries crée les conditions du renouveau de luttes de classes conséquentes, capables de radicalisation et d'internationalisme.

Les réserves que j'exprime, concernant cette réflexion, tiennent à deux observations que je résume ici :

(i) Dans les centres il sera probablement impossible de reconstituer durablement une armée de réserve importante et de recentrer les activités sur celles reliées aux cinq monopoles. Le système politique de la triade ne le permet guère. D'une manière ou d'une autre des explosions violentes feront alors bifurquer le mouvement hors des sentiers tracés par l'option néo-libérale (de ce fait non tenable), soit à gauche dans la direction de nouveaux compromis sociaux progressistes, soit à droite dans celle de national populisme fascisants.

(ii) Dans les périphéries, même les plus dynamiques, il sera impossible que l'expansion des activités productives modernisées puisse absorber les gigantesques réserves logées dans les activités à faible productivité, pour les raisons invoquées plus haut. Les périphéries dynamiques resteront donc des périphéries, c'est à dire des sociétés traversées par toutes les contradictions majeures produites par la juxtaposition d'enclaves modernisées (fussent-elles importantes) entourées d'un océan peu modernisé, ces contradictions favorisant leur maintien en position subalterne, soumise aux cinq monopoles des centres. La thèse (entre autres développée par les révolutionnaires chinois) que seul le socialisme peut répondre aux problèmes de ces sociétés reste vraie, si l'on entend par socialisme non une formule achevée et prétendue définitive, mais un mouvement articulant la solidarité de tous, mis en œuvre par des stratégies populaires assurant le transfert graduel et organisé de l'océan des réserves vers les enclaves modernes par des moyens civilisés ; cela exige la déconnexion, c'est à dire la soumission des rapports extérieurs à la logique de cette étape nationale et populaire de la longue transition.

J'ajoute que la notion de "compétitivité" est galvaudée dans le discours dominant qui la traite comme un concept micro-économique (c'est la vision, myope, du chef d'entreprise), alors que ce sont les systèmes productifs (historiquement nationaux) dont l'efficacité d'ensemble donne aux entreprises qui les constituent la capacité compétitive dont il est question.

A partir des observations et réflexions proposées ici, on voit que le monde, au delà de la triade centrale, est constitué de trois strates de périphéries.

\* Première strate : les pays ex socialistes, la Chine, la Corée, Taiwan, l'Inde, le Brésil, le Mexique qui sont parvenus à construire des systèmes productifs nationaux (donc potentiellement "compétitifs" sinon réellement).

\* Deuxième strate : les pays entrés dans l'industrialisation mais non parvenus à créer des systèmes productifs nationaux : pays arabes, Afrique du Sud, Iran, Turquie, pays d'Amérique latine. Il y a là parfois des établissements industriels "compétitifs" (notamment par leur main d'œuvre à bon marché), mais pas de systèmes compétitifs.

\* Troisième strate : les pays non entrés dans la révolution industrielle (en gros les ACP). Ils ne sont éventuellement "compétitifs" que dans les domaines commandés par des avantages naturels : mines, pétrole, produits agricoles tropicaux.

Dans tous les pays des deux premières strates, les réserves "passives" n'ont pu être absorbées et varient de 40 % (Russie) à 80 % (Inde, Chine). En Afrique, quart mondialisée, cette proportion est évidemment proche ou supérieure à 90 %. Parler, dans ces conditions, d'un objectif stratégique de "compétitivité" c'est se gargariser de mots qui ne veulent rien dire.

## **V. Les outils du développement : le marxisme et le keynésianisme historiques**

On ne sera guère étonné que les figures de Marx et de Keynes aient dominé la réflexion sociale de la majeure partie du XXe siècle. La formulation de projets sociétaux au sens plein du terme appelés à constituer les cadres de référence des stratégies de développement mises en œuvre constituait une préoccupation générale, inaugurée à l'Est par la révolution russe, imposant en Occident développé le Welfare State de la social-démocratie en réponse au "danger communiste", promu au Sud par les victoires du mouvement de libération nationale. Il fallait pour cela disposer d'outillages théoriques à la mesure de l'analyse du système sur lequel portait la critique sociale des uns et des autres (les communistes, les sociaux démocrates, les populistes nationalistes), et, à partir de là, capables d'être mobilisés pour formuler des stratégies de développement adéquates (c'est à dire cohérentes avec les objectifs des projets sociétaux en question) et efficaces (comme elles l'ont été pour un temps, comme dans le meilleur des cas dans l'histoire). Marx et Keynes pourvoient ces outillages.

Marx et Keynes sont les deux figures qui dominent le XXe siècle. Marx a jeté les bases d'une critique radicale du capitalisme. Il faut entendre par là qu'il en a mis en évidence les caractères spécifiques essentiels qui le distinguent des systèmes sociaux antérieurs, condition nécessaire pour en comprendre la dynamique propre, sa capacité de surmonter les contradictions qui le définissent. Non que celle-ci permette de les réduire progressivement, car au contraire au fur et à mesure de son développement l'amplitude et la violence de ces contradictions s'aggravent. De ce fait le capitalisme apparaît bien comme une étape d'une histoire de l'humanité qui ne peut connaître de fin antérieure à celle de l'espèce humaine elle-même. Il doit être dépassé et le sera d'une manière ou d'une autre.

Je ne reviendrai pas ici sur ma lecture de Marx concernant ces questions fondamentales. J'en rappelle seulement deux dimensions qui me paraissent essentielles pour la compréhension des défis contemporains. La première concerne la découverte par Marx de l'aliénation marchande comme forme spécifique - et nouvelle - commandant la reproduction de la société dans son ensemble (et pas seulement la reproduction de son système économique). Cette spécificité explique à son tour pourquoi dans le capitalisme l'économie s'érige en "science" c'est à dire que les lois qui en commandent le mouvement s'imposent aux sociétés modernes (et aux êtres humains dont elles sont constituées) "comme des lois de la nature". Autrement dit que le fait que

ces lois sont le produit non d'une nature transhistorique (celle qui définirait "l'être humain" face au défi de la "rareté") mais d'une nature historique particulière (des rapports sociaux spécifiques propres au capitalisme) est gommé de la conscience sociale. Telle est - à mon avis - la définition de Marx de "l'économisme", caractère propre du capitalisme. La seconde concerne le mouvement de cette société dont Marx met en évidence l'instabilité immanente, dans ce sens que la reproduction de son système économique ne tend jamais vers la réalisation d'un équilibre général quelconque mais se déplace de déséquilibre en déséquilibre de manière imprévisible, dont on peut rendre compte a posteriori, mais jamais définie à l'avance. La "concurrence" entre les capitaux - dont la parcellisation définit le capitalisme - supprime la possibilité de réaliser un équilibre général quelconque et rend illusoire toute analyse fondée sur une prétendue tendance allant dans ce sens. Le capitalisme est synonyme d'instabilité permanente. L'articulation entre les logiques produites par cette concurrence des capitaux et celles qui se déploient à travers l'évolution des rapports de force sociaux (entre les capitalistes, entre eux et les classes dominées et exploitées, entre les Etats dont se compose le capitalisme comme système mondial) rend compte a posteriori du mouvement du système se déplaçant d'un déséquilibre à un autre. Dans ce sens le capitalisme n'existe pas en dehors de la lutte des classes, du conflit des Etats, de la politique. L'idée qu'il existerait une logique économique (que la science économique permettrait de découvrir) qui commanderait le développement du capitalisme est une illusion. Il n'y a pas de théorie du capitalisme distincte de son histoire. Théorie et histoire sont indissociables, comme le sont également économie et politique.

J'ai signalé ces deux dimensions de la critique radicale de Marx parce que précisément ce sont les deux dimensions de la réalité que la pensée sociale bourgeoise ignore. Cette pensée est en effet economiciste depuis ses origines, à l'époque des Lumières. La "Raison" qu'elle invoque attribue au système capitaliste, qui prend la place de l'Ancien Régime, une légitimité transhistorique, qui en fait la "fin de l'histoire". Cette aliénation economiciste d'origine devait par la suite s'accroître, précisément dans la tentative de réponse à Marx. L'économie pure, à partir de Walras, exprime cette exacerbation de l'économisme de la pensée sociale bourgeoise. A l'analyse du fonctionnement réel du capitalisme, elle substitue le mythe du marché autorégulateur, qui tendrait par sa logique interne propre vers la réalisation d'un équilibre général. L'instabilité n'est plus conçue comme immanente à cette logique, mais comme le produit de l'imperfection des marchés réels. L'économie devient alors un discours qui ne se préoccupe plus de connaître la réalité ; sa fonction n'est plus que de légitimer le capitalisme en lui attribuant des qualités intrinsèques qu'il ne peut avoir. L'économie pure devient la théorie d'un monde imaginaire.

Si sur ce plan fondamental la critique radicale de Marx demeure, à mon avis, indépassée et indépassable tant que le système social reste fondé sur les rapports sociaux qui définissent le capitalisme, par contre les analyses concernant les contradictions propres à ce système auraient mérité d'être développées à la lumière de l'évolution historique elle-même, conformément d'ailleurs à la méthode préconisée par Marx qui ne dissocie pas théorie et histoire. Pour le faire il faut sortir du champ de l'économie politique du mode de production capitaliste et intégrer celui, plus vaste, du matérialisme historique. C'est à dire qu'il faut appréhender le capitalisme dans sa dimension de réalité mondiale, et ne pas le réduire au mode de production capitaliste étendu à la planète. Autrement dit d'articuler les contradictions sociales propres à chacun des sous ensembles du système mondial (les centres, les périphéries) les unes

aux autres ; et par là même sortir du carcan d'une vision eurocentrique de l'histoire et de l'expansion capitaliste.

Marx avait amorcé des réflexions allant dans ce sens, avec toute la finesse et la richesse de pensée qu'on lui connaît. Ces réflexions affranchissent Marx de l'accusation d'avoir partagé avec son temps l'eurocentrisme systématique qui caractérise la pensée bourgeoise, même si les hésitations de ces premières avancées du matérialisme historique permettent de reconnaître ici et là la persistance de l'influence de l'eurocentrisme en question. Malheureusement ces réflexions n'ont pas été développées par la suite. Au contraire le marxisme historique qui se constitue dans le mouvement ouvrier européen de l'Internationale de la fin du XIXe siècle à 1914 leur tourne le dos pour adopter une vulgate eurocentrique qui assimile expansion mondiale du capitalisme et universalisation du mode de production capitaliste. Cette simplification supprime du champ de vision le phénomène le plus gigantesque qui caractérise la mondialisation capitaliste réelle en question dès l'origine : la polarisation, c'est à dire la contradiction grandissante principale centres/périphéries qui lui est immanente. Cette première forme du marxisme historique transforme celui-ci en doctrine de légitimation du social impérialisme.

La thèse que Marx avait déduit de sa découverte fondamentale faisant du capitalisme un stade historique (et non la fin de l'histoire), à savoir la nécessité objective de sa transgression par la construction du communisme, mérite à son tour d'être précisée. Ma lecture de Marx n'est pas celle d'un théoricien du déterminisme historique. Les contradictions propres à un système social quelconque doivent bien être surmontées d'une manière ou d'une autre, révélant par là même le caractère historique du système en question. Mais elles peuvent l'être de manières différentes qui à leur tour donnent au système qui succède ses caractères propres. Le communisme apparaît alors comme une solution possible aux contradictions propres au capitalisme. Possible parce que précisément l'accumulation capitaliste en crée les bases matérielles par un développement prodigieux des forces productives - réel et encore davantage potentiel. Cette possibilité devrait apparaître aujourd'hui avec encore beaucoup plus d'évidence qu'à l'époque de Marx. Bien entendu il faut entendre par communisme un projet qu'on ne peut définir qu'en termes larges, et négatifs ("le contraire du capitalisme"), c'est à dire comme un projet de libération de l'aliénation économiciste (spécifique au capitalisme) et d'égalité des êtres humains (rendue possible par le développement des forces productives). Aller plus loin, en définir positivement les structures et les mécanismes, c'est tomber dans l'utopie telle que Marx la critique justement, puisque c'est ne pas voir que le communisme doit être construit et ne peut l'être que par le mouvement de la société. Et que cette construction est une affaire longue, dont le temps ne peut être raccourci par un volontarisme directeur. Ne serait-ce que parce que, entre autre, la construction en question à l'échelle mondiale exige que la gigantesque polarisation de la richesse créée par le capitalisme soit annulée. Et si l'on définit le développement comme le projet social qui réalise cette annulation de la polarisation capitaliste, qui pourrait imaginer que le défi qu'il représente n'occupera pas dans le meilleur des cas une bonne partie du XXIe siècle, sinon davantage.

Ce communisme est un possible. Mais il n'est pas le seul. L'auto destruction de la société humaine - par l'aggravation continue de l'aliénation marchande, le déclin (et non l'essor) de la démocratie, l'accentuation (et non la réduction) des inégalités sociales aux échelles locales et à l'échelle mondiale - n'est pas impossible. Ma lecture de Marx et la

thèse que j'en ai déduite concernant la "sous-détermination" dans l'histoire (autonomie des logiques des diverses instances constitutives de la réalité sociale) soulignent la diversité des possibles. Le choix de l'alternative souhaitable - le communisme - n'exclut pas l'action stratégique délibérée en vue de conduire les logiques d'instances à converger progressivement dans le sens de cette construction ; il la suppose.

L'histoire donc, celle du XXe siècle, s'est trouvée confrontée à ce défi : l'amorce d'une révolution se proposant la construction du communisme à l'échelle mondiale à partir de périphéries du système (la Russie, puis la Chine). Toutes choses qui étaient prévisibles - ou auraient dû l'être - ; toutes choses qui confortent ce que Marx avait dit ou dont il avait amorcé l'analyse. Mais toutes choses auxquelles le marxisme historique n'avait pas préparé les esprits.

Car la contradiction centres/périphéries est bel et bien la contradiction principale dans le système capitaliste mondial réellement existant. Je dis bien la contradiction principale, la contradiction fondamentale étant celle qui oppose le capital et le travail, dont le rapport définit le mode de production capitaliste qui domine l'ensemble du système. Mais toute contradiction fondamentale ne se manifeste qu'à travers des contradictions principales qui constituent les formes concrètes de sa manifestation. Ma thèse est que la polarisation à l'échelle mondiale constitue la manifestation permanente la plus violente de l'histoire de l'expansion du capitalisme. Il en résulte - ce que l'on constate - que les tentatives les plus radicales de remise en cause de l'ordre capitaliste n'ont été amorcées jusqu'ici qu'à partir de mouvements sociaux puissants se déployant dans les périphéries du système (les révolutions russe et chinoise). Gommés de la vision du marxisme historique d'avant 1914, les problèmes que cette dimension dominante de la réalité du capitalisme pose ont ouvert un chapitre nouveau dans le développement du marxisme historique.

Les révolutions radicales du XXe siècle, faites au nom du socialisme et sous le drapeau du marxisme (ou plus exactement du marxisme léninisme forme historique du premier), ont donc été confrontées à deux tâches : "rattraper" d'une certaine manière par un développement accéléré des forces productives puisqu'on partait d'un héritage du capitalisme périphérique victime de la polarisation, et "faire autre chose" (qu'on a appelé la construction du socialisme). Les pouvoirs issus des mouvements de libération nationale dans les périphéries du système ont été confrontés - après la seconde guerre mondiale - à des tâches de même nature, bien que leur préoccupation de "faire autre chose" ait été ici fortement atténuée par la nature des blocs sociaux dominants. Deux tâches qui, dans tous les cas, sont difficiles à concilier, bien que le défi réel fut et demeure précisément de le faire. Dans les faits - et sans que nous ne retournions ici à l'analyse de leur développement - un système a été progressivement inventé qui a donné son contenu au marxisme historique de cette seconde étape.

Ce système s'est réduit progressivement à l'abolition de la propriété privée du capital et de la terre (abolissant ainsi l'une des caractéristiques majeures du capitalisme) et à la mise en place des moyens d'un développement accéléré des forces productives que cette abolition permettait. La planification centralisée, qui résume l'essentiel de ces moyens, pouvait mettre en œuvre avec un certain degré d'efficacité le concept d'équilibre général. Ce dernier, qui paradoxalement n'a pas de sens pour l'analyse du capitalisme, devient ici au contraire un concept pratique réel et utile. Mais si je dis que l'efficacité de l'outil n'a jamais été que relative c'est parce que, comme je l'ai rappelé

plus haut, le développement du système réel n'est pas le produit du déploiement des "lois économiques objectives" - en l'occurrence ici maîtrisées par la propriété publique des moyens de production - mais celui de l'articulation entre les exigences que ces lois mettent en évidence et des interventions des forces sociales en réponse aux défis que ces lois expriment.

Le système en question était fondé sur une réduction théorique majeure, assimilant l'abolition de la propriété privée à l'institution de la propriété sociale, oubliant par là même que cette dernière ne peut être que le produit progressif d'une libération des citoyens devenant les maîtres réels du système, mettant en œuvre à tous les niveaux - du plus local à celui de leur Etat - des capacités de gestion, de choix, de décisions parfaitement et authentiquement libres. La gestion du système par un Parti-Etat unique, trouvant sa légitimité dans son origine d'avant garde, devait par la force des choses réduire à néant les capacités inventives requises pour la construction du communisme. Cette dégradation faisait évoluer les systèmes en question dans une direction qui vidait la démocratie (présente et parfois très fortement dans le moment révolutionnaire de cette histoire) de tout contenu réel. Elle faisait perdre aux formes despotiques ("bureaucratismes" ou "technocratismes" sont des termes qui n'expriment ici qu'une approximation partielle du phénomène) du pouvoir qu'elle alimentait la légitimité d'origine des systèmes en question. C'est dans ce sens que j'entends que l'évolution en question ne permettait pas de progression réelle dans la libération de l'aliénation économiste requise pour une avancée significative dans la direction communiste. J'ai donc qualifié ce qu'on construisait alors de "capitalisme sans capitalistes". Le marxisme historique était devenu l'idéologie de légitimation de cette construction (et notamment de la planification centralisée par laquelle elle avançait) et guère plus.

Non que les réalisations matérielles de cette étape, dont la page est aujourd'hui tournée, aient été négligeables. Elles ont été tout au contraire considérables, en comparaison de celles de toutes les sociétés périphériques demeurées dans l'orbite du capitalisme "classique". Aux plans des réalisations de l'éducation et de la santé ou d'un degré moindre d'inégalité, la comparaison ne laisse pas de place au doute, que ce soit entre la Chine et l'Inde, Cuba et l'Amérique latine, la Yougoslavie titiste et celle de l'entre deux guerres, l'URSS et l'ancien Empire russe, comme l'illustre également la comparaison entre les réalisations de ces régimes et les dévastations ultérieures de la "restauration du capitalisme" (j'aime mieux qualifier le processus d'accélération de l'évolution des systèmes en question de la forme "capitalisme sans capitalistes" à celle - classique - du "capitalisme avec capitalistes").

C'est ainsi que la figure de Marx - dans les habits du marxisme historique dessiné ici - a dominé l'histoire des sociétés dites socialistes du XXe siècle et, dans des formes atténuées, celle des ailes les plus avancées des mouvements de libération nationale des autres périphéries.

Les difficultés grandissantes auxquelles était confrontée cette forme du marxisme historique, produites par l'essoufflement de l'efficacité de la mise en œuvre des moyens de développement qu'elle permettait de mobiliser et par l'érosion de sa légitimité, sont à l'origine des avancées du marxisme critique qui se sont frayés leur voie dans les mouvements les plus radicaux des périphéries des années 1960 et 1970 du XXe siècle, et sur lesquelles je me suis exprimé ailleurs, qualifiant de la sorte la vocation asiatique et africaine du marxisme.

Dans les centres capitalistes c'est la figure de Keynes plutôt que celle de Marx qui a dominé au moins pendant une partie de la seconde moitié du XXe siècle.

Keynes ne s'est jamais proposé de faire une critique quelconque du capitalisme en général. Les questions concernant la nature transhistorique ou historique du capitalisme ou l'aliénation économiciste ne l'intéressaient pas du tout, pas plus que la polarisation à l'échelle globale. En parfait britannique qui ne connaît de philosophie autre que rigoureusement empiriste sa seule préoccupation était de gérer le système dans lequel il vivait, au mieux de ce qui lui paraissait possible. Cette préoccupation l'a conduit à adresser une critique sérieuse à la variété libérale du capitalisme.

Cette variété s'est toujours exprimée de la même manière extrémiste. Sa dogmatique - car il ne s'agit de rien de plus - est fondée sur le théorème central de la théorie du capitalisme imaginaire : que les marchés seraient auto régulateurs et que leur déploiement dans le cadre du maximum de liberté établie en leur faveur (c'est à dire le maximum de dérégulation) produirait ce fameux équilibre général. Il ne s'agit là de rien de plus que du noyau essentiel de l'idéologie bourgeoise vulgaire, qui s'exprime naïvement dans le discours du chef d'entreprise, lequel ne va guère au delà de la litanie bien connue : réduire les coûts y compris les salaires et les droits sociaux, augmenter la productivité pour être plus compétitif, renforcer les positions de rente monopolistique par tous les moyens (y compris en violant ouvertement tous les préceptes de "fair play"), payer le moins d'impôts possible, tout cela en vue de maximiser les profits immédiats. Il fallait prouver que la mise en œuvre unilatérale de ces "règles" produit "l'optimum social". L'économie pure - c'est à dire la théorie d'un monde imaginaire qui n'a rien à voir avec le capitalisme historique réellement existant - a pour fonction de le démontrer. Qu'elle n'y parvienne qu'au prix de la violation des règles élémentaires de l'usage de la logique scientifique n'a rigoureusement aucune importance, puisque sa fonction légitimatrice est de type religieux intégriste.

Le capitalisme est toujours libéral quand il le peut, c'est à dire lorsque les rapports de force sociaux ne l'obligent pas à s'adapter à des exigences autres que celles qui s'expriment dans la recherche du profit immédiat et individuel maximal. Cela arrive dans l'histoire, comme dans le moment présent. Mais cela n'est jamais durable parce que le libéralisme ne produit pas ce qu'il prétend réaliser ; au contraire il enferme la société réelle dans une crise de l'accumulation.

Keynes avait vu et compris l'absurdité du discours libéral dominant. Sa démonstration que les marchés livrés à eux mêmes ne sont pas autorégulateurs mais explosifs est, de ce point de vue, centrale et correcte. Pour cela, Keynes part de l'observation de bon sens simple que l'opérateur sur le marché fonde sa décision sur les anticipations des autres, ses partenaires et concurrents et non pas sur de prétendues tendances objectives. De ce fait le marché est synonyme d'instabilité et non révélateur tendanciel d'un équilibre quelconque. C'est la raison pour laquelle tout l'effort de l'économie pure postérieure à Keynes s'évertuera à introduire les anticipations en question dans le raisonnement des acteurs économiques. Cet effort s'avérera totalement vain, incapable de prouver qu'en dépit de ces malheureuses anticipations incontournables, le marché tend à l'équilibre. Mais encore une fois l'échec scientifique de l'économie pure n'a pas d'importance. Les idées - vraies ou fausses - s'imposent selon les rapports de force dans

lesquels s'expriment les intérêts sociaux pris en compte dans le monde du capitalisme réel.

Keynes s'attache alors aux questions que pose la gestion d'un système qu'il reconnaît être instable par nature. Les hypothèses qu'il introduit à cet endroit concernant la préférence pour la liquidité d'une part et l'efficacité marginale du capital qu'il fait dépendre largement du tempérament des hommes d'affaires et de l'atmosphère dans lequel ils baignent d'autre part permettent de donner une apparence de rigueur scientifique à ses propositions. Une manière fort élégante, mais sans solidité, de dire pourquoi le système est instable par nature. Les recommandations qu'on pourrait en déduire s'avéreront néanmoins efficaces, bien que leur efficacité - incontestable dans certaines circonstances sociales - trouve ailleurs ses raisons d'être.

Il est en effet tout à fait caractéristique que la critique de Keynes, formulée dans les années 1920 et 1930 en réponse aux résultats déplorables de la gestion libérale de l'époque, n'a pas eu d'écho en son temps. Par contre lorsque les rapports sociaux se trouveront modifiés en faveur des travailleurs - embryonnairement à partir du New Deal rooseveltien et du Front populaire français, massivement avec la défaite du fascisme en 1945, des conditions sociales favorables seront réunies pour mettre en œuvre les politiques qu'on pouvait tirer d'une certaine lecture de Keynes. On passera alors de Keynes au keynésianisme historique.

Ce dernier se réduit pratiquement à deux ensembles de mesures qui impliquent qu'on accepte le principe de la régulation des marchés et de l'intervention de l'Etat à cet effet.

La première série de mesures vise à établir une concordance entre l'évolution des salaires réels (de la masse salariale) et celle de la productivité. Cette concordance peut être obtenue par des négociations - si les syndicats sont suffisamment convaincus et puissants pour l'imposer - ou par l'intervention de l'Etat, ou par un mélange des deux. Ce qui importe ici c'est de reconnaître que ce principe n'a rien à voir avec ceux du "marché" ; il s'agit d'un principe de planification socialiste, dont la mise en œuvre est rendue possible dans une partie du monde capitaliste (c'est à dire dans des sociétés qui persistent à respecter le principe de la propriété privée) du fait de rapports sociaux qui en imposent la légitimité. Que ce principe ait réellement été mis en œuvre d'une manière "neutre" et équivalente chez tous les partenaires centraux du système de l'après guerre, de 1945 à 1980, ou que les fluctuations du rapport évolution des salaires/évolution des productivités en fonction des luttes sociales locales aient modifié les conditions de la compétition sur les marchés mondiaux, constitue des problèmes intéressants sur lesquels néanmoins il n'est pas nécessaire de s'étendre ici.

La seconde série de mesures concerne la gestion de la demande globale. Une certaine lecture de Keynes pouvait faire comprendre pourquoi celle-ci est tantôt insuffisante (entraînant l'enfermement du système dans le sous emploi) tantôt excédentaire (entraînant l'inflation). On en déduit aisément que l'Etat - par la dépense publique et la manipulation de l'imposition comme par la direction qu'il pourrait exercer sur le système bancaire, agissant sur les conditions d'offre du crédit - peut gérer convenablement le volume de cette demande globale. Mais il n'était pas nécessaire de faire appel à Keynes pour savoir que la demande globale ne s'établit pas spontanément au niveau requis pour maximiser l'emploi et la production sans dérapage inflationniste. Dans ma lecture de Marx - celle de Sweezy - la tendance fondamentale produite par le

rapport social favorable au capital se traduit par une demande globale tendentiellement toujours insuffisante, le système n'ajustant pas de lui même le niveau des salaires à ce que la reproduction élargie exige en dynamique. Il faut alors trouver d'autres moyens pour absorber le surplus. Ces moyens peuvent être socialement utiles par eux mêmes - développer l'éducation et la santé, assurer des services sociaux de protection, - ou utiles pour soutenir l'élargissement des marchés rentables - financer des infrastructures adéquates ou des dépenses militaires. Il est intéressant de remarquer ici que, en dépit du rejet absolu de Keynes par les économistes purs de notre époque, la gestion de la demande globale par l'Etat est demeurée au centre des options de politiques économiques réelles de l'administration américaine. Avec Reagan le keynésianisme social a bien été répudié, mais au bénéfice d'un keynésianisme militaire - permanent depuis 1945 et maintenue après l'effondrement de l'ennemi soviétique présumé - pour lequel l'option hégémoniste de Washington a trouvé une légitimation renouvelée.

Le keynésianisme historique, réduit lui également à une dogmatique simple, convenait parfaitement à la social démocratie dominante dans les centres capitalistes au lendemain de la défaite du fascisme. Il permettait de gérer le capitalisme - devenu l'aspiration de cette social démocratie - et de le gérer par une meilleure intégration des travailleurs garantie par une répartition des bénéfices de l'accumulation acceptable socialement. Ce système a fonctionné, avec une efficacité remarquable qui s'est exprimée par l'accélération de la croissance, tant que le rapport social était favorable aux travailleurs et que la menace de "contagion communiste" pouvait être prise au sérieux. Dès lors que la première de ces deux conditions s'était érodée et que la seconde avait cessé d'exister, le keynésianisme historique était condamné à quitter la scène de l'histoire pour laisser la place au retour des libéraux. Ce qui s'est produit au cours des années 1980 et 1990.

Il ne serait pas juste de laisser entendre que l'adhésion aux outillages théoriques mis en évidence ici a été unanime et sans critique. Avant même qu'il ne devienne la vulgate qu'on a connue, le marxisme historique devenu marxisme léninisme avait été l'objet de débats passionnés et continus dans le mouvement communiste. Des débats qui dans les années 1920 n'étaient pas limités aux milieux intellectuels du marxisme, mais engageaient les forces politiques sur le terrain de l'action. Le point culminant - et terminal - de ces débats a été représenté par le trotskisme. Positif, très certainement, dans sa polémique contre le stalinisme naissant, le trotskisme est demeuré, malheureusement, incapable d'aller au delà de la répétition des thèses du marxisme-léninisme. Il s'est enfermé de ce fait dans une impasse qui devait le rendre peu apte à sortir des limites de l'eurocentrisme et à saisir la nature des défis posés aux mouvements de libération des peuples de la périphérie, qu'il s'agisse de la Chine (d'où son jugement expéditif concernant le maoïsme, qualifié de remake du stalinisme) comme, plus tard, à prendre la mesure des transformations du capitalisme qui se redéploie sous nos yeux.

La pensée sociale critique se déplacera alors pour un moment (les années 1960 et 1970) vers les périphéries du système. Ici les pratiques du populisme national – version pauvre du soviétisme – susciteront une explosion brillante de la critique du capitalisme réellement existant. Au centre de cette critique se situe la prise de conscience de la polarisation produite par l'expansion mondiale du capital, sous estimée quand elle n'était pas purement et simplement ignorée pendant un siècle et demi. Cette critique à la fois du capitalisme réellement existant, de la pensée sociale qui en légitime

l'expansion, et de leur critique socialiste théorique et pratique, est à l'origine d'une entrée éblouissante de la périphérie dans la pensée moderne. Il s'agit d'une critique riche et multiforme qu'il ne faudrait pas réduire à une soi disant « théorie de la dépendance », car cette pensée sociale va rouvrir les débats fondamentaux concernant le socialisme et la transition à celui-ci comme ceux concernant le marxisme et le matérialisme historique entendu comme devant dépasser les limites de l'eurocentrisme dominant la pensée moderne. Inspirée certes un moment par l'explosion maoïste, elle amorcera également la critique à la fois du soviétisme et du nouveau globalisme qui perce à l'horizon. Le conflit était évident ici entre les exigences d'un développement qui ait un sens pour les peuples concernés et les propositions timides de l'allié soviétique, avancées sous le vocable négatif et de ce fait curieux et insuffisant de "voie non capitaliste". Je ne peux à ce propos que renvoyer à ce que j'en ai dit dans mon "Itinéraire intellectuel". Plus tard lorsque le redéploiement capitaliste a été amorcé dans le cadre de notre crise "fin de siècle" la contribution d'analyses critiques ayant leur origine dans les périphéries du système - qui est loin d'être négligeable bien qu'elle soit négligée dans la plupart des travaux d'origine "occidentale" - a démontré une fois de plus que la condition du renouveau d'une critique à la hauteur des défis renouvelés (et singulièrement du défi du développement dans le monde de demain) est que cette critique soit véritablement universaliste, c'est à dire libérée de tout occidentalocentrisme.

J'ai formulé ici peut être seulement ce que pourrait et devrait être un marxisme du XXI<sup>e</sup> siècle, enrichi par la lecture critique de son histoire (les marxismes historiques du XX<sup>e</sup> siècle) et capable d'assimiler d'une manière critique le sens et la portée de ce que le redéploiement du capitalisme produit de nouveau. Il faudra donc tenter d'identifier les éléments d'un débat sérieux concernant ce redéploiement (ce que je proposerai plus loin).

A défaut, bien entendu, la critique s'enfermera dans la nostalgie du passé et dans la formulation de remake qu'il s'agisse des léninisme, stalinisme, maoïsme ou trotskisme historiques. Rien d'efficace, à la hauteur des défis réels, ne pourra en sortir. La voie restera alors libre pour le déploiement de l'utopie libérale réactionnaire et pour des fuites en avant creuses de natures diverses.

## **VI. Développement et démocratie : deux faces indissociables du même mouvement**

La démocratie est l'une des conditions absolues du développement. Encore faut-il expliquer pourquoi et à quelles conditions. Car l'idée qu'il en est ainsi n'est acceptée d'une manière apparemment générale que depuis peu de temps. Il n'y a pas si longtemps le dogme dominant à l'ouest comme à l'Est et au Sud était que la démocratie était un "luxe" qui ne pouvait venir qu'après que le "développement" ait résolu les problèmes matériels de la société. Telle était la doctrine officielle partagée par les milieux dirigeants du monde capitaliste (ce qui permettait aux Etats Unis de justifier leur soutien aux dictateurs militaires d'Amérique latine ou aux Européens de justifier le leur aux régimes autocratiques d'Afrique), les Etats du tiers monde (la théorie latino-américaine du desarrollismo l'exprimait clairement et les partis uniques n'étaient pas l'apanage des Etats socialistes ... Côte d'Ivoire, Kenya, Malawi et beaucoup d'autres sont là pour le prouver) et ceux du système soviétique.

Or voici que la thèse est retournée du jour au lendemain en son contraire. Le souci démocratique est devenu l'objet du discours officiel quotidien de tous ou presque, le certificat de pratique de la démocratie octroyé en bonne et due forme une "condition" de la poursuite de l'aide des grandes démocraties riches etc. Rhétorique d'une crédibilité plus que douteuse quand on sait à quel point dans la pratique le principe "deux poids deux mesures" mis en œuvre avec un cynisme parfait trahit la priorité réelle d'autres objectifs inavoués mobilisant à cet effet les moyens de la manipulation pure et simple, ce qui n'exclut pas la réalité des objectifs démocratiques de certains mouvements sociaux sinon de tous, ni que la démocratie soit réellement la condition du développement.

La démocratie est un concept moderne au sens qu'il définit la modernité elle-même si, comme je le propose, on entend par celle-ci l'adoption du principe que les êtres humains individuellement et collectivement (c'est à dire les sociétés) sont responsables de leur histoire. Il fallait, pour être capable de formuler ce concept, se libérer des aliénations propres aux formes du pouvoir antérieures au capitalisme, qu'elles aient été aliénations religieuses, ethniques ou qu'elles aient revêtu d'autres formes "traditionnelles", c'est à dire conçues comme des données permanentes transhistoriques. Ces expressions de la modernité et de l'exigence démocratique qu'elle implique remontent à l'époque des Lumières. La modernité en question est donc synonyme de capitalisme et la démocratie qu'elle a produite est, comme le reste, limitée comme l'est le capitalisme lui-même. Elle ne constitue, dans ses formes historiques bourgeoises - fussent-elles les seules connues et pratiquées jusqu'à présent - qu'une étape. Ni la modernité, ni la démocratie ne sont parvenues au terme de leur développement potentiel. C'est la raison pour laquelle je préfère parler de démocratisation - en insistant par là-même sur l'aspect dynamique d'un processus toujours inachevé - plutôt que de démocratie - qui renforce l'illusion qu'une formule définitive peut en être donnée.

La pensée sociale bourgeoise, depuis l'origine, c'est à dire l'époque des "lumières", est fondée sur une séparation des différents domaines de la vie sociale, entre autre celui de sa gestion économique et celui de sa gestion politique, et l'adoption de principes spécifiques et différents qui seraient l'expression des exigences particulières de la "Raison" dans chacun de ces domaines.

Dans cet esprit la démocratie serait le principe raisonnable de la bonne gestion politique. Puisque les hommes (il ne s'agissait jamais des femmes à l'époque), ou plus exactement certains d'entre eux (suffisamment aisés et éduqués) sont raisonnables, ils doivent avoir la responsabilité de faire les lois sous lesquelles ils veulent vivre et choisir (par l'élection) les responsables de leur exécution. La vie économique est par contre gérée par d'autres principes également conçus comme l'expression des exigences de la "Raison" (synonyme de la nature humaine) : la propriété privée, le droit d'entreprendre, la concurrence sur les marchés. On reconnaît ici un ensemble de principes qui sont ceux du capitalisme qui, par eux-mêmes, n'ont rien à voir avec ceux de la démocratie. Encore moins si l'on conçoit que celle-ci implique l'égalité, des hommes et des femmes bien entendu, de tous (en rappelant que la démocratie américaine a oublié ses esclaves jusqu'en 1865 et les droits civiques élémentaires de leurs descendants jusqu'en 1960 !), des propriétaires et de ceux qui ne le sont pas (en faisant remarquer ici que la propriété privée n'existe que si elle est exclusive, c'est à dire s'il existe des non propriétaires !).

La séparation des instances économique et politique pose d'emblée la question de la convergence ou de la divergence du produit des logiques spécifiques qui les gèrent. Autrement dit "démocratie" (raccourci pour dire gestion moderne de la vie politique) et "marché" (raccourci pour dire gestion capitaliste de l'activité économique) sont-ils convergents ou divergents ?

Le postulat, érigé en vérité si évidente qu'il ne serait pas nécessaire de la discuter, sur lequel repose le discours de l'air du temps, affirme la convergence des deux termes. Démocratie et marché s'engendreraient mutuellement, la démocratie exigerait le marché et vice versa. Rien de plus erroné, démenti par l'histoire réelle.

Les penseurs de l'époque des Lumières étaient plus exigeants que nos contemporains vulgaires. Ils s'étaient posé, eux, la double question du pourquoi cette convergence et à quelles conditions. Leur réponse à la première question était celle qu'inspirait leur concept de "raison", dénominateur commun aux modes de gestion préconisés ici et là. Si donc les hommes sont raisonnables les résultats de leurs choix politiques ne peuvent que conforter ceux que le marché produit de son côté. A condition évidemment que l'exercice des droits démocratiques soit réservé aux seuls êtres doués de raison, c'est à dire certains hommes, ni les femmes (dont on sait qu'elles ne sont que sentimentales et non raisonnables), ni évidemment les esclaves, les pauvres et les démunis (les prolétaires) qui n'obéissent qu'à leurs instincts. La démocratie ne peut être que censitaire, réservée à ceux qui sont simultanément des citoyens et des entrepreneurs. Alors on comprend que leurs choix électifs soient probablement toujours - ou presque - conformes à leurs intérêts de capitalistes. Mais du coup la politique perd son autonomie dans cette convergence - pour ne pas dire soumission - à l'économique. L'aliénation économiste fonctionne ici à plein pour cacher cette annulation de l'autonomie du politique.

L'extension ultérieure des droits démocratiques à d'autres que les citoyens-entrepreneurs n'a pas été le produit spontané du développement capitaliste, ni l'expression d'une exigence de celui-ci. Bien au contraire cette extension a été progressivement conquise par les victimes du système, la classe ouvrière, plus tard les femmes ; elle est le produit de luttes contre le système, quand bien même celui-ci serait parvenu à s'y adapter, à en "récupérer" les fruits comme on dit. Comment et à quel prix ? Telle est la véritable question qu'il faut poser ici.

Car cette extension devait par la force des choses pouvoir révéler le contraste potentiel entre la volonté de la majorité - qui sont évidemment les exploités du système - exprimée à travers le vote démocratique, et le sort que le marché leur réserve. Le système risque de devenir instable, voire explosif. Au minimum il y a le risque - et la possibilité - que le marché en question doive se soumettre à l'expression d'intérêts sociaux qui ne sont pas convergents avec la priorité donnée par l'économique à la rentabilité maximale du capital. Autrement dit il y a le risque pour les uns (le capital), la possibilité pour les autres (les travailleurs-citoyens) d'une régulation du marché par des moyens étrangers au déploiement de sa stricte logique unilatérale. C'est possible, c'est arrivé, dans certaines conditions comme dans le Welfare State de l'après guerre.

Mais cela n'est pas la seule possibilité de faire taire la divergence démocratie-marché. Si la conjoncture produite par une histoire concrète est devenue telle que le mouvement de la critique sociale, émietté, soit devenu impuissant, qu'en conséquence l'idéologie

dominante paraisse être sans alternative, alors la démocratie peut être vidée de tout son contenu gênant et potentiellement dangereux pour le marché. Sa pratique devient celle que j'ai qualifiée de "démocratie de basse intensité". Vous pouvez voter librement comme il vous plaît : blanc, bleu, vert, rose ou rouge. De toute manière cela n'aura aucun effet, car votre sort est décidé ailleurs, hors de l'enceinte du Parlement, sur le marché. La soumission de la démocratie au marché (et non leur convergence) trouve son reflet dans la langue politique. L'alternance (changer les têtes en place pour continuer à faire la même chose) a remplacé l'alternative (faire autre chose).

Nous en sommes là aujourd'hui. Mais cette situation ne traduit pas un progrès de la démocratie comme on se plaît à vouloir le faire croire mais au contraire sa crise, masquée - provisoirement - par ce qu'on a appelé parfois un "totalitarisme mou" (voire même un fascisme mou) dont le "politically correct" américain est un bel exemple. Crise dangereuse parce qu'elle est porteuse, avec l'érosion de la crédibilité et de la légitimité des procédures démocratiques, de conduire à des reculs plus violents en direction de son abolition pure et simple à laquelle on substitue d'illusoire consensus fondés sur la religion ou le chauvinisme ethnique par exemple. Dans les périphéries du système la démocratie impotente parce que soumise aux exigences brutales du capitalisme sauvage devient une farce tragique, une "démocratie de pacotille" (Mobutu remplacé par deux cent partis mobutistes !).

La thèse de la pensée sociale bourgeoise fondamentale - celle de la convergence "naturelle" démocratie/marché - portait en elle dès le départ la menace de la dérive à laquelle nous sommes parvenus. Car elle suppose une société réconciliée avec elle-même, sans conflit, comme le proposent certaines interprétations dites post-modernistes. La convergence devient un dogme, au sujet duquel on ne se pose plus de questions. Nous sommes alors en présence non plus d'une tentative de comprendre aussi scientifiquement que possible la politique dans le monde réel, mais avons affaire à une théorie du politique imaginaire. Celle-ci constitue, dans son domaine propre, le pendant de "l'économie pure" qui n'est pas la théorie du capitalisme réellement existant mais celle d'une économie imaginaire. Dès lors qu'on a remis en question le postulat de la "raison" tel que formulé depuis l'époque des Lumières, qu'on a pris la mesure de la relativité historique des logiques sociales, on ne peut plus accepter la vulgate propagée aujourd'hui concernant la convergence démocratie/capitalisme.

Au contraire on prendra conscience du potentiel d'autoritarisme latent contenu dans le capitalisme. La réponse que le capitalisme donne au défi que constitue la dialectique individuel/collectif (social) est en effet porteuse de ce potentiel dangereux.

La contradiction individu/collectif, immanente à toute société à tous les niveaux de sa réalité, était surmontée dans tous les systèmes sociaux antérieurs à la modernité par la négation de son premier terme, c'est à dire par la domestication de l'individu par la société. L'individu n'est alors reconnaissable que par et à travers son statut dans la famille, le clan, la société. Les termes de la négation sont inversés dans l'idéologie du monde moderne (capitaliste) : la modernité s'affirme par les droits de l'individu fut-ce contre la société. Ce renversement n'est à mon avis que la condition préalable d'une libération, l'amorce de celle-ci. Car elle libère simultanément un potentiel d'agressivité permanente dans les relations entre les individus. L'idéologie capitaliste en exprime la réalité par son éthique ambiguë : vive la compétition, que le plus fort gagne. Les effets dévastateurs de cette idéologie sont parfois contenus par la coexistence d'autres

principes éthiques, très largement d'origine religieuse ou hérités de formes sociales antérieures. Que ces barrages viennent à céder et l'idéologie unilatérale des droits de l'individu, version Sade ou Nietzsche vulgarisés, ou version américaine, ne peut produire que l'horreur, à la limite l'autocratie dure (fasciste) ou molle.

Marx avait à mon avis sous estimé ce danger. Par souci peut être de ne nourrir aucune illusion passéiste il n'a peut être pas vu tout le potentiel réactionnaire que contient l'idéologie bourgeoise de l'individu. Témoin sa préférence pour la société américaine, sous prétexte qu'elle ne souffre pas des vestiges des antécédents féodaux qui constituent en Europe des handicaps au progrès. J'avance au contraire que les antécédents rendent compte de quelques uns des caractères relativement positifs qui plaident en faveur de l'Europe. Le degré de violence qui domine la vie quotidienne aux Etats Unis, sans commune mesure avec celui qu'on connaît en Europe, ne doit-il pas être attribué justement à l'absence d'antécédents prémodernes caractéristique des Etats Unis ? Au delà même de cette observation, ne peut-on pas attribuer à ces antécédents - quand ils existent - un rôle positif dans l'émergence d'éléments d'une idéologie post capitaliste, mettant l'accent sur les valeurs de générosité et de solidarité humaine ? Leur absence ne renforce-t-elle pas la soumission à la puissance dominatrice de l'idéologie du capitalisme ? Est-ce un hasard si précisément l'autoritarisme "mou" (en alternance avec des phases d'autoritarisme dur comme l'expérience du Mac Carthysme devrait le rappeler à tous ceux qui l'ont systématiquement gommé de leur mémoire de l'histoire récente) est l'une des caractéristiques permanentes du modèle américain ? Est-ce un hasard si de ce fait les Etats Unis fournisse le modèle parfait de la démocratie de basse intensité, au point que la proportion des abstentions aux élections est sans commune mesure avec celle qu'on connaît ailleurs et que (encore un fait qui n'est pas de hasard) ce sont précisément les démunis qui s'abstiennent massivement ? Je vois ici un contraste saisissant entre d'une part l'idéologie américaine qui donne au thème de la liberté des individus une priorité absolue sur celui de l'égalité sociale ( l'inégalité extrême est de ce fait acceptée ) et d'autre part l'idéologie européenne qui tente d'associer les deux thèmes, sans toutefois être capable – dans le cadre du capitalisme – d'en résoudre les contradictions .

Comment donc une synthèse dialectique permettra, au delà du capitalisme, de réconcilier les droits de l'individu et ceux de la collectivité ? Comment cette réconciliation éventuelle donnera plus de transparence à la vie individuelle et à celle de la société ? Autant de questions auxquelles nous ne chercherons pas à répondre ici, mais qui sont bel et bien posées, interpelle le concept bourgeois de la démocratie et en identifie les limites historiques.

S'il n'y a donc pas de convergence, encore moins "naturelle" entre marché et démocratie, pourrait-on en déduire que le développement, entendu dans son sens banal de synonyme d'une croissance économique accélérée associée bien entendu à une expansion des marchés (et il n'y a guère eu jusqu'à présent d'expériences de développement d'une autre nature), n'est pas compatible avec l'exercice d'une démocratie quelque peu avancée ?

Les faits qui plaideraient en faveur de cette thèse ne manquent pas : les "succès" de la Corée DU Sud , de Taiwan, du Brésil de la dictature militaire, des populismes nationalistes dans la phase de leur ascension (Nasser, Boumedienne, l'Irak du Baas etc.) n'ont pas été les produits de systèmes particulièrement respectueux de la démocratie.

Plus loin en arrière, l'Allemagne et le Japon dans la phase de leur rattrapage étaient certainement moins démocratiques que leurs concurrents britanniques et français. Les expériences socialistes modernes - fort peu démocratiques - ont enregistré des taux de croissance parfois remarquables. Mais en sens inverse on pourrait observer que l'Italie démocratique de l'après guerre s'est modernisée avec une rapidité et une profondeur que le fascisme, en dépit de ses rodomontades, n'a pas réalisé, que l'Europe occidentale a connu avec sa démocratie sociale avancée (le Welfare State de l'après guerre) la période de développement la plus prodigieuse de son histoire. On pourrait renforcer la comparaison en faveur de la démocratie par l'énumération des innombrables dictatures qui n'ont engendré que la stagnation, voire des involutions dévastatrices.

Pourra-t-on alors adopter une position relativiste réservée, refuser d'établir une relation quelconque entre développement et démocratie et dire que leur concordance ou discordance dépendent des conditions concrètes spécifiques ? Cette attitude est acceptable tant qu'on se contente de la définition "banale" du développement, assimilé à la croissance accélérée dans le système. Elle ne l'est plus dès lors qu'on admet la seconde de nos trois thèses centrales signalées au départ de cette étude, à savoir que le capitalisme mondialisé est polarisant par nature et qu'en conséquence le développement est un concept critique, qui implique qu'on l'insère dans la construction d'une société alternative, post capitaliste. Or cette construction ne peut être que le produit de la volonté et de l'action progressives des peuples. Y a-t-il une autre définition de la démocratie que celle qui est implicite dans cette volonté et cette action ? C'est dans ce sens que la démocratie est bel et bien la condition du développement. Mais c'est là une proposition qui n'a plus rien à voir avec ce que le discours dominant dit sur le sujet. Notre proposition revient à dire en effet : il n'y a pas de socialisme (si l'on qualifie de la sorte une alternative post capitaliste meilleure) sans démocratie, mais également que le progrès de la démocratisation exige qu'on s'engage dans la voie de la transformation socialiste.

L'observateur "réaliste" qui me guette ne tardera pas à faire observer que l'expérience du socialisme réellement existant s'inscrit en faux contre ma thèse. Exact. La vulgate par laquelle s'est exprimé le marxisme historique soviétique avait en effet décrété que l'abolition de la propriété privée signifiait d'emblée qu'on lui avait substitué une propriété sociale. Ni Marx ni Lénine n'avaient procédé à une simplification d'une telle envergure. Pour eux l'abolition de la propriété privée du capital et de la terre ne constituait que le premier acte nécessaire ouvrant une longue évolution possible vers la constitution d'une propriété sociale. Celle-ci ne commence à devenir une réalité qu'à partir du moment où les progrès de la démocratisation sont suffisamment puissants pour que les citoyens-producteurs soient devenus maîtres de toutes les décisions prises à tous les niveaux de la vie sociale, depuis le lieu de travail jusqu'au sommet de l'Etat. Le plus optimiste des être humains ne pourrait pas imaginer que ce résultat puisse être atteint où que ce soit dans le monde - qu'il s'agisse des Etats Unis, de la France ou du Congo - en "quelques années" comme celles au terme desquelles on a proclamé la construction du socialisme achevée ici et là. Car il ne s'agit de rien de moins que de construire une culture nouvelle, ce qui exige des générations successives se transformant progressivement par leur propre mouvement.

Le lecteur aura vite compris l'analogie - et non l'antinomie - entre le fonctionnement du rapport libéralisme utopique/gestion pragmatique dans le capitalisme historique et celui du rapport idéologie sociale/gestion réelle de la société soviétique. L'idéologie

socialiste en question est celle du bochévisme qui, à la suite (et non en rupture sur ce point fondamental) avec celle de la social-démocratie européenne antérieure à 1914, ne remet pas en question la convergence "naturelle" des logiques des différentes instances de la vie sociale et donne un "sens à l'histoire" dans une interprétation linéaire facile de son cours "nécessaire". C'était là sans doute une lecture du marxisme historique, mais cela n'était pas la seule lecture possible de Marx (ce n'est pas la mienne en tout cas). La convergence s'exprime ici de la même manière : la gestion de l'économie par le Plan (substitué au marché), produit évidemment, dans cette vision dogmatisée la réponse adéquate aux besoins ; la démocratie ne peut que conforter les décisions du Plan et s'y opposer est irrationnel. Mais ici aussi le socialisme imaginaire se heurte aux exigences de la gestion du socialisme réellement existant, qui est confronté à des problèmes réels et sérieux, comme entre autre développer les forces productives pour "rattraper". Le pouvoir y pourvoit par des pratiques cyniques inavouables et inavouées. Le totalitarisme est commun aux deux systèmes et s'exprime de la même manière : par le mensonge systématique. Si ses manifestations ont été plus violentes - d'évidence - en URSS, c'est parce que le retard de développement à rattraper pesait d'un poids extrême, tandis que l'avance de l'Occident donne à ses sociétés des coussins confortables sur lesquels il peut se reposer (d'où son totalitarisme souvent "mou", comme dans le consumismo des périodes de croissance facile).

Abandonner la thèse de la convergence, de la "surdétermination", accepter le conflit des logiques d'instances, c'est à dire la sous détermination, est la condition non seulement d'une interprétation de l'histoire qui concilie potentiellement théorie et réalité mais également de l'invention de stratégies qui permettent de donner à l'action une efficacité réelle, c'est à dire de permettre le progrès social dans toutes ses dimensions.

La relation étroite que développement et démocratisation entretiennent entre elles au point d'être indissociables n'a rien à voir avec les bavardages sur ce sujet proposés par l'idéologie dominante dont le discours est toujours déconcertant, médiocre et ambigu, finalement réactionnaire en dépit de quelques unes de ses apparences et de ce fait parfaitement instrumentalisé par le pouvoir dominant du capital.

La démocratie est un concept universaliste qui ne souffre pas d'entorse à cette vertu qui lui est nécessaire. Or le discours dominant - même celui de forces qui se classent subjectivement "à gauche" - en donne une interprétation saucissonnée qui finalement nie l'unité du genre humain au bénéfice des "genres", "communautés", "groupes culturels" etc. Le "communautarisme" anglo-saxon constitue un exemple criant de cette négation de l'égalité réelle des êtres humains. Souhaiter naïvement, fut-ce avec les meilleures intentions, des formes de "développement communautaire" spécifiques, qu'on prétendra produites par la volonté démocratique exprimée par les communautés en question (ce seront par exemple les Antillais des banlieues de Londres, ou les Beurs en France, les Noirs aux Etats Unis etc.), c'est enfermer les individus dans ces communautés et enfermer ces communautés dans les limites des carcans hiérarchiques que le système impose. Il ne s'agit de rien moins que d'une sorte d'apartheid qui ne s'avoue pas.

L'argument mis en avant par les promoteurs de ce modèle de "développement communautaire" est à la fois d'apparence pragmatiste ("faire quelque chose pour les démunis et les victimes que ces communautés rassemblent") et démocratique (les communautés tiennent à s'affirmer en tant que telles). Que beaucoup de discours

universalistes aient été et soient encore de pure rhétorique, n'appelant aucune stratégie d'action efficace pour changer le monde, ce qui implique d'évidence de porter son attention sur les formes concrètes de lutte contre l'oppression dont souffre tel groupe particulier, soit. Mais l'oppression en question ne peut être abolie si par ailleurs on lui donne un statut qui constitue un cadre permettant sa reproduction, fut-ce-t-elle sous une forme adoucie.

L'attachement éventuel des membres d'une communauté à celle-ci, si respectable puisse-t-il être dans l'abstrait, n'en est pas moins le produit de la crise de la démocratie. C'est parce que l'efficacité, la crédibilité et la légitimité de celle-ci sont érodées que les êtres humains se réfugient dans les illusions d'identités particulières qui pourraient les protéger. Le culturalisme, c'est à dire l'affirmation que chacune de ces communautés (religieuse, ethnique, sexuelle ou autre) a ses propres valeurs irréductibles (c'est à dire sans portée universelle), est alors à l'ordre du jour. Il est, comme je l'ai dit ailleurs, non pas complémentaire de la démocratie, le moyen de mettre celle-ci en œuvre concrètement, mais au contraire son antinomie.

Les propositions de faire avancer l'égalité des sexes par l'adoption de quotas procèdent de la même erreur de jugement. Je n'en ferai pas la critique, tant celle écrite par Elisabeth Badinter me paraît définitive (cf. dossiers et documents, Le Monde, N°284, Février 2000, page 7, article écrit le 16 Juin 1996). Il s'agit bien "d'une contre révolution qui reconnaît que le biologique fait loi au politique ; la solidarité intersexuelle l'emportant sur les intérêts communs d'êtres humains". Formes vicieuses de l'antiféminisme déguisé en défense des femmes tout en admettant leur "spécificité" (elles seraient plus douces que les hommes, qui sont plus autoritaires etc.) de telles propositions révèlent seulement que l'antiféminisme n'est peut être pas moins réel dans certaines sociétés qui le nient avec hypocrisie que dans d'autres dont on reconnaît aisément le machisme.

On descendra d'un cran encore si l'on en vient à considérer le discours à la mode baptisé du nom curieux de "bonne gouvernance". Car il ne s'agit là que d'un fourre-tout, un pot-pourri de méthodes de gestion administrative exposées en désordre après avoir pris la précaution d'éluider les problèmes véritables concernant le pouvoir politique, social et économique. Expression naïve de souhaits pieux allant de l'élimination de la corruption à l'amélioration du fonctionnement de tel ou tel service etc. Balivernes exprimées dans le style inimitable du "management" américain, avec toute la niaiserie qui le caractérise. Laissons donc ces discours aux doctes "experts" de la Banque mondiale ...

## **VII. Le redéploiement du capitalisme et la nouvelle question du développement**

Je ne crois pas qu'on puisse déduire de l'observation et de l'analyse - aussi sérieuses soient-elles - de ce qu'il y a de nouveau dans le système de l'économie mondialisée contemporaine un scénario d'avenir ayant une probabilité suffisamment grande pour apparaître comme quasi certain. Dire cela n'est évidemment pas ignorer l'importance des "faits nouveaux". Il reste que les faits ne parlent jamais d'eux mêmes et que seules les analyses qui les concernent permettent de les replacer dans un contexte qui leur donne un sens et permette de faire apparaître les tendances structurelles de l'évolution à long terme sans les confondre avec les changements conjoncturels passagers. Le discours dominant non seulement confond le plus souvent, dans des versions vulgaires,

le passager et le durable, mais encore verse dans un déterminisme économiciste qui lui permet d'affirmer sans arrêt et avec autant d'arrogance que d'ignorance "qu'il n'y a pas d'alternatives" comme aimait à le répéter Madame Thatcher.

La présentation des éléments du débat que je me propose de faire ici insistera donc sur quelques problèmes et questions qui me paraissent majeurs et qui sont :

(i) peut-on identifier d'une manière convaincante ce qui est durable dans le "nouveau" et aura des effets qui continueront à se déployer dans la longue durée de ce qui n'est que passager, c'est à dire en rapport avec la crise de l'accumulation qui caractérise la phase de transition actuelle ?

(ii) comment analyser l'interaction possible des évolutions durables repérées d'une part et des logiques fondamentales et permanentes qui définissent le capitalisme d'autre part ? Les réponses qu'on donnera à cette question doivent permettre d'écarter le danger de substituer à l'analyse des contradictions anciennes ou nouvelles appelées à se développer dans l'avenir le discours plat des vœux pieux qui caractérise une bonne partie de la littérature sur le sujet.

Au titre des transformations durables certaines, à mon avis, je signalerai au moins celles qui concernent le surdéveloppement des forces productives et destructives d'une part et celles qui concernent tant la révolution scientifique et technologique en cours que ses "effets de civilisation" (l'organisation du travail et de la vie sociale, le mouvement social et ses formes d'expression etc.).

Le développement des forces productives - qui sont simultanément des forces destructives - a atteint désormais un point qui en modifie qualitativement la portée et par là même nous interpelle dans des termes nouveaux. L'arsenal des armements nucléaires permettrait de mettre un terme à toute forme de vie sur la planète. Ce fait nouveau dans l'histoire exigerait qu'on renonce à leur emploi, qu'on les démantèle tous. L'OTAN a pris la position inverse en retournant au principe du règlement des conflits politiques par la guerre. Dans d'autres domaines comme la biogénétique les connaissances scientifiques acquises permettraient également des dévastations dont les effets ne sont pas connaissables. Une gestion sociale de leur usage s'impose. C'est le seul moyen d'intégrer dans le système les principes éthiques indispensables à la survie de l'humanité. Dans sa volonté proclamée de tout privatiser le système fait l'option exactement inverse. Le développement des forces productives démontre que les règles fondamentales du capitalisme sont ringardes, conduisent désormais non plus au développement social mais à l'autodestruction, et doivent donc être dépassées.

La question de l'environnement trouve sa place ici, de ce fait. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité le danger de destruction, irréversibles et graves à l'extrême du cadre de la vie sur la planète est devenu réel. On n'imagine pas qu'un projet sociétaire quelconque qui ignorerait cette réalité soit viable. Mais j'ajouterai pour ma part l'affirmation crue que le capitalisme, quelqu'en soit la forme d'organisation, est incapable de répondre au défi. Tout simplement parce que le capitalisme est fondé sur une rationalité du calcul à court terme (quelques années au maximum), comme l'exprime son concept de "dépréciation du futur", alors que la prise en compte sérieuse du problème considéré ici implique la mise en œuvre d'une rationalité du très long terme (quasi éternité ...). L'émergence du problème de l'environnement est à mon avis l'une des preuves que le capitalisme en tant que forme de civilisation doit être dépassé. Ce que fort peu de "Verts" admettent, hélas !

Descendons tout de même de plusieurs crans pour considérer maintenant la révolution scientifique et technologique en cours, et singulièrement tout ce qui, dans celle-ci, peut être rattaché à l'informatique.

Cette révolution contemporaine (et l'informatisation en premier lieu) exerce certainement une action puissante imposant la restructuration des systèmes productifs (notamment en facilitant l'éparpillement géographique de segments commandés à distance). De ce fait les procès de travail sont en passe d'être largement bouleversés. Aux modèles du travail à la chaîne (taylorisme) se substituent des formes nouvelles qui affectent profondément la structure des classes sociales et leur perception des problèmes de la segmentation des marchés du travail. Il s'agit là d'un changement qui pèsera sur la longue durée. J'ai proposé, sur ce sujet, quelques réflexions qui concernent la portée et le contenu de la loi de la valeur qui, comme on le sait (ou comme on devrait le savoir à mon avis) constitue un élément fondamental du capitalisme, c'est à dire qu'on ne peut penser le capitalisme sans loi de la valeur. Or le sens de l'évolution conduit déjà à ce que j'ai proposé d'appeler un "dépérissement de la loi de la valeur", ce qui signifie également que le capitalisme doit être dépassé. Mais il peut l'être de différentes manières. Par le socialisme - qui constitue la seule réponse humaniste possible au défi. Ou par la mise en place d'une sorte de régime d'apartheid généralisé dans lequel la distinction sociale ne serait plus fondée sur la participation à la création de valeur (quand bien même cette participation donnerait lieu à une exploitation) mais sur d'autres critères parapolitiques - culturels. J'ai illustré la possibilité "matérielle" du fonctionnement d'un système de ce genre par un modèle simple de reproduction de sa base économique.

La littérature concernant les transformations dans l'organisation du travail associées au déploiement de la révolution technologique en cours est d'une abondance extrême et il est exclu de pouvoir la passer en revue dans cette étude. En en retenant simplement l'esprit dominant j'en conclurai néanmoins qu'elle me paraît passablement naïve. Cette littérature - je pense ici plus particulièrement à toute celle qui traite du nouveau modèle de sociabilité et de société qui serait fondé sur l'organisation "en réseaux" (se substituant à celle des chaînes de la hiérarchie) et l'interaction de "projets" (se substituant, au moins partiellement, à l'unité que représentait jusqu'ici l'entreprise) - avance ses propositions comme si le capitalisme pouvait "s'ajuster à tout". Ce n'est pas le cas. Le capitalisme est suffisamment fort, dans certaines circonstances, pour "récupérer" (et non s'ajuster) c'est à dire pour mettre à son service (le profit) des transformations qui portaient en elles d'autres évolutions potentielles.

Je veux en prendre ici deux exemples frappants.

Le premier concerne précisément la nouvelle société de réseaux qui ouvrirait la perspective d'affirmation de l'autonomie créatrice des individus etc. Cette société est mise en place sous nos yeux. Quelles conséquences sociales réelles sont associées à celle-ci ? L'augmentation rapide et extraordinaire de la part des revenus du capital et de la propriété au détriment de celle du travail, la précarisation, la paupérisation et l'exclusion d'une proportion grandissante de la population. Ces faits réduisent à néant les prétentions du discours dominant selon lequel l'individu serait devenu le sujet de l'histoire, classes et nations étant désormais des concepts caducs. L'individu reste un

être social prisonnier des carcans de l'oppression et de l'exploitation sur lesquels notre société contemporaine reste fondée.

Le second concerne la prétendue autonomie que la grande firme aurait acquise vis à vis de l'Etat, l'un des thèmes préférés du discours anti Etat caractéristique de l'air du temps. Sans doute la firme géante n'est-elle pas chose nouvelle dans l'histoire du capitalisme. Mais les grandes firmes transnationales restent en premier lieu des firmes nationales (notamment par la propriété et surtout le contrôle de leur capital) dont l'activité déborde les frontières du pays d'origine. Elles ont toujours besoin, pour se déployer, du soutien positif actif de leur Etat. Cependant, simultanément elles sont devenues suffisamment puissantes pour développer leur propre stratégie d'expansion hors (et parfois contre) les logiques des politiques d'Etat. Elles souhaitent donc subordonner celles-ci à leurs stratégies propres. Le discours néo-libéral anti Etat masque cet objectif pour légitimer la logique exclusive de la défense des intérêts particuliers que représentent ces firmes. La "liberté" revendiquée n'est pas celle de tous, elle est la liberté pour les firmes de faire prévaloir leurs intérêts au détriment des autres. Dans ce sens le discours néo-libéral est parfaitement idéologique et trompeur. Le statut du rapport capital oligopolistique privé/Etat est ambigu et rien ne dit que celui qui a le vent en poupe actuellement, dans lequel l'Etat apparaît comme totalement soumis aux intérêts privés, soit définitif et ne sera pas modulé d'une manière différente. Le passager est ici transformé en durable, irréversible.

Le capitalisme ne peut pas absorber n'importe quelle exigence imposée par une évolution donnée et rester simultanément capitalisme. Mais il peut soit "récupérer" cette exigence dans certaines circonstances, comme celles qui président à son redéploiement contemporain, parce qu'il est dominant sans rival, soit au contraire l'absorber en amorçant une évolution vers un autre système. On est alors dans ce que j'ai qualifié de "transition longue". Je sais que cette proposition de longue transition (peut être séculaire) vers le socialisme - qui n'est pas synonyme chez moi de ralliement aux thèses réformistes conventionnelles (celles de la II<sup>e</sup> Internationale) - n'a pas été non plus celle du marxisme historique du XX<sup>e</sup> siècle. Mais après tout le capitalisme, qui n'a pris sa forme achevée qu'avec la révolution industrielle, n'a que deux siècles d'histoire au terme desquels il est déjà parvenu à son stade de pourrissement qui impose objectivement son dépassement ; alors que par contre la transition du féodalisme ouest européen au capitalisme a occupé trois siècles, ceux du mercantilisme de 1500 à 1800.

Il reste aussi que la transition est toujours incertaine, et c'est ex post qu'on sait transition vers quoi elle a été. Pour les motifs de sous détermination dans l'histoire (le troisième principe signalé au départ de cette étude) le capitalisme pourrait être surmonté soit par la construction progressive du socialisme (et c'est l'option souhaitable qui exige à son tour qu'on mette en œuvre des moyens cohérents avec l'objectif), soit par celle d'un autre système d'oppression et d'exploitation, qui ne serait plus le capitalisme mais n'en serait pas moins épouvantable.

En tout état de cause il est vrai que la révolution technologique - toute révolution technologique - transforme les structures de l'organisation du travail. Si la société demeure une société de classes, celles-ci ne sont en aucune manière abolies par la transformation en question mais elles changent de forme, au point que l'illusion de leur disparition - ou dilution dans d'autres réalités - peut prévaloir dans certaines conditions, comme celles du moment présent. En conséquence les formes d'organisation sociale et

des mouvements par lesquels s'expriment les projets des uns et des autres et leurs conflits sont à leur tour profondément affectées par la révolution technologique. J'examinerai plus loin quelques unes des questions posées par ces transformations comme l'ambiguïté de leur portée : ici encore le meilleur et le pire coexistent.

Par opposition aux éléments de transformation durable, à portée longue à mon avis, il me semble que d'autres ne méritent pas d'être considérées comme telles. Pourtant le discours dominant prétend qu'il s'agit là de transformations "irréversibles". Peut-être parce qu'elles sont simplement utiles dans la conjoncture actuelle et servent bien les intérêts dominants, c'est à dire ceux du capital. Je situerai la financiarisation en tête de liste de ces transformations moins solides qu'on ne le dit.

La financiarisation est à mon avis un phénomène purement conjoncturel. Elle est le produit de la crise. L'excédant de capitaux qui - dans les structures en vigueur - ne peut pas trouver de débouché dans l'expansion des systèmes productifs, constitue une menace grave pour la classe dominante - celle d'une dévalorisation massive du capital. La gestion de la crise impose donc que soient offerts des débouchés financiers qui permettent d'éviter le pire. Mais à son tour la fuite en avant dans la financiarisation ne permet pas de "sortir" de la crise, au contraire elle enferme dans une spirale stagnationniste parce qu'elle aggrave l'inégalité dans la répartition et contraint les firmes à jouer le jeu financier. Dans ce sens la financiarisation n'est pas synonyme de domination des firmes financières (banques, assurances, fonds de pension) sur les autres; elle est aussi domination des logiques financières dans la gestion de toutes les firmes.

Le discours dominant sur la financiarisation place l'accent sur un tout autre ordre de problèmes, en relation avec le vieillissement de la population de la triade et l'explosion des fonds de pension. Dans certaines de ces analyses on présente le "bloc des créanciers" comme une force sociale déjà constituée, consciente de ses intérêts. Il s'agirait de l'ensemble des retraités, et derrière eux des salariés "stables", solidaires des gestionnaires des fonds de pension, soucieux avant tout d'écartier le spectre de l'inflation, bénéficiaires des taux d'intérêts élevés et de la capitalisation financière de leurs fonds. Ce bloc s'opposerait à celui des "exclus", chômeurs et travailleurs précaires. La coupure sociale ne serait plus celle qui oppose le capital au travail dans son ensemble mais le bloc créancier (associant capital et travail) aux exclus. La question posée mérite discussion. Car la capitalisation privée des fonds (qui est la forme américaine) s'oppose à la tradition de certains pays européens, et de la gauche en général, qui lui préfère le système de la répartition. Certes les pouvoirs en place en Europe ont opté pour substituer le modèle américain au système de la répartition. N'est pas là précisément une stratégie mise en œuvre dans le but de créer ce bloc des créanciers qui n'existe pas (encore), n'est pas un produit "inéluçtable" de l'évolution, mais dont on voit l'avantage qu'il présente pour les forces dominantes du capital puisqu'il casse un front possible du travail ?

Si l'on passe maintenant au plan de la mondialisation nous nous heurtons encore une fois à des évolutions qui ne sont peut être que des apparences trompeuses, sans lendemain certain. Je pense ici tout particulièrement à l'essor, d'apparence fulgurant, de "l'Asie".

Dans la crise générale qui sévit depuis presque trois décennies maintenant, une nouvelle coupure "Est-Ouest" semble s'être dessinée.

La crise frappe avec force l'ensemble du continent américain, nord et sud, l'Europe de l'Ouest, l'Afrique et le Moyen Orient, l'Europe de l'Est et les pays de l'ex URSS. Ses symptômes sont : croissance faible (nulle ou négative pour beaucoup des pays de l'Est et pour les zones marginalisées du tiers monde), faiblesse des investissements dans les activités productives, croissance du chômage et du travail précaire, gonflement des formes "informelles" de l'activité etc. Le tout accompagné par l'aggravation de l'inégalité dans la répartition. Cette stagnation est tenace, même si les discours officiels s'en tiennent au langage des "récessions" et des "reprises". En dépit de quelques apparences - comme la remontée du taux de croissance aux Etats Unis et la réduction du taux de chômage officiel - la "reprise" dans ce cas (et dans celui de la Grande Bretagne) demeure fragile parce que fondée sur la financiarisation elle même menacée. En fait ce sont les dépenses militaires qui continuent à constituer le socle le plus solide de l'économie américaine. Par contre les pays de l'Asie de l'Est (Chine et Corée), de l'Asie du Sud-est, l'Inde ont longtemps donné l'impression de se situer en dehors des régions frappées par la crise longue en question. Les taux d'investissement dans l'expansion des systèmes productifs, ceux de la croissance se sont maintenus au cours des dernières décennies (Inde) ou ont même fortement progressé (Chine, Corée, Asie du Sud-est). Cette croissance accélérée s'est généralement accompagnée d'une moindre aggravation de l'inégalité qu'ailleurs, bien que cette observation doive être nuancée. Le Japon lui même a bénéficié de l'ambiance générale caractéristique de ce "nouvel Est", avant d'entrer à son tour, plus tardivement donc, dans une crise qui, ici, est réellement profonde. La crise financière qui frappe la Corée et l'Asie du Sud-est depuis 1997, et menace à son tour la Chine, marquera-t-elle la fin de cette "exception asiatique" et de la coupure Est-Ouest qui la traduisait ?

Le "miracle asiatique" avait fait couler beaucoup d'encre. L'Asie, ou l'Asie-Pacifique, centre de l'avenir en construction, ravissant à l'Europe-Amérique du Nord sa domination sur la Planète, la Chine superpuissance du futur, que n'a-t-on écrit sur ces thèmes ! Dans une gamme plus sobre on a tiré parfois du phénomène asiatique quelques conclusions qui même si elles me paraissent hâtives méritent davantage d'être l'objet de discussions sérieuses. On y a vu la remise en cause de la théorie de la polarisation inhérente à l'expansion capitaliste mondiale (souvent malheureusement confondue avec les versions vulgaires de la "dépendance"), comme des stratégies de déconnexion préconisées en réponse au défi de la polarisation. La preuve serait apportée que le "rattrapage" est possible, et qu'il est mieux servi par une insertion active dans la mondialisation (à la limite, dans la version vulgaire de cette proposition par une stratégie "export-orientée") que par une déconnexion illusoire (responsable dit-on de la catastrophe soviétique). Les facteurs internes - entre autre le facteur "culturel" - seraient donc à l'origine du succès des uns, parvenant à s'imposer comme agents actifs dans le façonnement du monde, et de l'échec des autres, marginalisés et "déconnectés malgré eux".

Pour avancer réellement dans la discussion de ces questions complexes il faudrait prendre le soin de distinguer clairement les différents plans de l'analyse concernant les structures sociales internes et les forces agissant au niveau du système mondial. Celles-ci et celles-là s'articulent les unes aux autres d'une manière qu'il est souhaitable d'explicitier si l'on veut précisément aller au delà de la polémique facile mais futile. Une

insertion active et contrôlée dans la mondialisation est une option fort différente de la stratégie économique fondée sur la priorité aux exportations ; l'une et l'autre se fondent sur des blocs sociaux hégémoniques internes différents. Les pays de l'Asie de l'Est ont enregistré des succès dans la mesure où précisément ils ont soumis leurs rapports extérieurs aux exigences de leur développement interne, c'est à dire ont refusé de "s'ajuster" aux tendances dominantes à l'échelle mondiale. C'est la définition même de la déconnexion, confondue - par des lecteurs trop rapides - avec l'autarcie...

La polarisation n'est, pas plus que tout autre aspect de la société capitaliste, définie une fois pour toutes dans une forme immuable. Ce qui est certainement dépassé, c'est la forme par laquelle elle s'était exprimée pendant un siècle et demi, dans le contraste pays industrialisés/pays non industrialisés, cette forme qui a été précisément remise en cause par le mouvement de libération nationale des périphéries imposant au centre de s'ajuster, lui, aux transformations entraînées par l'industrialisation (fut-elle inégale) des périphéries. Peut-on, à partir de ce constat, conclure que l'Asie de l'Est est en passe de "rattraper" les centres de la triade ? Pour le dire il faut aller vite. La thèse que je propose ici conduit à une conclusion fort différente : à travers l'exercice des cinq monopoles de la triade la loi de la valeur mondialisée produit une polarisation dans des formes nouvelles, subalternisant l'industrie des périphéries dynamiques. La Chine si elle choisit de s'intégrer davantage dans la division internationale du travail, n'échappera pas à cette perspective.

Pendant longtemps - de la révolution industrielle au début du XIXe siècle jusqu'aux années 1930 de ce siècle (pour ce qui est de l'Union soviétique) puis 1950 (en ce qui concerne le tiers monde) le contraste centres/périphéries du système mondial moderne était pratiquement synonyme de l'opposition pays industrialisés/non industrialisés. Les révoltes des périphéries - prenant la forme de révolutions socialistes (Russie, Chine) ou de libération nationale - ont remis en cause cette forme ancienne de la polarisation en engageant leurs sociétés dans le processus de modernisation industrialisation. Graduellement l'axe autour duquel se réorganise le système capitaliste mondial, celui qui définira les formes d'avenir de la polarisation, s'est constitué autour de ce que j'appelle les "cinq nouveaux monopoles" dont bénéficient les pays de la triade dominante.

La position d'un pays dans la pyramide mondiale est définie par le niveau de la compétitivité de ses productions sur le marché mondial. La reconnaissance de ce truisme n'implique en aucune manière qu'on partage le point de vue banalisé de la vulgate économiste, à savoir que cette position est conquise par la mise en œuvre de politiques économiques « rationnelles », dont la rationalité est précisément mesurée à l'aune de sa soumission aux prétendues « lois objectives du marché ». Tout à fait à l'opposé de ces billevesées admises comme allant de soi, je prétends que la « compétitivité » en question est le produit complexe d'un ensemble de conditions opérant dans le champ d'ensemble de la réalité – économique, politique et sociale – et que, dans ce combat inégal, les centres mettent en œuvre ce que j'appelle leurs « cinq monopoles » articulant l'efficacité de leurs actions. Ces cinq monopoles interpellent donc la théorie sociale dans sa totalité, et sont, à mon avis :

(i) Les monopoles dont bénéficient les centres contemporains dans le domaine de la technologie ; des monopoles qui exigent des dépenses gigantesques, que seul l'Etat – le grand et riche Etat – peut envisager de soutenir. Sans ce soutien – que le

discours libéral passe toujours sous silence – et singulièrement le soutien aux dépenses militaires, la plupart de ces monopoles ne pourraient être maintenus.

(ii) Les monopoles opérant dans le domaine du contrôle des flux financiers d'envergure mondiale. La libéralisation de l'implantation des institutions financières majeures opérant sur le marché financier mondial a donné à ces monopoles une efficacité sans précédent. Il n'y a pas encore longtemps la majeure fraction de l'épargne dans une nation ne pouvait circuler que dans l'espace – généralement national – commandé par ses institutions financières. Aujourd'hui il n'en est plus de même : cette épargne est centralisée par l'intervention d'institutions financières dont le champ d'opération est désormais le monde entier. Elles constituent le capital financier, le segment le plus mondialisé du capital. Il reste que ce privilège est assis sur une logique politique qui fait accepter la mondialisation financière. Cette logique pourrait être remise en cause par une simple décision politique de déconnexion, fut-elle limitée au domaine des transferts financiers. Par ailleurs les mouvements libres du capital financier mondialisé opèrent dans des cadres définis par un système monétaire mondial fondé sur le dogme de la libre appréciation de la valeur des devises par le marché (conformément à une théorie selon laquelle la monnaie serait une marchandise comme les autres) et sur la référence au dollar comme monnaie universelle de facto. La première de ces conditions est sans fondement scientifique et la seconde ne fonctionne que faute d'alternative. Une monnaie nationale ne peut remplir les fonctions d'une monnaie internationale d'une manière satisfaisante que si les conditions de la compétitivité internationale produisent un excédent structurel d'exportation du pays dont la devise remplit cette fonction, assurant le financement par ce pays de l'ajustement structurel des autres. C'était le cas au XIXe siècle de la Grande Bretagne. Ce n'est pas le cas des Etats Unis aujourd'hui qui, au contraire, financent leur déficit par leurs emprunts qu'ils imposent aux autres. Ce n'est pas non plus le cas des concurrents des Etats Unis, les excédents du Japon et de l'Europe étant sans commune mesure avec les besoins financiers que l'ajustement structurel des autres exige. Dans ces conditions la mondialisation financière, loin de s'imposer « naturellement » est au contraire d'une fragilité extrême. A court terme elle n'engendre qu'une instabilité permanente et non pas la stabilité nécessaire pour que les processus d'ajustement puissent opérer efficacement.

(iii) Les monopoles opérant dans l'accès aux ressources naturelles de la planète. Les dangers que l'exploitation insensée de ces ressources font désormais courir à la planète, et que le capitalisme – qui est fondé sur une rationalité sociale à court terme sans plus – ne peut surmonter, renforcent la portée du monopole des pays déjà développés, qui s'emploient à simplement éviter que leur gaspillage ne s'étende aux autres.

(iv) Les monopoles opérant dans les champs de la communication et des médias qui non seulement uniformisent par le bas la culture mondiale qu'ils véhiculent, mais encore ouvrent des moyens nouveaux à la manipulation politique. L'expansion du marché des médias modernes est déjà l'une des composantes majeures de l'érosion du concept et de la pratique de la démocratie en Occident même.

(v) Enfin les monopoles opérant dans le domaine des armements de destruction massive. Limité par la bipolarité de l'après guerre, ce monopole est à nouveau l'arme absolue dont la diplomatie américaine se réserve seule l'usage, comme

en 1945. Si la « prolifération » comporte des dangers évidents de dérapage, à défaut d'un contrôle mondial démocratique d'un désarmement vraiment global il n'y a pas d'autre moyen par lequel ce monopole inacceptable peut être combattu.

Pris ensemble ces cinq monopoles définissent le cadre dans lequel la loi de la valeur mondialisée s'exprime. Loin d'être l'expression d'une rationalité économique « pure », qu'on pourrait détacher de son cadre social et politique, la loi de la valeur est l'expression condensée de l'ensemble de ces conditionnements. Je soutiens ici que ces conditionnements annulent la portée de l'industrialisation des périphéries, dévaluent le travail productif incorporé dans ses productions tandis qu'elles surévaluent la prétendue valeur ajoutée attachée aux activités par lesquelles opèrent les monopoles nouveaux au bénéfice des centres. Ils produisent donc une nouvelle hiérarchie dans la répartition du revenu à l'échelle mondiale, plus inégale que jamais, subalternisent les industries de la périphéries et les réduisent au statut d'activités de sous traitance. La polarisation trouve ici son fondement nouveau appelé à commander ses forme d'avenir.

Dans le cadre du capitalisme mondialisé les compétitivités comparées des systèmes productifs au sein de la triade, de l'Union Européenne, des mondes périphériques et les tendances majeures de leur évolution, constituent certes une donnée lourde dans la perspective du moyen long terme. Considérés conjointement l'ensemble de ces facteurs entraînent presque partout un fonctionnement des économies à plusieurs vitesses : certains secteurs, régions, entreprises (notamment parmi les transnationales géantes) enregistrent des taux de croissance forts et réalisent des profits élevés ; d'autres sont stagnants, en régression ou en décomposition. Les marchés du travail sont segmentés pour être ajustés à cette situation.

Encore une fois s'agit-il là d'un phénomène réellement nouveau ? Ou bien au contraire le fonctionnement à plusieurs vitesses constitue la norme dans l'histoire du capitalisme ? Ce phénomène aurait seulement été exceptionnellement atténué durant la phase de l'après guerre (1945-1980) parce que les rapports sociaux avaient alors imposé des interventions systématiques de l'Etat (du Welfare State, de l'Etat soviétique, de l'Etat national dans le tiers monde de Bandung) qui facilitaient la croissance et la modernisation des forces productives en organisant les transferts régionaux et sectoriels qui la conditionnent.

Il n'est donc pas facile de démêler, dans l'enchevêtrement de la réalité, ce qui relève des tendances lourdes qui s'imposent dans la longue durée de ce qui relève de la conjoncture de gestion de la crise. Dans la phase actuelle, ces deux ensembles de phénomènes sont bien réels l'un et l'autre. Il y a l'aspect "crise et gestion de la crise", il y a l'aspect transformation des systèmes en cours. Le point de principe sur lequel j'insisterai est le suivant : les transformations dans le système capitaliste ne sont pas le produit de forces métasociales auxquelles il faudrait se soumettre comme à des lois de la nature (en acceptant alors qu'il n'y a pas d'alternative), mais celui de rapports sociaux. Il y a donc toujours différentes options possibles qui correspondent à des équilibres sociaux différents.

Nous sommes donc confrontés à une "nouvelle question du développement" qui impose plus que jamais de sortir de la vision limitée du "rattrapage" qui a dominé au XXe siècle. La nouvelle question du développement comporte certes une dimension sinon de "rattrapage" tout au moins de développement des forces productives. Et dans ce sens

certaines des leçons du passé sur lesquelles je reviendrai restent valables pour l'avenir. Mais elle impose également d'emblée de donner une importance bien plus grande que par le passé aux exigences de la construction d'une autre société à l'échelle mondiale.

### **VIII. Le projet hégémoniste des Etats Unis**

La géopolitique mondiale constitue le cadre incontournable dans le sein duquel se déploient les stratégies de développement des uns et des autres. Il en a toujours été ainsi, au moins pour ce qui concerne le monde moderne, c'est à dire le système monde capitaliste, depuis 1492. Les rapports de force qui donnent sa configuration à la géopolitique des phases successives de l'expansion capitaliste facilitent le développement (au sens banal du terme) des puissances dominantes et constituent un handicap pour les autres. Le moment actuel est caractérisé par le déploiement d'un projet nord américain d'hégémonisme à l'échelle mondiale. De surcroît ce projet est seul à occuper aujourd'hui toute la scène. Il n'y a plus de contre projet visant à limiter l'espace soumis au contrôle des Etats Unis, comme c'était le cas à l'époque du bipolarisme (1945-1990) ; au delà de ses ambiguïtés d'origine le projet européen est lui même entré dans une phase d'effacement (j'y reviendrai plus loin) ; les pays du Sud (le groupe des 77, les Non Alignés) qui avaient eu l'ambition au cours de la période de Bandung (1955-1975) d'opposer un front commun à l'impérialisme occidental (ce que j'appelle le système de 1492) y ont renoncé ; la Chine elle même, qui fait cavalier seul, n'a gère que l'ambition de protéger son projet national (lui même ambigu d'ailleurs) et ne se pose pas en partenaire actif dans le façonnement du monde.

La question centrale est donc d'examiner de plus près d'une part la nature du projet des Etats Unis, ses forces et ses faiblesses et de l'autre les possibilités de cristallisation d'autres projets.

Sans doute l'hégémonisme des Etats Unis n'est-elle pas un élément nouveau de la géopolitique mondiale. La phase de l'après guerre toute entière est déjà celle d'une hégémonie des Etats Unis. Dire cela implique un concept d'hégémonie et, celle-ci est à la fois multidimensionnelle, relative et toujours menacée. Multidimensionnelle au sens qu'elle n'est pas seulement économique (productivité supérieure dans les secteurs clés de la production, initiative dans l'invention technologique, poids décisif dans les échanges commerciaux mondiaux, maîtrise de la devise clé du système etc.) mais également politique et idéologique (voire culturelle) comme militaire. Relative car l'économie capitaliste mondiale n'est pas un Empire monde gouverné par un centre unique. Le centre hégémonique doit nécessairement passer des compromis avec les autres, fussent-ils en position de dominés, a fortiori s'ils refusent cette position. De ce fait l'hégémonie est toujours menacée par l'évolution des rapports de force entre les partenaires du système mondial.

Si l'on retient la dimension économique au sens étroit du terme, mesurée approximativement par le PIB per capita, les tendances structurelles de la balance commerciale, on en conclura que l'hégémonie américaine, écrasante en 1945, s'efface dès les années 1960 et 1970 par le brillant rattrapage européen et japonais. Les Européens ne cessent de le rappeler, dans des termes bien connus : l'Union Européenne constitue la première force économique et commerciale à l'échelle mondiale etc. Affirmation qui est un peu rapide. Car, s'il y a bien un marché européen unique, voire l'amorce d'une monnaie unique, "une" économie européenne n'existe pas (ou pas

encore). Il n'y a pas un "système productif européen", comme il existe un système productif des Etats Unis. Les économies mises en place en Europe par la constitution des bourgeoisies historiques des Etats concernés et le façonnement dans ce cadre de systèmes productifs nationaux autocentrés (même s'ils sont simultanément ouverts et même agressivement ouverts) sont demeurées largement telles. Il n'y a pas de transnationales européennes, mais exclusivement des transnationales britanniques, allemandes, françaises etc. Les seules exceptions ont été le produit de coopérations inter-Etats dans le secteur public, dont Airbus est le prototype (et cette observation est importante parce qu'elle rappelle le rôle décisif du secteur public dans la transformation éventuelle des structures). Il n'y a pas d'interpénétration des capitaux nationaux, ou plus exactement cette interpénétration n'est pas plus dense dans les rapports intra européens que dans ceux que chacune des nations européennes entretient avec les Etats Unis et le Japon. Si donc les systèmes productifs européens sont érodés, affaiblis par ladite "interdépendance mondialisée", c'est précisément au bénéfice de la mondialisation et des forces qui la dominent et non à celui d'une "intégration européenne", encore presque inexistante.

Si l'on prend en considération d'autres aspects de la vie économique, comme l'innovation technologique ou la place tenue par la monnaie nationale dans le système monétaire international, l'asymétrie entre les Etats Unis et l'Union Européenne s'accuse. On peut en discuter concernant l'innovation technologique, encore que la supériorité militaire des Etats Unis demeure le véhicule principal d'un avantage nord américain difficile à contester. Or la recherche militaire produit des effets civils décisifs (voir Internet par exemple). Concernant les avantages que représentent pour les Etats Unis l'usage du dollar comme moyen de règlement international dominant (ce qui leur permet de soutenir un déficit permanent de leurs balance extérieure, atténuant par la même les conséquences d'une perte de compétitivité sur les marchés mondiaux), ceux-ci ne paraissent pas menacés par l'Euro. Mon point de vue est que, tant qu'il n'y aura pas "une" économie européenne intégrée, l'adoption de l'Euro comme monnaie commune restera fragile et menacée et l'Euro aura des difficultés à supplanter le dollar à l'échelle mondiale.

Mais l'hégémonisme des Etats Unis repose sur une seconde jambe, celle de leur puissance militaire. Construit systématiquement depuis 1945, couvrant l'ensemble de la Planète découpée en régions relevant du système intégré des "US military commands", cet hégémonisme avait été contraint d'accepter la coexistence pacifique que la puissance militaire soviétique lui imposait. La page dite de la guerre froide tournée, en dépit de l'effondrement de l'URSS dont la prétendue "menace" avait servi de prétexte à la mise en place du système militaire des Etats Unis, Washington n'a pas opté pour un démantèlement de celui-ci mais au contraire pour son renforcement et son extension aux régions qui avaient échappé à son contrôle jusqu'ici.

Il n'est pas difficile de connaître les objectifs et les moyens du projet des Etats Unis. Ils sont l'objet d'un grand étalage dont la vertu principale est la franchise, quand bien même la légitimation des objectifs serait-elle toujours noyée dans un discours moralisateur propre à la tradition américaine. La stratégie globale américaine vise cinq objectifs : (i) neutraliser et asservir les autres partenaires de la triade (l'Europe et le Japon) et minimiser la capacité de ces Etats d'agir à l'extérieur du giron américain ; (ii) établir le contrôle militaire de l'OTAN et "latino-américaniser" les anciens morceaux du monde soviétique ; (iii) contrôler sans partage le Moyen Orient et ses ressources

pétrolières : (iv) démanteler la Chine, s'assurer la subordination des autres grands Etats (Inde, Brésil) et empêcher la constitution de blocs régionaux qui pourraient négocier les termes de la globalisation ; (v) marginaliser les régions du Sud qui ne représentent pas d'intérêt stratégique.

On pourrait se reporter, sur chacun de ces objectifs, à des écrits américains bien connus comme ceux de Brzezinski expliquant que la Russie doit être trançonnée en trois Etats (la Moscovie, la Sibérie et l'Extrême orient) et que les Etats Unis doivent s'emparer de l'Asie centrale et du Caucase ex soviétique et pétroliers, élargissant ainsi la sphère du Moyen Orient sous leur contrôle en alliance avec la Turquie, Israël et l'Islam politique. Je rappellerai néanmoins quelques phrases célèbres comme celle de Thomas Friedman, conseiller de Madeleine Albright : "ce dont le monde a besoin - la mondialisation ne fonctionnera que si les Etats Unis agissent avec la force toute puissante de leur position de superpuissance" (New York Times Magazine, 28 Mars 1999) ; ou celle de Henry Kissinger : "Globalisation is only another word for US domination" (la mondialisation n'est qu'un autre mot pour dire domination des Etats Unis). Je renverrai le lecteur à ce que j'ai écrit sur ce sujet (*L'hégémonisme américain et l'effacement du projet européen*) concernant les étapes de la mise en œuvre du projet.

L'instrument privilégié de l'offensive hégémoniste est donc militaire. Cette hégémonie, qui garantirait à son tour celle de la triade sur le système mondial, exigerait donc que leurs alliés acceptent de naviguer dans le sillage américain, comme la Grande Bretagne, l'Allemagne et le Japon en reconnaissant la nécessité sans états d'âme, pas même « culturels ». Mais du coup les discours dont les politiciens européens abreuvent leurs auditoires – concernant la puissance économique de l'Europe – perdent toute portée réelle. En se situant exclusivement sur le terrain des disputes mercantiles, sans projet propre, l'Europe est battue d'avance. On le sait bien à Washington.

Le moyen principal au service de la stratégie choisie par Washington est l'OTAN, ce qui explique sa survie à l'effondrement de l'adversaire contre lequel l'organisation avait été créée. L'OTAN parle aujourd'hui au nom de la « communauté internationale », exprimant par là même son mépris du principe démocratique qui gouverne cette communauté par le canal de l'ONU. Dans les débats américains concernant la stratégie globale en question il n'est que rarement question des droits de l'homme ou de la démocratie. Ceux-ci ne sont invoqués que lorsque cela est utile pour la mise en œuvre de la stratégie globale. D'où le cynisme aveuglant et l'usage systématique de la règle « deux poids – deux mesures ».

L'objectif avoué de cette stratégie est de ne tolérer l'existence d'aucune puissance capable de résister aux injonctions de Washington, et pour cela de chercher à démanteler tous les pays jugés « trop grands », comme de créer le maximum d'Etats croupions, proies faciles pour l'établissement de bases américaines assurant leur « protection ». Un seul Etat a le droit d'être « grand », les Etats Unis, au dire de leurs deux derniers Présidents.

La méthode mise en œuvre ne se contente pas du matraquage et de la manipulation médiatiques. Elle tente d'enfermer les peuples dans des alternatives immédiates inacceptables : accepter l'oppression, disparaître, se placer sous le protectorat US ? Pour cela il faut faire le silence le plus total sur les politiques qui ont conduit au drame. L'exemple du Kosovo est, sur ce plan, éclatant. Encouragés par leur succès dans la

guerre du Golfe les Etats Unis se sont alors impliqués dans les affaires européennes, en exploitant les crises yougoslaves, poursuivant différents objectifs dont la soumission de l'Union Européenne n'est pas le moindre.

Cette intervention systématique des Etats Unis repose sur trois principes : (i) la substitution brutale de l'OTAN à l'ONU comme moyen de gestion de l'ordre international, confirmée au lendemain de la guerre du Kosovo par l'extension du champ géographique des responsabilités de l'OTAN et leur formulation suffisamment ambiguë pour permettre aux Etats Unis d'en faire l'usage qu'ils souhaitent ; (ii) l'alignement de l'Europe sur les objectifs stratégiques de Washington, autrement dit le retour au principe traditionnel de la politique antérieure à la création de l'ONU en 1945, à savoir l'utilisation de la guerre comme moyen de règlement des problèmes politiques ; (iii) le choix de méthodes militaires renforçant l'hégémonisme américain (bombardements sans risque et utilisation de troupes européennes supplétives pour une intervention éventuelle sur le terrain).

Les conséquences de ces options sont catastrophiques sur tous les plans. Elles ont ôté toute crédibilité aux discours dominants concernant la démocratie et les droits des peuples. Elles révèlent que l'objectif stratégique vise en fait, au delà de la Serbie, la Russie et la Chine comme les stratèges américains ne se privent pas de l'écrire. Par là même l'OTAN, devenue ouvertement l'instrument de l'expansionnisme américain et non plus celui de la défense européenne, met un terme aux illusions d'une « autonomie européenne », contraignant l'Union Européenne à un nouvel alignement plus sévère encore que celui imposé dans le passé sous prétexte de « guerre froide ».

La seule option qui aurait eu un sens pour l'Europe eut été d'inscrire sa construction dans la perspective d'un monde multipolaire. La marge d'autonomie qui définit cette option eut permis l'invention d'un projet sociétair valable socialement, dans la meilleure tradition humaniste européenne. Cette option impliquait évidemment de reconnaître à la Russie, à la Chine et à chacune des grandes régions du tiers monde la même marge d'autonomie. Elle impliquait que la page de l'OTAN soit définitivement tournée, au bénéfice de la conception d'une force défensive européenne, graduellement intégrée au rythme des progrès de la construction politique européenne elle même. Comme elle impliquait la conception de modes de régulation adéquats au niveau européen comme à celui du système mondial se substituant aux formules dominantes de Bretton Woods, de l'OMC et de l'AMI. En faisant l'option d'une mondialisation libérale l'Europe a en fait renoncé à utiliser son potentiel de compétitivité économique et s'est inscrite dans le sillage des ambitions de Washington.

Que les Etats européens aient choisi cette voie révèle la fragilité du projet européen lui même et même que ce projet ne bénéficie en fait que d'une priorité subalterne dans l'échelle des visions politiques dominantes. En fait l'option fondamentale de la Grande Bretagne depuis 1945 est de se consoler de la perte de son rôle impérial en le revivant par procuration à travers les Etats Unis. Celle de l'Allemagne, ayant renoncé au rêve nazi fou de conquête du monde, est de limiter ses ambitions à la mesure de ses moyens en reconstituant sa zone d'influence traditionnelle en direction de l'Europe de l'Est et du Sud est, dans le sillage de la stratégie hégémoniste mondiale de Washington. Pour des raisons un peu analogues le Japon – face à la Chine et même à la Corée – inscrit également ses ambitions d'expansion strictement régionales dans cette même perspective américaine globale.

Le projet européen peut-il être sauvé de la débâcle ? Les choses étant ce qu'elles sont le seul moyen pour remonter la pente qui conduit à rendre le projet européen insignifiant impliquerait de la part des forces politiques qui y sont attachées – en France, en Allemagne, en Italie – de retailler celui-ci à la mesure du possible immédiat. C'est à dire à revenir à un concept plus modeste d'une « Europe des nations » en attendant la maturation progressive d'une coopération s'approfondissant graduellement. Cela impliquerait à son tour une approche amicale – et non agressive – à l'égard de la Russie, de la Chine et du tiers monde, et, dans ce cadre, une réanimation des fonctions de l'ONU. Encore une fois ce n'est pas l'option faite par les gouvernements européens, y compris les socialistes majoritaires. La priorité donnée à la gestion ultra conservatrice d'une monnaie commune illusoire, le soutien au libéralisme mondialisé et à la stratégie hégémoniste américaine s'inscrivent contre le projet d'un monde multipolaire et conduisent aux pires catastrophes pour l'Europe comme pour le reste du monde.

S'aligner sur cette stratégie des Etats Unis et de leurs alliés subalternisés de l'OTAN a des conséquences dramatiques. L'ONU est déjà en passe de subir le sort de la SDN. Car bien que d'évidence – et fort heureusement – la société américaine n'est pas celle de l'Allemagne nazie, pour les dirigeants de Washington comme naguère pour ceux de Berlin la force est érigée en principe suprême, au mépris du droit international auquel le discours dominant a substitué un curieux « devoir d'ingérence » qui rappelle fâcheusement la « mission civilisatrice » de l'impérialisme du XIXe siècle. Je reviendrai plus loin sur les questions de droit international qui sont posées ici.

La "mondialisation" qu'on présente presque toujours comme un impératif imposé par le "progrès économique" et la transformation positive des sociétés qui lui est associée, n'est en fait qu'une stratégie d'hégémonisme des Etats Unis visant à assurer le double contrôle des Etats Unis d'une part sur "le gouvernement économique du monde" assuré par des institutions - comme l'OMC - d'apparence internationale mais en fait gérée conjointement par les transnationales (américaines en premier lieu) et le gouvernement américain, et d'autre part sur son gouvernement politique et militaire par le moyen de l'OTAN.

Evidemment, soit dit en passant, la gestion économique du monde telle que conçue par Washington n'a rien à voir avec les discours qu'on tient à son sujet. Les Etats Unis sont moins convaincus que ne le sont, en apparence, leurs alliés européens des vertus de la concurrence et du "fair play" qu'ils violent d'ailleurs impunément chaque fois que leurs intérêts sont en jeu. Par ailleurs Washington sait que sans son hégémonisme militaire, les Etats Unis ne peuvent pas imposer au monde le financement de leur déficit d'épargne, condition du maintien artificiel de leur position économique.

Le ralliement des Etats européens à ce double objectif de Washington ne signifie rien d'autre que l'effacement du projet européen, sa double dilution économique (les avantages de l'union économique européenne se dissolvent dans la mondialisation économique) et politique (l'autonomie politique et militaire européenne disparaît derrière l'OTAN). Il n'y a plus, à l'heure actuelle, de projet européen. On lui a substitué un projet nord atlantique (ou éventuellement de la Triade) sous commandement américain. Ce projet, qui avait été suggéré par un commissaire européen - Léon Brittain - et suscité à l'époque un tollé général (au moins en France) est, en fait, le seul qui soit mis en œuvre à l'heure actuelle.

Loin de nous cependant l'idée que la puissance hégémonique des Etats Unis constitue une force invincible. Elle peut - et doit - être battue. A quelles conditions ? Je reviendrai plus loin sur cette question majeure, me contentant ici de signaler les faiblesses de cette hégémonie.

En dépit de ses moyens militaires super sophistiqués cette puissance est fortement handicapée par l'opinion publique américaine qui n'accepte la guerre que "sans risque" - ce qui exige que des supplétifs qui, eux, acceptent les risques normaux de toute intervention, soient fournis par des alliés subalternés. Se pose de surcroît la question du financement de ce type de guerre. Et si, dans le cas de la guerre du Golfe, la question ne se posait pas, les Etats pétroliers de la région n'ayant pas le pouvoir de refuser le financement des opérations (et même du maintien des forces américaines sur leur territoire, afin de les "protéger"), il n'en sera peut être pas de même lorsque la note sera adressée à l'Europe, à la suite de la guerre du Kosovo, et peut être d'autres interventions du même style, demain. C'est la raison sans doute pour laquelle on peut d'une certaine manière dire que l'hégémonisme américain est déjà en crise. On avance souvent l'idée que cet hégémonisme militaire n'est pas durable, parce qu'il coûte trop cher et que la société américaine elle même n'est pas disposée à en assumer le coût. J'émet des réserves formelles sur ces thèses pour au moins deux raisons. La première est qu'une réduction sérieuse des dépenses militaires américaines plongerait le pays dans une crise au moins aussi terrible que celle des années 1930. Avec Sweezy et Magdoff je suis de ceux qui analysent le capitalisme comme un forme sociale engendrant en permanence une tendance à la surproduction, la "crise" étant alors la forme normale de son état, tandis que la prospérité est, elle, l'exception qui doit être expliquée par des raisons particulières. Dans cette analyse nous mettons en relief le fait que les Etats Unis ne sont sortis de la crise des années 1930 que par leur surarmement, pendant et après la seconde guerre mondiale. Aujourd'hui leur économie est monstrueusement difforme : près du tiers de l'activité économique dépend directement et indirectement du complexe militaire (une proportion que seule l'URSS avait atteinte à l'époque de Brezhnev). La seconde est que l'hégémonisme paie, précisément par le privilège que le dollar monnaie mondiale assure. Accepter donc pour Washington une réduction de leur rôle sur la scène mondiale, voir un "partage" des responsabilités avec l'Europe et le Japon (le fameux "sharing" dans la langue de leur diplomatie), entraînerait une réforme du système monétaire international, la perte du privilège du dollar et donc, loin de permettre des "économies", tarirait le flux des capitaux qui opère en leur faveur.

Ce dernier point que je fais est à mon avis d'une extrême importance. L'hégémonie de l'Angleterre au XIXe siècle reposait sur une capacité d'épargne britannique forte et sur ses exportations de capitaux, finançant par là même le "développement" (au sens conventionnel du terme) des périphéries (en finançant des chemins de fer ou des ports en Argentine, en Inde etc. ). L'hégémonie américaine ne repose sur rien de pareil. Au contraire les Etats Unis sont importateurs massifs de capitaux en provenance de tout le reste du monde, leur épargne propre étant nulle. Leur prospérité repose sur l'appauvrissement de tous les autres. Mais il est évident que cette position parasitaire n'est guère tenable dans le long terme. Elle symbolise la fragilité de l'hégémonisme américain.

Différents scénarios peuvent être imaginés dans le cadre de ce qui vient d'être dit. Certains fondés sur une hégémonie des Etats Unis plus marquée, d'autres sur un "partage" ("sharing") moins déséquilibré entre les partenaires de la Triade. Je reviendrai plus loin sur la variété de ces scénarios possibles, tous néanmoins de nature impérialiste. Pour cette raison ils sont négatifs dans toutes leurs dimensions pour ce qui est du tiers monde. Car ils impliquent clairement une pression économique et financière alourdie, l'extraction d'un surplus grandissant, même des pays les plus démunis. Le discours de charité (l'aide humanitaire, la prétendue lutte contre la pauvreté etc.) substitué à celui du développement en est le témoignage éloquent. Bien entendu la Banque Mondiale et les ONG qui naviguent dans son sillage sont déjà les instruments de cette stratégie. Au plan international les stratégies impliquées dans toutes leurs modalités substituent la triade à la famille des nations qui constituent la planète, l'OTAN (pas même l'OCDE encore moins l'Union Européenne) au Conseil de Sécurité et à l'Assemblée Générale de l'ONU, la Banque mondiale au PNUD et aux institutions spécialisées de l'ONU, vassalisées. L'ONU risque alors de subir le sort de la défunte SDN, et elle est déjà traitée comme telle par le G7.

Le double combat pour la démocratie et le développement restera parfaitement inefficace s'il s'accompagne par la soumission à l'hégémonisme américain. Combattre pour le développement et la démocratie et contre l'hégémonisme de Washington sont indissociables.

## **IX . L'impérialisme, stade permanent du capitalisme**

L'impérialisme n'est pas un stade - fut-il suprême - du capitalisme. Il est, dès l'origine, immanent à son expansion. La conquête impérialiste de la planète par les Européens et leurs enfants nord américains s'est déployée en deux temps et en amorce peut être un troisième.

\* Le premier moment de ce déploiement dévastateur de l'impérialisme s'est organisé autour de la conquête des Amériques, dans le cadre du système mercantiliste de l'Europe atlantique de l'époque. Il s'est soldé par la destruction des civilisations indiennes et leur hispanisation-christianisation, ou tout simplement par le génocide parfait, sur lequel se sont construits les Etats Unis. Le racisme fondamental des colons anglo-saxons explique que ce modèle ait été reproduit ailleurs, en Australie, en Tasmanie (le génocide le plus parfait de l'histoire), en Nouvelle Zélande. Car si les espagnols catholiques agissaient au nom de la religion qu'il fallait imposer aux peuples conquis, les Anglo-protestants reprenaient de leur lecture de la Bible le droit d'exterminer les "infidèles". L'infâme esclavage des Noirs, rendu nécessaire par l'extermination des Indiens - ou leur résistance - a pris allègrement le relais pour la "mise en valeur" des parties utiles du continent. Personne aujourd'hui ne doute des motivations réelles de toutes ces horreurs, et ignore leur relation étroite avec l'expansion du capital mercantiliste. Il n'empêche que les Européens de l'époque ont accepté les discours idéologiques qui les ont légitimés ; et les protestations - celle de Las Casas par exemple - n'ont pas trouvé beaucoup d'échos, à l'époque.

Les dévastations de ce premier chapitre de l'expansion capitaliste mondiale ont produit - avec retard - les forces de libération qui en ont remis en question les logiques qui les commandaient. La première révolution du continent a été à la fin du XVIIIe siècle celle des esclaves de Saint Domingue (Haïti aujourd'hui), suivie plus un siècle plus tard par

la révolution mexicaine des années 1910 de ce siècle, et cinquante après par celle de Cuba. Et si je ne signale ici ni la fameuse "révolution américaine", ni celle des colonies espagnoles qui l'a rapidement suivi, c'est parce qu'il ne s'agissait ici que d'un transfert du pouvoir de décision des métropoles aux colons pour faire la même chose, poursuivre le même projet avec encore plus de brutalité - sans avoir à en partager les profits avec les "mères patries" d'origine.

\* Le second moment de la dévastation impérialiste s'est construit sur la base de la révolution industrielle et s'est manifesté par la soumission coloniale de l'Asie et de l'Afrique. "Ouvrir les marchés" - comme celui de la consommation d'opium imposée aux Chinois par les puritains d'Angleterre - , s'emparer des ressources naturelles du globe, en constituaient les motivations réelles, comme chacun le sait aujourd'hui. Mais encore une fois l'opinion européenne n'a pas vu ces réalités et accepté - mouvement ouvrier de la seconde internationale inclus - le nouveau discours légitimateur du capital. Il s'agissait cette fois de la fameuse "mission civilisatrice". Les voix lucides qu'on entend à l'époque sont plutôt celles de bourgeois cyniques, comme celle de Cecil Rhodes préconisant la conquête coloniale pour éviter la révolution sociale en Angleterre. Encore une fois celle des protestataires - de la Commune de Paris aux bolchéviks - n'a pas eu beaucoup d'écho. Cette phase seconde de la dévastation impérialiste est à l'origine du plus grand problème auquel l'humanité ait jamais été confronté : la polarisation gigantesque qui fait passer les rapports d'inégalité entre les peuples de un à deux au maximum vers 1800 pour ce qui concerne 80 % de la population de la planète à 1 à 60 aujourd'hui, les centres bénéficiaires du système ne regroupant plus que 20 % de l'humanité. Ces réalisations prodigieuses de la civilisation capitaliste ont été simultanément le motif des plus violentes confrontations entre les puissances impérialistes qu'on ait jamais connu. L'agression impérialiste a produit à nouveau les forces qui en ont combattu le projet : les révolutions socialistes (de la Russie, de la Chine, c'est dire - et pas par hasard - toujours situées dans les périphéries victimes de l'expansion impérialiste et polarisante du capitalisme réellement existant) et les révolutions de libération nationale. Leur victoire a imposé un demi siècle de répit - l'après deuxième guerre mondiale - qui a pu nourrir l'illusion qu'enfin le capitalisme - contraint de s'y ajuster - parvenir à se civiliser.

\* Il n'entre pas dans mon intention de réduire toute l'histoire des temps modernes, depuis 1492, à cette dimension impérialiste, mais seulement de placer un accent sur celle-ci, tout simplement parce que l'idéologie eurocentrique dominante en marginalise systématiquement la portée.

Le capitalisme est également une culture fondée sur l'aliénation économiciste (c'est la première thèse centrale que j'ai rappelée en introduction à cette étude) sans lequel on ne comprendrait pas son expansionnisme impérialiste qu'on pouvait alors être tenté de rapporter aux "gènes" spécifiques des Européens ou de leur culture, ce que ne manquent pas de faire de nombreux nationalistes culturalistes d'Asie et d'Afrique.

De ce fait le capitalisme est dès l'origine et en permanence traversée par des contradictions insurmontables qui invitent à penser son dépassement nécessaire. Ce besoin social s'exprime très tôt et dans tous les grands moments de l'histoire moderne. On le retrouve actif dans les trois grandes révolutions des temps modernes, la française, la russe et la chinoise. La révolution française occupe de ce fait une place exceptionnelle dans l'histoire moderne. L'aile jacobine radicale prend très tôt la mesure

des contradictions du projet bourgeois et en exprime clairement la nature, à savoir que le libéralisme économique est l'ennemi de la démocratie. Elle tentera de faire triompher un concept de révolution populaire qui dépassait les "exigences objectives" du moment, c'est à dire l'accomplissement des tâches strictement bourgeoises. De ce courant radical sortira donc une première génération de critiques communistes du capitalisme naissant (les babouvistes). De la même manière les révolutions russe et chinoise se projeteront bien en avant des tâches qui s'imposaient immédiatement à leurs sociétés, et se proposeront un objectif communiste qui les dépassait largement. Ce n'est donc pas un hasard si chacune de ces trois grandes révolutions - à la différence des autres - a été suivie d'une restauration. Les avancées qui les ont marqué dans leur grand moment demeurent néanmoins des symboles vivants pour l'avenir, ayant mis au centre de leur projet l'égalité des êtres humains et leur libération de l'aliénation marchande, avec une précocité toute particulière en ce qui concerne la révolution française.

\* Le poids de la question de l'impérialisme (et derrière elle celle de son antinomie - la libération et le développement) continuera à peser sur l'histoire du capitalisme jusqu'à nos jours. C'est ainsi que la victoire des mouvements de libération arrachant au lendemain de la seconde guerre mondiale l'indépendance politique des nations asiatiques et africaines non seulement mettait un terme au système du colonialisme mais encore d'une certaine manière clôturait l'ère de l'expansion européenne inaugurée en 1492. Cette expansion avait été la forme prise par le développement du capitalisme historique pendant quatre siècles et demi (de 1500 à 1950) au point que ces deux dimensions de la même réalité étaient devenues inséparables. Le "système mondial de 1492" avait certes déjà été entamé entre la fin du XVIIIe siècle et les débuts du XIXe par l'indépendance des Amériques, mais il ne s'agissait là que d'apparence puisque l'indépendance en question avait été conquise non par les peuples indigènes et les esclaves importés par les colons (sauf à Haïti) mais par les colons eux mêmes, transformant de la sorte l'Amérique en une seconde Europe. L'indépendance reconquise par les peuples d'Asie et d'Afrique revêtait une autre signification.

Les classes dirigeantes des pays colonialistes d'Europe n'ont pas manqué de comprendre alors que la page de l'histoire venait d'être définitivement tournée. Elles ont compris qu'il leur fallait renoncer à leur vision traditionnelle qui associait l'essor de leur économie capitaliste domestique au succès de leur expansion impériale. Car cette vision n'était pas seulement celle des puissances coloniales anciennes - en premier lieu l'Angleterre, la France et la Hollande - elle était également celle des nouveaux centres capitalistes constitués au XIXe siècle - l'Allemagne, les Etats Unis, le Japon. Les conflits intra-européens et internationaux étaient de ce fait en premier lieu des conflits pour le repartage colonial impérialiste du système de 1492. Etant entendu que les Etats Unis se réservaient l'exclusivité dans tout le nouveau continent.

Les classes dirigeantes des Etats de l'Europe occidentale et centrale capitaliste de l'après guerre vont donc s'engager dans une nouvelle perspective, celle de la construction européenne. Une construction qui, par sa logique même pourrait mettre simultanément un terme aux conflits intra-européens et au système de 1492 (le "vieux colonialisme"). Non que la renonciation à l'avantage colonial fut acceptée d'emblée. Elle ne le fut qu'après que les guerres coloniales conduites dans l'après guerre eussent tourné à l'avantage des peuples révoltés. Et ce n'est donc pas tout à fait un hasard si la date du traité de Rome instituant la Communauté Européenne à six (1957) coïncide avec la loi cadre qui préparait l'indépendance des dernières colonies françaises, celles

d'Afrique. Quelques années plus tard De Gaulle substituait clairement le "choix européen" de la France à la vieille tradition de son option coloniale.

La construction d'un grand espace européen, développé, riche, disposant d'un potentiel technologique et scientifique de premier ordre comme de fortes traditions militaires, paraissait constituer une alternative solide sur la base de laquelle un nouvel essor de l'accumulation capitaliste pourrait être envisagé, sans "colonies", c'est à dire sur la base d'une mondialisation de type nouveau, différente de celle du système de 1492. La question reste de savoir en quoi ce système mondial nouveau pourrait différer de l'ancien, s'il sera toujours polarisant, comme l'ancien, fût-ce sur des bases nouvelles, ou s'il cessera de l'être.

Sans doute cette construction qui non seulement est loin d'être achevée mais passe par un moment de crise qui pourrait en remettre en question la portée, restera-t-elle difficile, tant pèsent les réalités historiques nationales pour lesquelles les formules permettant leur réconciliation avec la formation d'une unité politique européenne n'ont pas encore été trouvées. De surcroît la vision concernant l'articulation de cet espace économique et politique européen au nouveau système mondial, également à construire, demeure jusqu'ici ambiguë, voire brumeuse. S'agit-il d'un espace économique conçu pour être le concurrent de l'autre grand espace, celui créé dans la seconde Europe par les Etats Unis ? Et comment cette concurrence réagira-t-elle sur les relations de l'Europe et des Etats Unis avec le reste du monde ? Les concurrents s'affronteront-ils comme les puissances impérialistes de l'époque antérieure ? Ou bien agiront-ils de concert ? Dans ce cas les Européens choisiront-ils de revivre l'impérialisme du système de 1492 rénové par procuration, inscrivant leur options politiques dans le sillage de celles de Washington ? A quelles conditions la construction européenne en question pourrait s'inscrire dans celle d'une mondialisation qui mette un terme définitif au système de 1492 ?

Autant de questions sur lesquelles il faudra revenir.

\* Nous sommes aujourd'hui confronté à l'amorce du déploiement d'une troisième vague de dévastation du monde par l'expansion impérialiste, encouragée par l'effondrement du système soviétique et des régimes du nationalisme populiste du tiers monde. Les objectifs du capital dominant sont toujours les mêmes - le contrôle de l'expansion des marchés, le pillage des ressources naturelles de la planète, la surexploitation des réserves de main d'œuvre de la périphérie - bien qu'ils opèrent dans des conditions nouvelles et par certains aspects fort différentes de celles qui caractérisaient la phase précédente de l'impérialisme. Le discours idéologique destiné à rallier les opinions des peuples de la triade centrale a été rénové et se fonde désormais sur un "devoir d'intervention" que légitimerait la défense de la "démocratie", des "droits des peuples", "l'humanitaire". Mais si l'instrumentalisation cynique de ce discours paraît évidente aux Asiatiques et aux Africains, tant les exemples de "deux poids - deux mesures" sont flagrants, l'opinion occidentale s'y est ralliée avec autant d'enthousiasme qu'elle s'y était aux discours des phases antérieures de l'impérialisme.

D'autre part les Etats Unis déploient, dans cette perspective, une stratégie systématique qui vise à assurer leur hégémonie absolue en solidarissant derrière eux l'ensemble des partenaires de la triade par la mise en avant de leur puissance militaire. La guerre du Kosovo a rempli de ce point de vue des fonctions décisives, comme en témoigne la

capitulation intégrale des Etats européens ralliés aux vues américaines concernant le "nouveau concept stratégique" adopté par l'OTAN immédiatement après la "victoire" en Yougoslavie les 23-25 Avril 1999. Dans ce "concept nouveau" (qualifié plus brutalement outre Atlantique de "doctrine Clinton") les missions de l'OTAN sont étendues pratiquement à toute l'Asie et l'Afrique (les Etats Unis se réservant seuls le droit d'intervention en Amérique depuis la doctrine Monroe), avouant par là même que l'OTAN n'est pas une alliance défensive mais l'instrument offensif des Etats Unis. Simultanément ces missions sont redéfinies dans des termes vagues à souhait qui intègrent de nouvelles "menaces" (la criminalité internationale, le "terrorisme", l'armement "dangereux" de pays hors OTAN etc. ) ce qui doit permettre évidemment de justifier à peu près n'importe quelle agression utile aux Etats Unis. Clinton ne s'est d'ailleurs pas privé de parler à ce sujet des "Etats crapules" qu'il faudrait frapper "préventivement", sans préciser davantage ce qu'il entend par la crapulerie en question. L'OTAN est de surcroît libérée de l'obligation de n'agir que sur mandat de l'ONU, traité avec un mépris égal à celui par lequel les puissances fascistes ont traité la SDN (l'analogie des termes utilisés est frappante).

L'idéologie américaine a le soin d'emballer la marchandise de son projet impérialiste dans le langage ineffable de la "mission historique des Etats Unis". Tradition transmise depuis l'origine par les "pères fondateurs" sûrs de leur inspiration divine. Les libéraux américains - au sens politique de ce terme, qui se voient comme la "gauche" de leur société - partagent cette idéologie. Aussi présentent-ils l'hégémonie américaine comme nécessairement "bénigne", source de progrès de conscience et de pratique démocratique dont bénéficieront forcément ceux qui ne sont pas les victimes de ce projet mais, à leurs yeux, les bénéficiaires. Hégémonie américaine, paix universelle, démocratie et progrès matériel sont associés comme des termes indissociables. La réalité évidemment est située ailleurs.

L'incroyable ralliement au projet des opinions publiques européennes (celle des Etats Unis est suffisamment naïve pour ne poser aucun problème ), et en particulier de celles de leurs gauches majoritaires, constitue une catastrophe dont les conséquences ne pourront être que tragiques. Le matraquage des médias - focalisé sur les régions d'intervention décidées par Washington - explique sans doute en partie ce ralliement. Mais, au delà, les Occidentaux sont persuadés que parce que les Etats Unis et les pays de l'Union Européenne sont "démocratiques", leurs gouvernements sont incapables de "vouloir le mal", réservé aux "dictateurs" sanglants de l'Orient. Cette conviction les aveuglent au point de leur faire oublier le poids décisif des intérêts du capital dominant. Ainsi une fois de plus les opinions dans les pays impérialistes se donnent-elles bonne conscience.

Comment les peuples menacés par cette troisième vague de l'expansion impérialiste réagiront ? Il est encore trop tôt pour le dire. Mais ils réagiront certainement.

## **X. Géométrie des conflits internationaux en perspective**

La crise exacerbe déjà les contradictions au sein des blocs de classes dominantes, dans les pays de l'Union Européenne, en Russie comme dans les autres pays frappés par les crises en cours de développement (en Corée, en Asie du Sud-est, demain en Amérique latine, en Afrique et dans le monde arabe, en Inde). Rien ne garantit a priori que ces contradictions seront surmontées par des moyens démocratiques. D'une manière

générale les classes dominantes aux abois s'emploient à éviter que les peuples n'interviennent dans les débats, soit en manipulant les opinions (et sauvegardant ainsi les apparences de la démocratie), soit en envisageant carrément le recours à la violence.

Ces conflits sont appelés à prendre des dimensions internationales de plus en plus accusées, à opposer donc des Etats et des groupes d'Etats les uns aux autres. Déjà on voit se dessiner le conflit entre les Etats Unis, le Japon et leur fidèle allié australien d'une part, la Chine et les autres pays asiatiques d'autre part. Il n'est pas difficile d'imaginer la renaissance d'un conflit entre les Etats Unis et la Russie, si celle-ci parvient à sortir de l'involution dans laquelle Boris Eltsine l'a engagée. Les conflits, jusqu'ici feutrés, entre l'Union Européenne (ou certains pays de l'Union), le Japon et les Etats Unis sont également appelés à prendre plus d'ampleur et à s'articuler sur ceux qui opposent la triade à la Russie, à la Chine, à l'Inde et aux continents du tiers monde en général. A défaut le projet européen lui même est appelé à s'estomper.

\* Pour toutes ces raisons l'avenir dépendra dans une large mesure des réponses aux défis qui se dessineront dans les différentes régions du monde. Deux d'entre elles me paraissent néanmoins plus décisives de ce point de vue : l'Europe (y compris la Russie) et la Chine.

Concernant l'Europe, on constatera que jusqu'à ce jour les intérêts qui y sont dominants (ses grandes firmes) inscrivent leurs stratégies, comme celles des Etats Unis et du Japon, dans le cadre de la mondialisation débridée. De ce fait elles ne sont pas des agents actifs capables de remettre en question l'hégémonie américaine à l'échelle mondiale, ni de développer une autre vision des rapports Nord-Sud. De ce fait également les nouveaux rapports Ouest-Est en Europe s'inscrivent spontanément dans une perspective de "latino-américanisation" de l'Est, non de son intégration sur pied d'égalité. Les gauches européennes, à l'Ouest et à l'Est seront-elles capables de définir ensemble une autre stratégie à la hauteur des exigences d'un pacte social progressiste pan-européen ? Les options libérales et les processus de latino-américanisation de l'Europe de l'Est accentuent le déséquilibre à l'intérieur de l'Union en faveur de l'Allemagne. "L'Europe allemande" sera-t-elle acceptable à la longue par la Grande Bretagne, la France, la Russie ? En attendant, le ralliement à ce projet perpétue l'hégémonie américaine globale, parce que l'Allemagne, comme le Japon, jouent ici la carte de puissances régionales alignées derrière les Etats Unis sur les questions de portée mondiale.

Mais, pour des raisons qui tiennent peut-être à l'histoire et à ce qu'elle lègue à l'Europe de traditions humanistes et socialistes, je n'exclue pas que se dessine et finisse par s'imposer un autre projet européen, celui d'une Europe "sociale". Mais alors il faudra réfléchir sur ce que cela peut signifier. Au delà des termes "magiques" dont le sens reste flou ("néo-keynesianisme" ?), voudra-t-on une Europe sociale "forteresse" ? une Europe sociale ouverte, et comment alors gérer ses rapports aux Etats Unis, au Japon et aux périphéries ?

De son côté l'évolution de la Chine pèsera lourd dans la balance mondiale, du fait même du poids de ce pays continent. J'ai proposé d'explicitier les conditions internes et externes qui gouvernent différents scénarios tous également possibles, en les classant de la manière qui suit :

(i) Scénario de l'éclatement du pays (qui est l'objectif de la stratégie des Etats Unis et du Japon), de la "marginalisation" du Nord et de l'Ouest chinois et de l'intégration du Sud est compradorisé dans la constellation d'un Sud-est asiatique industrialisé mais néanmoins dominé par le Japon et les Etats Unis.

(ii) Scénario de la poursuite du projet national chinois, fondé sur le succès des "trois positifs" (redistribution sociale du revenu suffisante pour maintenir la solidarité dans la nation, redistribution régionale renforçant l'interdépendance des marchés régionaux internes de la Chine, maintien du contrôle des relations avec l'extérieur soumises aux logiques du projet national).

(iii) Dégradation de ce dernier scénario sous l'effet de ce que j'ai qualifié de "quatrième et grand négatif", à savoir la tentative de poursuite du projet national sans sortir du cadre du système de pouvoir en vigueur (le Parti-Etat dit léniniste). Cette dégradation pourrait soit conduire à l'éclatement du pays (premier scénario), soit à la cristallisation d'une forme plus franche de capitalisme national (probablement peu démocratique).

(iv) Evolution à gauche du projet en cours et renforcement des pouvoirs des forces sociales populaires, faisant avancer le pays dans la longue transition au socialisme.

Pour conclure, je ne reviendrai pas ici sur les scénarios du futur qui s'inscriraient dans la logique du déploiement du projet de domination mondialisée du grand capital. D'abord parce que je pense que ce projet est utopique, n'a déjà produit que le chaos, et culbutera dans un sens ou un autre. Ensuite, parce que l'on pourrait multiplier les variantes de ce même grand scénario, dans des modalités qui tiendraient compte de ce qui a été dit plus haut, concernant notamment :

(i) Les variantes européennes : Europe allemande ? avec ou sans Euro ? latino-américanisation de l'Europe de l'Est ? Eclatement (ou mise en sourdine) de l'Union Européenne ? etc.

(ii) Les variantes est-asiatiques : intégration régionale Asie-Pacifique autour du Japon et des Etats Unis ? Intégration régionale Asie orientale sans le Japon, autour de la Chine ? Eclatement de la Chine ? etc.

Ce "grand" projet, en tout cas, est déjà formulé en termes de régionalisations néo'impérialistes (selon le principe de "sharing the burden"), articulante, derrière chacune des puissances constitutives de la triade, des espaces géostratégiques du Sud : Etats Unis-Canada-Amérique latine, amorcée par l'intégration du Mexique via l'ALENA, Etats Unis-Iraël-pays pétroliers du Golfe et Mashrek arabe, Union Européenne-Maghreb-Afrique subsaharienne, Union Européenne (ou Allemagne)-Europe de l'Est, alternativement Allemagne-Etats Unis-Europe de l'Est-ex URSS, Japon-ASEAN ou Japon-Etats Unis-Asie/Pacifique.

Ce projet néo-impérialiste est parfaitement compatible avec l'émergence d'une quinzaine de pôles régionaux et sous régionaux bénéficiaires de "privilèges" dans leur région mais néanmoins relais fidèles dans la mondialisation "ouverte" ? On pense immédiatement à l'Allemagne et au Japon, brillants seconds des Etats Unis dans ce

plan. Mais aussi au Brésil, la Turquie (et/ou l'Iran) en Asie occidentale-centrale, la Corée en Asie de l'Est, assistés de puissances régionales de second rang (Egypte, Nigeria, Afrique du Sud, Pakistan, Malaisie). Comme par ailleurs, la "révolte" de certains de ces pôles sous régionaux, élargissant l'espace de leur autonomie en conflit avec la mondialisation - hégémonie américaine, est tout à fait possible. On pense ici par exemple au Brésil et à l'initiative Mercosur, si celle-ci devait prendre davantage de distances en regard des dogmes libéraux.

La complexité des réseaux d'alliances et de confrontations d'intérêts devient rapidement extrême dès lors qu'on imagine que les trois pôles de la triade centrale sont partiellement en conflit mais également associés derrière le leader américain, que les zones d'influence des uns et des autres dans les périphéries ne sont pas stables, que des pôles régionaux cherchent à faire avancer leurs propres pions etc. Des alliances et des oppositions peuvent alors se faire et se défaire dans un système mondial à géométrie variable, et la prévision devient impossible au delà du court terme immédiat. La tentation est grande de vouloir transcender la difficulté par un effort de classement des conflits d'intérêts - considérés majeurs ou mineurs - et de la puissance des acteurs. Mais cet exercice lui même repose sur beaucoup de simplifications, entre autre sur celle qui considère que les Etats sont les seuls acteurs dans le système, alors qu'en fait il en existe d'autres comme les transnationales ou les grands mouvements idéologiques capables de fonder certaines solidarités (sur la base de la communauté religieuse par exemple). Pour autant que la polarisation centres/périphéries demeure centrale, les puissances dominantes (les Etats Unis et/ou la triade) peuvent être amenées à "flatter" les pôles régionaux chargés de maintenir la discipline dans leurs aires d'influence et d'intervention. On tolérera ainsi que la Turquie massacre ses Kurdes, que le Brésil détruise l'Amazonie, qu'Israël procède au nettoyage ethnique des territoires conquis, que l'Afrique du Sud poursuive en Afrique australe les politiques expansionnistes qui furent celles du régime de l'apartheid ("reinforcing the mould" écrit à ce propos Hein Marais) etc. Il reste que certains pays, bien que périphériques dans le système économique du capitalisme mondial, ont ou peuvent avoir des ambitions qui sont peu compatibles avec le respect des hiérarchies que le fonctionnement du système implique. On pense immédiatement à la Chine, à l'Inde et à la Russie. C'est peut être la raison pour laquelle, à mon avis, les leaders centraux (les Etats Unis, la triade) les traiteront souvent, sinon toujours, comme des adversaires potentiels, voire des ennemis.

Dans ce cadre général on imaginerait sans difficulté une nouvelle étape de l'expansion capitaliste, fondée sur la croissance accélérée des périphéries actives (Chine, Asie de l'Est, Inde, Amérique latine), la reprise de la croissance en Europe de l'Est et dans l'ex URSS, comme dans l'Union Européenne, tandis que le monde marginalisé africain et islamique serait abandonné à ses convulsions. L'intensification des échanges entre les différentes régions dynamiques du monde soutiendrait le projet. Cependant, à mon avis, plus on s'avancerait dans cette direction, plus les échanges entre les régions en question s'intensifieraient et plus la nouvelle polarisation fondée sur les cinq monopoles de la triade prendrait de l'ampleur. Dans cette perspective les écarts entre les niveaux de développement des régions n'iraient pas en s'atténuant, au contraire la distance entre les centres et la nouvelle périphérie s'élargirait.

Les trouble-fêtes qui gêneront alors le déploiement du scénario, dans ses modalités diverses, ne manqueront pas. On pense, entre autre, à un renouveau de luttes de classes conséquentes déjà visible (France Décembre 1995, Corée Janvier 1997 ...). Si le

mouvement s'étend, il peut préparer les conditions pour l'émergence de l'alternative progressiste qu'on examinera plus loin. Mais on pense aussi aux classes dirigeantes de certains pays qui peuvent également agir pour infléchir le modèle dans un sens qui leur soit plus favorable, élargissant ainsi leur marge d'autonomie. J'ai présent à l'esprit ici la Chine, surtout si la solidarité sociale qui donne à son projet un caractère national marqué se trouvait renforcée par l'intervention de forces populaires tenues à l'écart, mais aussi la Corée, l'Inde, le Brésil, voire demain la Russie.

On pourrait imaginer que, dans le chaos dans lequel le monde est installé, la contradiction principale opposera désormais deux centres en compétition violente : les Etats Unis (qui auraient déjà perdu la position hégémonique qui fut la leur de 1945 à 1990, en dépit de l'espace d'autonomie relative tolérée pour l'Union soviétique) et l'Europe. Dans ce cadre, les Etats Unis et le Japon consolideront leur alliance stratégique (le Japon n'ayant pas d'autre choix possible) entraînant derrière eux les semi-périphéries d'Asie (la Chine en particulier) et d'Amérique latine, tandis que l'Europe intégrera dans son aire de domination la nouvelle semi-périphérie russe.

C'est un scénario qui me paraît peu probable, tout d'abord parce qu'il suppose que l'Europe existe en tant que force politique unifiée, ce qui n'est pas le cas, pour l'avenir visible tout au moins. De ce fait le plus probable donc me paraît être la survie d'une hégémonie américaine – en dépit de ses faiblesses – chapeautant la domination collective de la triade sur le reste du monde. La seconde raison pour laquelle ce scénario me paraît difficile à voir fonctionner, c'est qu'il implique que la Chine consente à se situer dans le sillage du bloc Etats Unis-Japon. Cela me paraît tout à fait douteux ; et mon hypothèse serait que la Chine tentera plutôt de faire cavalier seul en exploitant le conflit Etats Unis-Europe si celui-ci venait à s'aiguïser. Il en serait de même concernant l'Inde ou la Russie (si celle-ci parvient à surmonter sa crise).

Il n'est pas difficile d'imaginer le tableau d'une mondialisation future cohérente avec la domination de la nouvelle forme de la loi de la valeur associée aux cinq monopoles mentionnés plus haut. Les centres dominants traditionnels conserveraient leur avantage, reproduisant les hiérarchies déjà visibles, les Etats Unis conserveraient l'hégémonie mondiale (par leurs positions dominantes dans la recherche développement, le monopole du dollar et celui de la gestion militaire du système), flanqués de seconds (le Japon pour sa contribution à la R-D, la Grande Bretagne comme associé financier, l'Allemagne pour son contrôle de l'Europe). Les périphéries actives de l'Asie de l'Est, de l'Europe orientale et de Russie, l'Inde, l'Amérique latine constitueraient les zones périphériques principales du système. Dans les centres eux mêmes l'accent placé sur les activités liées aux cinq monopoles mentionnés impliquerait la gestion d'une société à "deux vitesses" comme on le dit déjà, c'est à dire une marginalisation par la pauvreté, les petits emplois et le chômage de fractions importantes de la population.

Pour le moment l'Europe est parfaitement alignée sur cette stratégie dans toutes ses dimensions, politiques, militaires et économiques. Même à l'égard de l'Afrique – longtemps « chasse gardée » des anciennes puissances coloniales, particulièrement de la France et de la Belgique – l'Union Européenne s'est alignée sur les positions de Washington, transmises par Banque Mondiale interposée, comme en témoigne la nouvelle convention de Lomé.

Sans doute cet alignement n'exclut-il pas le redoublement des conflits « mercantiles » entre l'Union Européenne et les Etats Unis qui sont devenus quotidiens (affaire d'Airbus, de la banane, de la viande aux hormones etc. ...) et dans lesquels l'arrogance des autorités de Washington ne pourra peut être pas être poursuivie indéfiniment. Ces contradictions me paraissent néanmoins secondes par rapport à d'autres, appelées à s'amplifier, qui opposeront les nouvelles périphéries (notamment celles de premier rang, la Chine, l'Inde, peut être demain la Russie) à la triade dont la cohésion est maintenue par l'alignement sur Washington.

Le G7 a été constitué pour coordonner cette forme de gestion du système mondial par les principales puissances capitalistes. On sait que son succès dans le domaine de la stabilisation des changes a été fort limité. Gérant de la crise, le G7 est un « exécutif mondial qui n'a aucun projet d'ensemble pour le monde » comme l'écrit Gustave Massiah . Il s'en contenté en 1976 de mettre en place les principes de l'ajustement unilatéral de la périphérie, en 1980 d'organiser le recyclage des pétrodollars au profit de la sphère financière spéculative, puis d'encourager la baisse des prix des matières premières (la raison majeure de la guerre du Golfe), en 1982 d'organiser le rééchelonnement de la dette (mais pas de créer les conditions pour résoudre ce problème), en 1992 d'inclure la Russie et les pays de l'Est dans les stratégies d'ajustement unilatéral, aujourd'hui de gérer la crise yougoslave.

Aucune des variantes des scénarios esquissés ici n'offre la moindre chance à un développement quelconque digne de ce nom.

## **XI. Montée et mondialisation des luttes sociales : condition d'une reprise du développement**

Les scénarios du futur resteront donc toujours largement dépendants de la vision qu'on a des rapports entre d'une part les tendances objectives lourdes et d'autre part les réponses que les peuples et les forces sociales qui le composent donnent aux défis que les premières représentent. Il y a donc un élément de subjectivité, d'intuition, inéliminable. Fort heureusement d'ailleurs, parce que cela signifie que l'avenir n'est pas programmé à l'avance et que l'imaginaire inventif pour employer l'expression forte de Castoriadis a sa place dans l'histoire réelle.

La "prévision" est d'autant plus difficile dans une période comme la nôtre que tous les mécanismes idéologiques et politiques qui commandaient les comportements des uns et des autres ont quitté la scène. La structure de la vie politique a été bouleversée lorsque la page de l'après seconde guerre a été tournée. La vie et les luttes politiques s'inscrivaient traditionnellement dans le cadre des Etats politiques, dont la légitimité n'était pas mise en cause (celle d'un gouvernement pouvait l'être, pas celle de l'Etat). Derrière et dans l'Etat, les partis politiques, les syndicats, quelques grandes institutions (comme celle du Patronat), le monde qualifié par les médias de "classe politique" constituaient l'ossature principale du système dans lequel s'exprimaient les mouvements politiques, les luttes sociales, les courants idéologiques. On constate que, presque partout dans le monde, l'ensemble de ces institutions ont perdu, à des degrés divers, une bonne partie sinon toute leur légitimité. Les peuples "n'y croient plus". A leur place donc des "mouvements" de natures diverses se sont hissés au devant de la scène, autour des revendications des Verts, des femmes, en faveur de la démocratie, pour la justice sociale, affirmant des identités communautaires (ethniques ou religieuses). L'instabilité

extrême caractérise donc cette vie politique nouvelle. L'articulation de ces revendications et mouvements avec la critique radicale de la société (c'est à dire du capitalisme réellement existant), comme avec celle de la gestion néo-libérale mondialisée, mérite d'être discutée concrètement. Car certains de ces mouvements s'inscrivent - ou le peuvent - dans le refus conscient du projet sociétair des pouvoirs dominants, d'autres au contraire ne s'y intéressent pas, ne le combattent pas. Les pouvoirs dominants savent faire cette distinction, et la font. La manipulation et le soutien ouvert ou caché aux uns, le combat résolu contre les autres sont la règle dans cette vie politique nouvelle chaotique et agitée.

Il y a une stratégie politique globale de la gestion mondiale. L'objectif de cette stratégie vise l'émiettement maximal des forces antisystémiques potentielles par le soutien à l'éclatement des formes étatiques d'organisation de la société. Autant de Slovoénies, de Tchétchéniés, de Kosovos et de Koweïts que possible ! L'utilisation des revendications identitaires, voire leur manipulation, sont ici bienvenues. La question de l'identité communautaire, ethnique, religieuse ou autre - est de ce fait l'une des questions centrales de notre époque.

Le principe démocratique de base, qui implique le respect réel de la diversité nationale, ethnique, religieuse, culturelle, idéologique - ne saurait subir d'entorses. La diversité ne peut pas être gérée autrement que par la pratique sincère de la démocratie. A défaut elle devient fatalement un instrument que l'adversaire peut utiliser à ses fins propres. Or sur ce plan les gauches historiques ont souvent été défailantes. Pas toujours certes et beaucoup moins d'ailleurs qu'on ne le dit fréquemment aujourd'hui. Un exemple parmi d'autres : la Yougoslavie titiste a été presque un modèle de coexistence des nationalités sur pied d'égalité réel ; mais certainement pas la Roumanie ! Dans le tiers monde de Bandung les mouvements de libération nationale sont souvent parvenus à unir contre l'ennemi impérialiste des ethnies et des communautés religieuses diverses. Les classes dirigeantes dans les Etats africains de la première génération ont souvent été réellement transethniques. Mais rares ont été les pouvoirs qui ont su gérer démocratiquement cette diversité et maintenir les acquis, quand il y en avait. Leur faible propension à la démocratie a donné ici des résultats aussi déplorables que dans leur gestion des autres problèmes de leurs sociétés. La crise venant, les classes dirigeantes impuissantes à y faire face, aux abois, ont souvent joué un rôle décisif dans le recours aux repliements communautaires utilisés comme moyen de prolonger leur "contrôle" des masses. Cependant, même dans de nombreuses démocraties bourgeoises authentiques, la diversité communautaire est loin d'avoir toujours été gérée correctement. L'Irlande du nord en est l'exemple le plus éclatant.

Le succès du culturalisme est à la mesure des insuffisances de la gestion démocratique de la diversité. J'entends par culturalisme l'affirmation que les différences en question seraient "primordiales", doivent être "prioritaires" (par rapport aux différences de classes par exemple), et parfois même sont tenues pour être "transhistoriques", c'est à dire fondées sur des invariants historiques (c'est le cas souvent des culturalismes religieux, qui glissent alors sans difficulté vers l'obscurantisme et le fanatisme).

Pour y voir clair dans la jungle des revendications identitaires je proposerai un critère qui me paraît essentiel. Sont progressistes les revendications qui s'articulent sur le combat contre l'exploitation sociale et pour une plus grande démocratie déployée dans toutes ses dimensions. Par contre toutes les revendications qui se présentent "sans

programme social" (parce que soit disant cela serait sans importance !), "non hostiles à la mondialisation" (parce que cela serait également sans importance !), a fortiori qui se déclarent étrangères au concept de démocratie (accusé d'être "occidental") sont franchement réactionnaires et servent parfaitement les objectifs du capital dominant. Au demeurant celui-ci le sait, soutient ces revendications, même lorsque les médias profitent de leur contenu barbare pour dénoncer les peuples qui en sont les victimes ! Utilise voire manipule ces mouvements.

La démocratie et les droits des peuples que les mêmes invoquent aujourd'hui ne sont guère conçus que comme le moyen politique de gestion de la crise du monde contemporain, venant en complément des moyens économiques de cette gestion néolibérale. Cette démocratie n'est que conjoncturelle. Le discours sur la bonne "gouvernance" n'est rien de plus. Elle est de surcroît, et parce qu'intégralement soumise aux priorités que le déploiement de la stratégie Etats Unis/Triade tente d'imposer, instrumentalisée avec cynisme. D'où l'usage systématique de la règle "deux poids - deux mesures". Pas question d'intervenir en faveur de la démocratie en Afghanistan ou dans les pays du Golfe par exemple, pas plus qu'il n'était question de gêner Mobutu hier, Savimbi aujourd'hui et beaucoup d'autres demain. Les droits des peuples sont sacrés dans certains cas (aujourd'hui le Kosovo, demain peut être le Tibet), oubliés dans d'autres (la Palestine, le Kurdistan turc, Chypre, les Serbes de Krajina expulsés manu militari par le régime croate etc. ...). Même le terrible génocide du Rwanda n'a donné lieu à aucune enquête sérieuse sur la part de responsabilité des diplomaties qui ont soutenu les gouvernements qui le préparaient ouvertement. Sans doute les comportements odieux de certains régimes facilitent-ils la tâche en offrant des prétextes faciles à exploiter. Mais le silence complice dans d'autres cas ôte toute crédibilité aux discours concernant la démocratie et les droits des peuples. On ne peut rendre plus mauvais service aux exigences fondamentales de la lutte pour la démocratie et le respect des peuples, sans lesquels aucun progrès n'est possible.

Cela étant et fort heureusement, la phase nouvelle est déjà caractérisée par la montée des luttes engageant les classes populaires victimes du système. Paysans sans terre du Brésil, salariés et chômeurs solidaires dans quelques pays européens, syndicats qui rassemblent la grande majorité du salariat (comme en Corée ou en Afrique du Sud), jeunes et étudiants entraînant le petit peuple des villes (comme en Indonésie), la liste de ces luttes s'allonge chaque jour. Le développement de ces luttes sociales est certain. Elles seront certainement caractérisées par un grand pluralisme, qui est une caractéristique positive de notre époque. A l'origine de ce pluralisme il faudrait sans doute reconnaître l'accumulation des résultats obtenus par ce qu'on a parfois appelé les « nouveaux mouvements sociaux » - féminins, écologistes et démocratiques. Les défis auxquels ce développement est confronté sont de natures diverses bien entendu, selon les lieux et les temps.

La question centrale est ici de savoir comment s'articuleront les conflits et les luttes sociales en entendant par là les conflits entre les classes dominantes, c'est à dire les Etats, dont on a tenté de dessiner les géométries possibles plus haut - et les luttes sociales évoquées ici. Qui l'emportera ? Les luttes sociales seront-elles subordonnées, encadrées par les conflits et donc maîtrisées par les pouvoirs dominants, voire mobilisées à leur bénéfice sinon toujours manipulées ? Ou au contraire les luttes sociales conquérant leur autonomie contraindront les pouvoirs à s'ajuster à leurs exigences ?

## **XII. Une nouvelle économie politique du développement pour le XXIe siècle**

J'ai proposé dans les pages qui précèdent une sorte de bilan de l'économie politique du développement telle qu'elle avait été conçue et mise en œuvre au cours du XXe siècle et plus précisément de sa seconde moitié. Cette économie politique avait été, comme toujours, le produit de mouvements sociaux puissants en rébellion contre la logique de l'expansion capitaliste. Elle procédait donc de grandes réformes sociales (nationalisations, programmes sociaux, réformes agraires etc. ) qui en conditionnaient le déploiement.

Sans doute la gamme des stratégies mises en œuvre a-t-elle été suffisamment large pour qu'il soit absurde de vouloir les confondre toutes dans un modèle unique. La distance est considérable qui sépare les stratégies d'industrialisation systématique des expériences socialistes s'affirmant guidées par le marxisme, de celles des pays néo-coloniaux qui ne concevaient pas de sortir de la spécialisation dans les produits de base, en espérant mettre à profit ce prétendu avantage comparatif pour simplement, au mieux, accélérer leur croissance. Entre les deux extrêmes se sont situées de nombreuses expériences du tiers monde national populiste.

En tout cas pour les groupes de tête tout au moins un dénominateur commun fort peut être dégagé : la volonté de construire un système productif national, moderne, efficace et autocentré. De ce fait ces expériences se sont toutes heurtées à l'hostilité permanente des forces dominantes du capitalisme mondial, tant sur le terrain économique que sur celui de la politique internationale. Ce conflit, inévitable, conduit à des conclusions qui s'imposent à mon avis : que le concept de développement est un concept critique du capitalisme réellement existant, que l'objectif d'une construction nationale autocentrée reste incontournable, que la mise en œuvre de stratégies au service de cet objectif exige la déconnexion. En entendant par ce terme - peut être mal choisi - non pas une autarcie absurde mais le raccourci d'une longue périphrase que j'ai formulée dans les termes suivants : la soumission des rapports avec l'extérieur aux exigences de la construction interne et non l'inverse (l'ajustement unilatéral aux tendances opérant au niveau mondial). Ces exigences fondamentales restent incontournables pour l'avenir, le XXIe siècle, quand bien même le cadre dans lequel elles sont appelées à devoir opérer a subi des transformations importantes.

Au cours de ce premier siècle de remise en cause des logiques fondamentales du capitalisme, les deux tâches - "rattraper" et "faire autre chose" - ont été combinées de manière variable selon les lieux et dans le temps mais on peut dire sans trop forcer la réalité que la première s'est imposée comme dominante, en sorte que le développement est devenu pratiquement synonyme de "stratégie de rattrapage" (pour aller plus loin ensuite, ... peut être). Ces stratégies se sont essouffées puis sont entrées en décomposition à partir du moment où les conditions mondiales ambiantes ont basculé et qu'à la phase d'essor général qui facilitait une intégration dynamique éventuelle dans la mondialisation a succédé une crise de réajustement qui rendait cette insertion impossible. L'"échec" - si on l'appelle ainsi - n'est pas dû au caractère trop radical des expériences du XXe siècle, mais au contraire à leur radicalité insuffisante, laquelle n'était peut être pas possible objectivement. Il faudra, à l'avenir, mettre davantage l'accent sur "faire autre chose", sans toutefois ignorer que quelques aspects du

rattrapage demeurent toujours à l'ordre du jour du nécessaire. Autrement dit le XXI<sup>e</sup> siècle devra être plus radical que le fut le XX<sup>e</sup>.

Le pourra-t-il ? Et quelles pourraient être les étapes de cette radicalisation progressive ? Enfin, comment, dans cette perspective, intégrer dans des stratégies efficaces les exigences produites par les transformations associées au redéploiement du capitalisme ? L'économie politique du développement du XXI<sup>e</sup> siècle devra se cristalliser autour des réponses à ces questions.

Il est toujours utile, d'un point de vue fut-ce pédagogique, de dessiner à grands traits les différents avenir possibles.

J'ai brossé dans ce qui me paraît être ses grandes lignes une image du futur cohérente avec la logique du système néo-libéral mondialisé, c'est à dire du projet d'un "XXI<sup>e</sup> siècle américain", comme l'imagine la classe dirigeante des Etats Unis et auquel sont ralliés non seulement les "libéraux" de ce pays mais encore très largement les classes dirigeantes de la grande majorité des pays du monde, qu'il s'agisse de l'Europe, des pays de l'ex Est, du Japon ou du tiers monde. Ce ralliement, massif même lorsqu'il est inavoué parce qu'il ne paraîtrait pas sympathique au public, comme en France et dans les pays musulmans, est-il l'indicateur d'une transformation profonde et durable dans l'organisation du capital ?

Plus précisément est-il l'indicateur qu'il n'y a plus de "capital national" (et donc de bourgeoisies nationales), que la dimension dominante du capital, la plus dynamique, est déjà transnationale ("globalisée") ? Je ne suis pas convaincu par cette thèse, présentée dans une littérature abondante sur le sujet, mais à mon avis, formulée d'une manière trop rapide et superficielle. En tout état de cause, même s'il en était ainsi, le capital transnational en question resterait l'apanage de la triade, excluant de son club fermé les pays de l'Est et du Sud. Ici nous n'aurions plus affaire qu'à des bourgeoisies compradore, c'est à dire à des courroies de transmission de la domination du capital transnational de la triade. C'est bien ce que nous avons en place à l'heure actuelle ; et cette image s'impose d'évidence pour beaucoup de pays sinon tous. Mais encore une fois est-ce là l'indicateur d'une transformation durable ? Dans ce cas le "monde nouveau" ne serait qu'une étape nouvelle (la troisième ) d'une expansion impérialiste ancienne c'est à dire polarisante à un degré encore plus violent qu'elle ne l'a été aux étapes précédentes. Je ne crois pas que cela soit acceptable et accepté, non seulement par les classes dominées qui seraient les victimes d'une paupérisation massive aggravée, mais même pour des fractions au moins des classes dirigeantes ou de forces sociales et politiques qui aspirent à le devenir.

Si l'impression de ce duo transnationalisation-compradorisation paraît s'imposer avec force dans le moment actuel au point d'inspirer l'idée que la transformation qu'elle représente est solide, irréversible et durable, c'est par ce que nous nous trouvons dans une phase de crise structurelle. Qu'on l'appelle ainsi ou qu'on lui donne un autre nom (phase B du cycle long Kondratief) ne modifie pas la nature de la question. Dans les phases A du cycle long capitaliste la croissance accélérée dans des structures stabilisées de l'accumulation entraîne des évolutions rapides de toutes natures qui paraissent largement, dans l'immédiat du vécu, positives et donc acceptables. Dans les phases B par contre les restructurations occupant le devant de la scène, les anciens modèles d'accumulation et de reproduction sociale sont impuissants, les nouveaux ne s'imposent

pas encore. La période est vécue comme un moment pénible (et elle l'est pour les classes dominées). Que dans ce moment le capital semble bien se porter (les taux de profit sont élevés) comme c'est le cas aujourd'hui, ou que la crise se manifeste par un effondrement des profits (comme cela pourrait arriver), ou qu'une analyse plus fine révèle l'amélioration de la rentabilité pour certains segments du capital et sa détérioration pour d'autres, constitue une série de questions importantes sur lesquelles je n'en dirai pas davantage ici.

L'image du XXI<sup>e</sup> siècle américain que j'ai brossée n'est pas acceptable. Elle est l'horreur sur tous les plans et ne correspond en rien au portrait en rose qu'en donnent ses défenseurs libéraux américains. Elle ne réserverait aux peuples de la périphérie - Sud et Est dans toute leur immensité - qu'une paupérisation sans fin et rien qui puisse être qualifié de développement. Pour de larges fractions des classes dominées dans les centres eux mêmes - peut être la majorité - elle ne serait pas non plus acceptable. C'est dire que le XXI<sup>e</sup> siècle ne sera pas américain. Il sera celui de conflits violents et de montée des luttes sociales remettant en question l'ambition démesurée de Washington et du capital.

Le scénario du XXI<sup>e</sup> américain pourrait-il prendre une forme moins inacceptable par des ajustements mineurs ? Devenir un projet de XXI<sup>e</sup> siècle de la "triade", avec un partage moins déséquilibré du leadership entre ses trois composantes ? Je ne crois pas que cela ferait beaucoup de différence. En tout cas rien pour les peuples de l'Est et du Sud, privés de toute perspective de développement.

Ce scénario pourrait-il conduire à un éclatement de la triade et à un conflit permanent (fut-il "pacifique") entre les deux nouvelles "superpuissances" - les Etats Unis (entraînant dans leur sillage le Japon) d'une part, l'Union Européenne devenue entité politique réelle d'autre part ? Bien que théoriquement on puisse imaginer une évolution de ce genre, je n'y crois pas beaucoup. Parce que nous sommes encore très loin de la construction possible d'une Europe politique. Parce que les périphéries que chacune des superpuissances devrait atteler à son char (la Russie, la Chine, l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine) ne s'inscriront pas dans ce schéma aussi facilement qu'il le faudrait pour qu'il fonctionne. Le système de la triade aura donc toujours besoin de se reconstituer pour faire face à ces refus des périphéries. C'est la raison pour laquelle j'ai dit que l'Europe sera de gauche ou ne sera pas, entendant ici par solution de gauche non pas seulement qu'elle intègre une dimension sociale acceptable pour les peuples européens mais également qu'elle déploie une politique amicale (non impérialiste) en direction de l'Est et du Sud.

Alors que reste-t-il comme avenir possibles et souhaitables ? C'est à dire comme forme de système constituant le cadre d'une nouvelle économie politique du développement pour le XXI<sup>e</sup> siècle.

L'imaginaire capable de proposer des alternatives (au pluriel) est convoqué ici. Il faut non pas seulement accepter ici la diversité des visions et des propositions, mais la solliciter et s'en réjouir. Tout comme nous avons connu au XX<sup>e</sup> siècle des réponses au défi inspirés par le marxisme historique, d'autres par le keynésianisme historique, d'autres enfin par un populisme national qui était en partie une sorte de forme dégradée du marxisme historique, nous connaissons déjà des courants de critique du capitalisme libéral mondialisé contemporain qui se rangeraient facilement sous des vocables de

"néokeynésianisme" ou "néo-marxisme" ou "post-capitalisme". Les préfixes néo et post indiquent certainement que la question du contenu de ces stratégies alternatives n'est pas suffisamment avancée pour en permettre une cristallisation de la formulation théorique accomplie. Ces classements indiquent également qu'il y aura toujours des individus et des courants de pensée et d'action plus fortement préoccupés par le côté immédiat des actions à entreprendre (le court et le moyen termes), d'autres par la vision à long terme des objectifs. Et pourquoi pas ?

Mais même au sein de chacune des grandes familles identifiées très sommairement ici nous devons mettre l'accent sur le débat et la diversité des propositions. Pour le court et le moyen termes parce que toute sorte d'éléments entrent ici en considération : les intérêts sociaux divers en jeux, l'analyse du système et l'identification des défis, la définition des objectifs possibles et la mobilisation de forces sociales et politiques autour d'eux etc. Mais également pour ce qui est du long terme j'ai déjà dit que - pour moi - la société post-capitaliste (définition imprécise volontaire) ne serait souhaitable que si elle libère l'humanité de l'aliénation économiste et de la polarisation mondiale. J'appelle cette société "communiste", dans la tradition de Marx. Mais j'accepte aussi que l'imaginaire social et culturel mobilisé autour de ces deux mêmes objectifs puise à des sources humanistes diverses, et qu'il n'y a aucune raison d'en écarter telle ou telle. Ce dogmatisme doit être combattu. Il faut accepter, souhaiter, la diversité dans le sens où je l'emploie ici, c'est à dire celui d'une diversité tournée vers la construction de l'avenir et non pas héritée d'un passé qu'on s'attache névrotiquement à vouloir perpétuer ..

Ce que je vais proposer dans les pages qui suivent est une sorte de programme à moyen terme, qui me paraît souhaitable, possible et efficace dans le sens qu'il prend en considération les transformations lourdes en cours dans ce qu'elles pourraient avoir de positif et dans le sens également qu'il pourrait s'inscrire comme une étape dans la perspective plus longue qui est la mienne. Ce programme à moyen terme définirait donc le contenu d'une économie politique du développement pour, par exemple, le demi siècle à venir.

Ce que je proposerai dans cet esprit procède de la logique de "l'utopie créatrice". L'histoire n'est pas commandée par le déploiement infaillible des "lois de l'économie pure". Elle est produite par les réactions sociales aux tendances que ces lois expriment, qui définissent à leur tour les rapports sociaux dans le cadre desquels ces lois opèrent. Les forces « antisystémiques » - si on appelle ainsi ce refus, organisé, cohérent et efficace, de la soumission unilatérale et totale aux exigences de ces lois prétendues (ici la loi du profit propre au capitalisme comme système) – façonnent l'histoire véritable autant que la logique « pure » de l'accumulation capitaliste. Elles commandent les possibilités et les formes de l'expansion qui se déploie alors dans les cadres dont elles imposent l'organisation.

Le projet d'une réponse humaniste au défi de la mondialisation inauguré par l'expansion capitaliste, n'est pas « utopique ». Il est au contraire le seul projet réaliste possible, dans ce sens que l'amorce d'une évolution allant dans son sens devrait rallier rapidement des forces sociales puissantes dans toutes les régions du monde, capables d'en imposer la logique. S'il y a une utopie, au sens banal et négatif du terme, c'est bien celle du projet d'une gestion du système réduite à la régulation par le marché

mondial. Car si la cohérence nationale recule, elle ne cède pas la place à une cohérence mondiale qui reste introuvable.

Un monde multipolaire est tout d'abord un monde régionalisé. L'interdépendance négociée et organisée d'une manière qui permette aux peuples et aux classes dominées d'améliorer les conditions de leur participation à la production et leur accès à de meilleures conditions de vie constitue le cadre de cette construction d'un monde polycentrique. Elle implique certainement qu'on dépasse l'action dans le cadre des Etats-nations, surtout de ceux de taille modeste ou moyenne, au bénéfice d'organisations régionales à la fois économiques et politiques, permettant des négociations collectives entre ces régions. Les défis auxquels sont confrontés ces régions et pays sont trop différents pour qu'il soit possible d'envisager pour tous les mêmes formules.

L'Union Européenne pourrait s'engager dans cette voie, bien qu'elle soit mal partie, ayant développé une conception purement economiciste de son projet (un marché intégré sans plus), et se retrouve de ce fait confrontée à la difficulté majeure qui est de se doter d'un pouvoir politique commun lui correspondant. Or tant que le volet social du projet restera, comme il l'est, une coquille creuse, le marché unique engendrera des conflits sociaux, et à partir de là nationaux, insurmontables. C'est la raison pour laquelle j'ai dit que l'Europe sera de gauche ou ne sera pas.

L'Europe de l'Est pourrait-elle être intégrée dans ce système européen ? Peut être, mais à condition aussi que dans leurs rapports internes les Européens de l'Ouest ne voient pas dans ceux de l'Est leurs "latino américains". Le développement inégal des Europes, pour être surmonté, exigerait alors une sous organisation propre à l'Europe de l'Est, articulée sur des institutions pan européennes, mais tolérant des règles du jeu différentes pour chaque moitié du continent. Une longue transition est donc nécessaire avant d'entrer dans la phase ultérieure de l'intégration pan européenne économique et politique. La Russie et les Etats de l'ex URSS sont dans une situation de même nature, même si, par sa taille, la Russie reste potentiellement une grande puissance. La reconstruction d'une coopération intégration des pays de l'ex URSS est une étape nécessaire, si l'on veut écarter le danger explosif d'une accusation de leur développement inégal.

Les problèmes des régions du tiers monde sont différents dans la mesure où leur « sous développement » est plus marqué. De ce fait : (i) ces pays et régions sont moins profondément intégrés dans le système productif mondialisée en construction. A part la Corée, Taiwan et Singapour qui sont peut être les seules exceptions importantes (Hong Kong étant intégré à la Chine), dans tous les autres pays semi-industrialisés du tiers monde seuls des segments limités du système productif sont intégrés à la nouvelle économie mondialisée ; (ii) ils sont simultanément moins intégrés entre eux, et même pratiquement pas du tout, surtout en ce qui concerne les pays du « quart monde » ; (iii) ils sont inégalement développés et l'essor de l'après guerre a accusé cette inégalité, qui sépare désormais le groupe des pays semi industrialisés de ceux du quart monde ; enfin (iv) pour toutes ces raisons ils sont attirés par des associations régionales Nord Sud qui opèrent au détriment de leur autonomie collective.

Je renvoie ici le lecteur aux propositions que j'ai avancées dans cet esprit avec quelque détail concernant leur argumentation. Il s'agit en effet d'une conception nouvelle des

régionalisations requises, différentes de celles conçues dans le cadre du système actuel dominant. Ces dernières sont constituées comme des courroies de transmission de la mondialisation polarisante, en rattachant des zones périphériques à des centres dominants se partageant de la sorte les responsabilités du "colonialisme global". L'ALENA (Association de Libre-Echange Nord Américaine, rattachant le Mexique aux Etats Unis et au Canada), les accords de Lomé (l'Association Union Européenne-Afrique, Caraïbes et Pacifique), les concepts de la zone Yen (Japon-Asie du Sud est) et du projet de « zone Pacifique » (Etats Unis, Japon, Australie et pays riverains de l'Océan) relèvent de ce concept néo-impérialiste inadéquat si l'on tient à l'objectif souhaitable de réduction des écarts. Les simples « marchés communs » régionaux (comme Mercosur en Amérique du Sud, l'ECOWAS en Afrique de l'Ouest et le COMESA en Afrique de l'Est et australe) comme les organisations politiques communes héritées de la guerre froide (l'ASEAN en Asie du Sud est) ont également fait l'objet de critiques sévères que je leur ai adressées ailleurs.

La régionalisation que je propose me paraît être le seul moyen raisonnable et efficace pour combattre les effets polarisants des cinq monopoles de la triade. En partant précisément de chacun de ces cinq monopoles on pourrait définir les axes essentiels des projets de régionalisation suggérés ici, c'est à dire les priorités que ces projets devraient servir. A partir de là on pourrait reprendre les grandes questions relatives à l'ordre mondial pour proposer les axes et les objectifs de grandes négociations susceptibles d'organiser une interdépendance contrôlée, mise au service des peuples, sur au moins les grandes questions suivantes :

(i) La renégociation des "parts de marché" et des règles d'accès à ceux-ci. Ce projet remet en cause bien entendu les règles de l'OMC qui, derrière un discours sur la "concurrence loyale", s'emploie exclusivement à défendre les privilèges des oligopoles actifs à l'échelle mondiale.

(ii) La renégociation des systèmes de marchés de capitaux, dans la perspective de mettre un terme à la domination des opérations de spéculation financière et d'orienter les investissements vers les activités productives au Nord et au Sud. Ce projet remet en question les fonctions, peut être même l'existence, de la Banque mondiale.

(iii) La renégociation des systèmes monétaires dans la perspective de la mise en place d'arrangements et de systèmes régionaux assurant une stabilité relative des changes, complétés par l'organisation de leur interdépendance. Ce projet remet en question le FMI, l'étalon dollar et le principe des changes libres et fluctuants.

(iv) L'amorce d'une fiscalité de portée mondiale, par exemple par la taxation des rentes associées à l'exploitation des ressources naturelles et leur redistribution à l'échelle mondiale selon des critères appropriés et pour des usages affectés.

(v) La démilitarisation de la Planète, en commerçant par la réduction des forces de destruction massive des plus puissants.

(vi) La démocratisation de l'ONU.

Les régions qu'on peut concevoir dans l'esprit de ces transformations ne constituent pas seulement des ensembles économiques d'intégration préférentielle. Elles doivent être également construites comme des espaces politiques favorisant le renforcement collectif des positions sociales des classes et sous régions défavorisées. Cette régionalisation ne concerne pas seulement les continents du tiers monde (l'Amérique latine, le monde arabe, l'Afrique subsaharienne, l'Asie du Sud-est, les deux pays continents : la Chine et l'Inde) mais également les Europes (l'Europe de l'Union Européenne, l'Europe orientale, l'ex URSS).

Dans cette perspective conciliant mondialisation et autonomies locales et régionales (ce que j'appelle une déconnexion cohérente avec les défis nouveaux), place est faite pour une révision sérieuse des concepts "d'aide", comme aux problèmes de démocratisation du système des Nations Unies, qui pourrait alors s'atteler efficacement à des objectifs de désarmement (rendus possibles par les formules de sécurité nationale et régionale associées à la reconstruction régionale), amorcer la mise en place d'une fiscalité mondialisée (en relation avec la gestion des ressources naturelles de la planète), compléter l'organisation inter Etats qu'est l'ONU par l'amorce d'un "Parlement mondial" capable de concilier les exigences de l'universalisme (droits de l'individu, des collectivités et des peuples, droits politiques et sociaux etc.) et la diversité des héritages historiques et culturels.

Bien entendu l'ensemble de ce "projet" n'a de chance de voir sa réalisation avancer progressivement que si d'abord à l'échelle des Etats Nations se cristallisent des forces sociales et des projets capables de véhiculer les réformes nécessaires, impossibles dans le cadre imposé par le libéralisme et la mondialisation polarisante. Qu'il s'agisse de réformes sectorielles (comme celles concernant la réorganisation de l'administration, la fiscalité, l'éducation, les formules de développement participatoire soutenu) ou de visions plus générales de la démocratisation des sociétés et de leur gestion politique et économique, ces étapes préliminaires sont incontournables. Sans elles, la vision d'une réorganisation planétaire capable de faire sortir le monde du chaos et de la crise et de faire "redémarrer le développement" restera fatalement parfaitement utopique.

Dans cette dernière perspective force est de donner de la place à des propositions d'action à terme immédiat, autour desquels peuvent être mobilisées des forces politiques et sociales réelles, aux plans locaux en premier lieu, même si leur visée est d'une ampleur plus large ("mondialiser les luttes"). Je pense ici à la longue série des formes de régulation qu'on pourrait mettre en œuvre rapidement dans tous les domaines : de l'économie (exemples : la taxation des transferts financiers, l'abolition des paradis fiscaux, l'annulation de la dette), de l'écologie (la protection des espèces, l'interdiction des produits et méthodes nocifs, l'amorce d'une fiscalité mondialisée sur la consommation de certaines ressources non renouvelables), le social (législations du travail, codes d'investissement, participations de représentants des peuples dans les instances internationales), le politique (démocratie et droits de la personne), le culturel (refus de la marchandisation des biens culturels).

Le programme à moyen terme que j'ai suggéré ne vise pas seulement à moduler les formes de régulation des marchés dans la perspective de protéger les faibles (classes et nations). Son volet politique n'est pas moins important. Les idées centrales qui ont guidé cette rédaction concernent le désarmement et l'élaboration d'un nouveau droit international des individus, des peuples et des Etats.

Concernant le désarmement le discours dominant, ressassé par les médias, axé sur les dangers que comporterait la "prolifération" des armements nucléaires et autres, est véritablement mal venu, dès lors que la puissance militaire américaine a opté pour le bombardement terroriste et qu'on sait qu'elle n'hésiterait pas à faire usage du nucléaire si elle le juge nécessaire. Devant cette menace majeure les autres pays du monde ne peuvent réagir que par le choix de la construction de forces militaires capables de dissuader l'agression impérialiste en rendant celle-ci coûteuse. La paix est à ce prix.

Peut-on également espérer développer un nouveau droit supérieur qui garantisse à tous sur cette planète un traitement digne, condition de leur participation active et inventive à la construction de l'avenir ? Un droit plein, multidimensionnel, qui traite des droits de la personne humaine (hommes et femmes bien entendu, en tant qu'êtres pleinement égaux), des droits politiques, des droits sociaux (travail et sécurité), des droits des communautés et des peuples, enfin du droit régissant les relations inter Etats. Voilà certainement un agenda qui occupera des décennies de réflexion, débats, actions et décisions.

Le principe du respect de la souveraineté des nations doit rester la pierre angulaire du droit international. Et si la Charte des Nations Unies a choisi de le proclamer, c'était précisément parce que ce principe avait été nié par les puissances fascistes. Dans son discours poignant prononcé en 1935 devant la SDN l'Empereur Haïlié Selassié avait clairement fait comprendre que la violation de ce principe - lâchement acceptée par les démocraties de l'époque - sonnait le glas de cette organisation. Qu'aujourd'hui ce principe fondamental soit à nouveau violé avec autant de brutalité par les démocraties elles mêmes ne constitue pas une circonstance atténuante, mais au contraire aggravante. Au demeurant elle a déjà amorcé la fin aussi peu glorieuse de l'ONU, traitée en chambre d'enregistrement de décisions prises ailleurs et mises en œuvre par d'autres. L'adoption solennelle du principe de la souveraineté nationale en 1945 s'accompagnait logiquement de l'interdiction du recours à la guerre. Les Etats sont autorisés à se défendre contre celui qui viole leur souveraineté par l'agression, mais ils sont condamnés à l'avance s'ils sont les agresseurs.

Sans doute la Charte des Nations Unies avait-elle donné une interprétation absolue du principe de la souveraineté. Qu'aujourd'hui l'opinion démocratique n'accepte plus que ce principe autorise les gouvernements à faire n'importe quoi avec les êtres humains qui sont placés sous leur juridiction constitue un progrès certain de la conscience universelle. Comment concilier ces deux principes qui peuvent entrer en conflit ? Certainement pas par la suppression d'un de leurs termes - soit la souveraineté des Etats, soit les droits humains. Car la voie choisie par les Etats Unis et derrière eux leurs alliés européens subalternisés, non seulement n'est certainement pas la bonne, mais encore cache les objectifs véritables de l'opération, qui n'ont rien à voir avec le respect des droits humains, en dépit du matraquage médiatique qui veut le faire croire.

L'ONU doit être le lieu de l'élaboration du droit international. Il n'y en pas d'autres qui puissent être respectables. Que celle-ci implique des réformes de l'organisation, qu'on réfléchisse aux voies et moyens (y compris d'innovation institutionnelle) qui permettent aux forces sociales réelles d'y être représentées aux côtés des gouvernements (qui, au mieux, ne les représentent que très imparfaitement), qu'on s'assigne l'objectif d'intégrer dans un ensemble cohérent les règles du droit international (le respect de la

souveraineté), celles qui concernent les droits des individus et des peuples et celles qui concernent les droits économiques et sociaux, oubliés dans la vulgate libérale, lesquels impliquent nécessairement la régulation des marchés, voilà de quoi meubler un agenda lourd de questions auxquelles je ne chercherai pas à donner ici des réponses qui seraient fatalement trop brèves. Il s'agit d'un processus long sans aucun doute. Mais il n'y a pas de raccourci ; l'histoire de l'humanité n'est pas parvenue à son terme, elle continuera à progresser au rythme de ses possibilités.

Le système mondial pluricentrique et démocratique préconisée ici ne constitue pas la "fin de l'histoire", mais seulement une étape dans la longue transition au socialisme mondial. La réalisation des objectifs de cette étape préparait en effet la progression des valeurs d'une société post capitaliste meilleure, fondée sur la solidarité humaine plutôt que l'égoïsme des individus et des nations.

Dans cette transition l'accent est en effet placé sur trois principes largement négligés dans les expériences du XXe siècle qui par ailleurs tiennent compte des tendances profondes de la transformation du monde. Il s'agit en premier lieu du principe d'une démocratisation perçue comme un processus multidimensionnel sans fin, laquelle contribue à amorcer le progrès de la conscience de ce qu'est l'aliénation économiciste à combattre. Dans ce processus on passe donc progressivement de projets et de visions du progrès de la libération dans le capitalisme à ceux de la libération du capitalisme. En second lieu la vision mondialiste humaniste, qui invite à placer le droit multiforme des personnes et des collectivités aux postes de commande (en lieu et place du droit des affaires, c'est à dire du droit au service du capital), contribue à créer un internationalisme des peuples, qui fait contre poids au transnationalisme du capital. Enfin en troisième lieu les régionalisations sont conçues dans une optique qui en fait des instruments efficaces de la réduction des effets polarisateurs du déploiement du capital.